

Direction des bibliothèques

AVIS

Ce document a été numérisé par la Division de la gestion des documents et des archives de l'Université de Montréal.

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant conservent la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent ce document. Ni la thèse ou le mémoire, ni des extraits substantiels de ce document, ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation de l'auteur.

Afin de se conformer à la Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels, quelques formulaires secondaires, coordonnées ou signatures intégrées au texte ont pu être enlevés de ce document. Bien que cela ait pu affecter la pagination, il n'y a aucun contenu manquant.

NOTICE

This document was digitized by the Records Management & Archives Division of Université de Montréal.

The author of this thesis or dissertation has granted a nonexclusive license allowing Université de Montréal to reproduce and publish the document, in part or in whole, and in any format, solely for noncommercial educational and research purposes.

The author and co-authors if applicable retain copyright ownership and moral rights in this document. Neither the whole thesis or dissertation, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms, contact information or signatures may have been removed from the document. While this may affect the document page count, it does not represent any loss of content from the document.

Université de Montréal

L'action directe des groupes antiautoritaires oeuvrant au Québec :
Analyse de discours de documents produits et/ou distribués par certains de ces
groupes
selon le modèle de l'action sociale

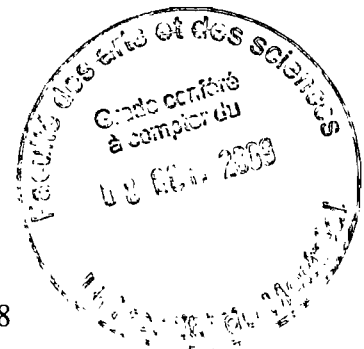
par
Nicolas Delisle-L'Heureux

École de Service social
Faculté des études supérieures

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures
en vue de l'obtention du grade maîtrise
en Service social

Décembre 2008

© Nicolas Delisle-L'Heureux, 2008



Université de Montréal
Faculté des études supérieures

Ce mémoire est intitulé :

L'action directe des groupes antiautoritaires oeuvrant au Québec :
Analyse de discours de documents produits et/ou distribués par certains de ces
groupes
selon le modèle de l'action sociale

présenté par
Nicolas Delisle-L'Heureux

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Marie Lacroix
présidente-rapporteuse

Anna Kruzynski
directrice de recherche

Michel Parazelli
membre du jury

Remerciements

Merci à Do, Flavie, MickyMike et Jonathan pour les heures passées sous les framboisiers du Lac Temiscamingue. Merci à Jacques, Louis, Louis et Karina, pour votre accueil et mes débuts de réflexion. Merci à Richard, Richard et Richard pour le recyclage de bouffe industrielle. Merci à Simon, Marguerite, Olivier, Musette et Thomas, même si vous ne savez pas pourquoi. Merci à Eaubelle, qui sait pourquoi.

Merci à Roberto pour le voyage autour du monde. Merci à Édith, Marc-Aurèle, Jean-Marc et Nicole pour les nombreuses démarches. Merci à Jean-Mathieu et Antoine pour le port de Montréal et les autres tirages au sort. Merci à Lise, Louise et Francine pour la salsa. Merci à Julie, Marie-Noëlle, François et Georges pour les fêtes foraines et les dérapes de glace. Merci à Michelle et Pierre, à Ghyslain, à Catherine. Sans vos beignes et vos clémentines, vos encouragements et votre propension à effacer mes dettes, je terminerais ma maîtrise à temps plus que partiel.

Merci à Marc, Grand-maman Yvette et Mononcle Charlie pour le cribble et la chambre du milieu; merci à Denis, Anne, Geneviève et Cédric pour la cuisine tranquille. Merci à mon ordinateur et à Times New Roman de ne pas m'avoir rendu aveugle.

Merci à touTEs mes amiEs militants et militantes, sans qui mes réflexions ne seraient pas possibles. Merci particulièrement au CRAC, pour l'espace de réflexion exceptionnel et les liens entre théorie et pratique qui se pratiquent tellement bien avec vous.

Une merci tout spécial à Anna Kruzynski (aussi membre du CRAC, tu es là deux fois!) pour ta patience, ta disponibilité, ta franchise et ton intelligence. Je ne saurai jamais formuler adéquatement toute ma reconnaissance.

« Tout savoir divulgué peut être remis en cause, peut être considéré comme hypothèse à retravailler. Mais le savoir caché dans de vieux grimoires, dans d'antiques palimpsestes ou au creux d'équations mathématiques impossibles à saisir par la majorité des individus est intouchable. On ne peut que le respecter, l'adorer à distance. » (Gérard Mendel, 2002, p. 101)

Que ce mémoire ne reste pas tabletté.

Résumé :

Cette recherche est une **analyse de discours** sur l'**action directe** des **groupes antiautoritaires** oeuvrant au **Québec**. En colligeant plusieurs documents produits et/ou distribués par certains de ces groupes, l'auteur a analysé divers éléments liés à l'action directe selon le **modèle de l'action sociale**, propre au **travail social**. Les résultats abordent les références communes de l'action directe, les principes la sous-tendant, ses objectifs, les diverses stratégies d'action directe utilisées, ainsi que l'organisation des groupes qui l'utilisent. La discussion se veut une analyse comparative entre l'action sociale et l'action directe telle qu'elle est représentée dans les documents étudiés.

Mots clés :

action directe, groupes antiautoritaires, modèle de l'action sociale, analyse de discours, Québec, travail social

Summary :

This research is a **discourse analysis** on **direct action** in **antiauthoritarian groups** working in the **Quebec province**. After having collected a certain amount of documents produced and/or distributed by some of these groups, the author has analyzed some elements related to direct action using the **social action model**, as being used in **social work**. The results take up the common references of direct action, the principles underlying it, its goals, the diverse strategies of direct action that can be used, and the groups' organizational form. The discussion takes the form of a comparative analysis between social action and direct action as being represented in the investigated documents.

Key words:

direct action, antiauthoritarian groups, social action model, discourse analysis, Quebec, social work.

L'action directe au Québec : analyse du discours

Table des matières

Introduction	p. 9
1- Survol historique du travail social contemporain	p. 11
2- Évolution récente de l'organisation communautaire au Québec	p. 16
3- L'héritage de la nouvelle gauche	p. 20
Chapitre 1- Recension des écrits	p. 24
1- Les militantEs, les groupes et le monde qui les entoure	p. 24
<u>1.1. Contexte d'émergence</u>	p. 24
<u>1.2. Nommer le mouvement</u>	p. 26
<u>1.2.1. Leurs intentions</u>	p. 27
<u>1.2.2. Leur analyse</u>	p. 28
<u>1.2.3. Leurs valeurs et principes</u>	p. 29
<u>1.2.4. L'autorité et le pouvoir</u>	p. 30
<u>1.2.5. Leur vision de l'engagement</u>	p. 34
<i>A) Un engagement plus individualisé</i>	p. 36
<i>B) Une mobilisation globale à l'échelle locale</i>	p. 38
<i>C) Une organisation décentralisée</i>	p. 39
<i>D) Une implication orientée vers l'action</i>	p. 42
2- L'action directe	p. 44
<u>2.1. Préciser l'action directe</u>	p. 44
<u>2.2. La diversité des tactiques</u>	p. 47
<u>2.2.1. La non-violence</u>	p. 49
<u>2.2.2. La violence</u>	p. 51
<u>2.2.3. Un continuum</u>	p. 53
<u>2.2.4. L'exemple des Black Blocs</u>	p. 54
3- La nature de ma recherche	p. 57
<u>3.1. Questions de recherche</u>	p. 57
<u>3.2. Cadre conceptuel retenu</u>	p. 58
<u>3.2.1. L'appellation des groupes</u>	p. 58

<u>3.2.2. La classification de l'action directe</u>	p. 61
<u>3.2.3. Le modèle de l'action sociale</u>	p. 62

Chapitre 2- Ma démarche méthodologique **p. 65**

1- Les sources de données	p. 65
<u>1.1. Les méthodologies possibles</u>	p. 65
<u>1.2. Les documents choisis comme observatoires</u>	p. 67
<u>1.3. Les critères d'échantillonnage</u>	p. 69
2- Analyse des données	p. 71
<u>2.1. La démarche</u>	p. 71
<u>2.2. La construction de la grille de lecture</u>	p. 72
<u>2.3. Les limites</u>	
3- Éthique	p. 73

Chapitre 3- Présentation des résultats **p. 75**

1- Les référents	p. 75
<u>1.1. Actions directes de références</u>	p. 76
<u>1.2. Références idéologiques</u>	p. 77
2- Les principes	p. 78
<u>2.1. Principe 1</u>	p. 80
<u>2.2. Principe 2</u>	p. 82
<u>2.3. Principe 3</u>	p. 84
<u>2.4. Principe 4</u>	p. 87
<u>2.5. Principe 5</u>	p. 92
<u>2.6. Les valeurs</u>	p. 97
3- Les objectifs	p. 98
<u>3.1. Objectifs à long terme</u>	p. 99
<u>3.2. Objectifs à moyen terme</u>	p. 101
<u>3.3. Objectifs à court terme</u>	p. 102
<u>3.4. L'autogestion</u>	p. 103
4- Les stratégies	p. 104
<u>4.1. La confrontation</u>	p. 105
<u>4.1.1. ... comme stratégie de défense</u>	p. 106
<u>4.1.2. ... comme stratégie de perturbation</u>	p. 108
<u>4.1.3. ... comme stratégie d'anéantissement</u>	p. 109
<u>4.1.4. Les ennemis</u>	p. 110

A) <i>Les représentations de l'ennemi</i>	p. 110
B) <i>L'ennemi en tant qu'individu dans le monde</i>	p. 111
C) <i>Tactiques contre l'ennemi</i>	p. 112
<u>4.2. La construction de ressources alternatives</u>	p. 113
<u>4.2.1. Lieux physiques</u>	p. 113
<u>4.2.2. Information, Éducation et Connaissances</u>	p. 114
<u>4.2.3. Nourriture et autres besoins essentiels</u>	p. 115
<u>4.3. La subversion</u>	p. 116
<u>4.4. La préfiguration</u>	p. 117
<u>4.5. Les procédés de persuasion</u>	p. 120
<u>4.5.1. Le contexte</u>	p. 120
<u>4.5.2. Le sentiment d'urgence</u>	p. 121
<u>4.5.3. Les polysémies</u>	p. 122
5- L'organisation	p. 124
<u>5.1. Groupes affinitaires</u>	p. 125
<u>5.1.1. ... regroupés autour de projets communs</u>	p. 125
<u>5.1.2. ... regroupés autour de la notion de communauté</u>	p. 126
A) <i>...comme lieu de discrimination</i>	p. 127
B) <i>...comme lieu de besoins similaires</i>	p. 127
C) <i>...comme lieu potentiel de prise de contrôle</i>	p. 127
D) <i>...comme lieu de rencontres et d'échanges</i>	p. 128
E) <i>...comme espace identitaire ou géographique</i>	p. 128
<u>5.2. Convergences et réseaux</u>	p. 129

Chapitre 4- Discussion p. 131

1- Synthèse des résultats et l'action sociale	p. 131
<u>1.1 Les référents</u>	p. 131
<u>1.2. Les principes</u>	p. 132
<u>1.3. Les objectifs</u>	p. 136
<u>1.4. Les stratégies</u>	p. 138
<u>1.5. L'organisation</u>	p. 141
<u>1.6. L'autogestion</u>	p. 141
<u>1.7. Éléments de divergences</u>	p. 142
<u>1.7.1. Le rejet de la revendication comme stratégie</u>	p. 142
<u>1.7.2. Le souci marqué des dynamiques internes</u>	p. 144

Conclusion p. 149

Annexe 1- Bibliographie des documents utilisés	p. 153
Annexe 2- Bibliographie théorique	p. 159
Annexe 3- Index des citations originales	p. 171

Introduction

J'ai fait mon baccalauréat en travail social parce que je me faisais une vision du milieu communautaire et de l'organisation collective qui concordait avec mes aspirations professionnelles. Dans le cadre de mon stage final, j'ai travaillé dans un comité logement où j'ai constaté une réalité qui m'a secoué : la mobilisation était souvent ardue et le peu de participantEs qui s'impliquait avait en moyenne environ 65 ans et il faut dire que je me trouvais dans un des comités logement les plus actifs de l'Île de Montréal. Pourtant, nous étions bien intentionnéEs : de belles actions, des activités fréquentes, des revendications claires et à mon sens mobilisatrices et un ancrage tangible dans la communauté. Dans les réunions de concertation, aucun organisme ne s'en vantait, mais la même stupeur régnait. Lors d'actions locales, trois ou quatre organismes, dont celui où j'oeuvrais, mobilisaient chacun deux ou trois participantEs qui se mêlaient au double d'organisateurEs et organisatriceEs communautaires présentEs. Je ne pouvais pas conclure que le milieu communautaire était mort, mais je n'avais pas à chercher très loin pour trouver des groupes qui étaient beaucoup plus en mesure de mobiliser : dans mon implication militante, je réalisais que ça foisonnait énormément. Des actions de toutes sortes réunissaient des dizaines, parfois même des centaines de personnes; plus, à tout le moins, que le milieu communautaire que je découvrais. Ces actions étaient souvent pas mal plus musclées que les (presque) douces occupations auxquelles je participais dans le cadre de mon stage, mais contrairement à ce que j'avais prévu, la peur (des arrestations, par exemple) ne semblait pas freiner la participation. Je commençai à comprendre : le problème n'était pas l'essence de l'action; le problème était le sens de l'action. Les groupes militants, contrairement aux groupes communautaires, agissaient en marge des structures traditionnelles, n'hésitant pas à confronter directement les détenteurs du pouvoir; c'était peut-être là le début d'une piste d'analyse.

Pour tout dire, alors que le milieu militant était stimulant, grouillant et effervescent, le milieu communautaire que je trouvais me décevait. Il m'apparaissait sclérosé, fixe, essoufflé. Sans pouvoir expliquer pourquoi ou en

quoi, j'avais l'impression grandissante que les actions directes des groupes dans lesquels je m'impliquais ou autour desquels de gravitais « faisaient » du travail social. Du coup, et en partie à cause du fourmillement que j'y constatais, il me semblait que le travail social auquel j'avais si longtemps aspiré, celui de la mobilisation collective et du changement social avait certainement à apprendre de ces groupes.

Guidé par ces réflexions, je me suis joint au Collectif de Recherche sur l'Autonomie Collective (CRAC), un collectif autogéré de militantEs antiautoritaires et (pro)féministes qui cherche à étudier son milieu : j'avais comme but de mieux saisir les forces internes du mouvement antiautoritaire afin d'y trouver un ancrage dans ma réflexion sur le travail social, que j'allais bientôt pratiquer comme métier.

S'il y a bien une chose que j'ai retenue de mon baccalauréat, c'est que le travail social, tout comme la société, est difficilement définissable comme un tout homogène et syncrétique. C'est d'ailleurs l'une des conclusions de Renaud (1995) dans un article que j'avais lu à l'époque et qui s'intéressait au sens qu'il faille donner à l'action sociale. Sommairement, puisque j'y reviendrai, on pourrait dire que pour certainEs, *travailler le social* équivaut davantage à servir de courroie de transmission dans le bon fonctionnement de la société, en prônant entre autres la normalisation et en se faisant agentE de contrôle social. Pour d'autres, il s'agit plutôt d'être des acteurs ou actrices de « la consolidation du lien social » (Renaud, 1995, p.141). Cela dit, ce que je réalisais au moment de mon stage, c'est que, même en tentant de circonscrire le travail social davantage, en tentant de l'appréhender seulement sous l'angle de l'action communautaire, on se retrouve devant le même genre de division que celle exprimée par Renaud (1995). En effet, la pratique communautaire oscillerait aussi entre deux pôles, l'un « aspirant à une relative institutionnalisation par une participation active à l'organisation des services sociosanitaires », l'autre « misant sur la mobilisation et l'enracinement dans le milieu par la revendication et l'expérimentation sociales » (Duval et al., 2005, p. 8). Durant longtemps orienté vers une perspective de changement social, plusieurs auteurEs s'inquiètent du fait que le milieu communautaire serait de plus en plus poussé vers la technocratie par son rapport de dépendance face à l'État, entraînant

aussi une dépolitisation de certaines luttes (entre autres : Guberman et al., 2004; Lamoureux, 2003; Lévesque et Panet-Raymond, 2002; White, 2001).

1- Survol historique du travail social contemporain

Si je me concentrerai dans le présent travail sur l'action communautaire (et en particulier sur le modèle de l'action sociale), il me semble important de faire un survol rapide de l'histoire du travail social contemporain pour comprendre les théories qui sous-tendent ce dernier en tant que profession. Par la suite, j'examinerai ce qu'était la nouvelle gauche, comment elle s'inscrit dans l'action communautaire, ainsi que son héritage. Je pourrai par la suite aborder de plein front le sujet qui nous intéresse.

Parton (1996) retrace l'histoire du travail social qui était selon lui, depuis la naissance de l'État-Providence, une façon pour l'État de veiller au bien-être des familles et de leurs membres, puisque la famille était la « sphère naturelle » (p. 6) d'intervention. À travers le temps, le travail social est devenu, toujours selon Parton (1996), un moyen de « régulation » de l'État qui visait « normalisation, discipline et surveillance » (p. 6). Puis, peu à peu, le travail social aurait encore évolué pour devenir grandement associé à la notion d'assurance sociale ('welfare') qui sous-tendait l'idée de la croissance nationale ('national growth') et du bien-être à travers la notion de la responsabilité sociale. Dans les dernières années, le travail social s'est ancré dans le modèle des services sociaux individuels qui a entraîné un morcellement des services, une spécialisation des travailleurs et travailleuses, un clientélisme¹ exacerbé au milieu duquel les services sociaux sont portés par des

¹ Bien que cette appellation soit très loin d'être celle que je préfère, j'ai choisi de concentrer mes énergies ailleurs que dans la justification d'une appellation ou d'une autre, d'autant que ceci n'est pas central à mon sujet. À des fins de simplification, donc, je me rangerai du côté de Dominelli qui explique : « 'Client' est un terme contesté. (...) Dans ce livre, je retiendrai le mot 'client' tel qu'il est compris à peu près à travers le monde, même si je ferai aussi référence parfois au terme 'usagers' pour éviter la répétition constante du mot 'client' quand son utilisation se répète dans le texte. J'entends ces deux termes comme faisant référence à une ou des personnes qui approchent des travailleurs sociaux professionnels pour des services ou de l'assistance. » (Dominelli, 2002, p. 6) Elle affirmera aussi plus tard, et je suis tout à fait d'accord, qu'il faille, pour les travailleuses sociales et les travailleurs sociaux, trouver de nouveaux termes en ce sens.

campagnes de marketing féroces, comme des produits de consommation (p. 11-12). Sa vision des faits s'apparente grandement à celle d'autres auteurEs que j'ai précédemment abordéEs (Guberman et al., 2004; Lamoureux, 2003; Lévesque et Panet-Raymond, 2002; White, 2001).

Pour Statham (1978), le travail social est imbriqué dans le capitalisme et a une utilité pour ce dernier ainsi que pour l'État et on peut, en tant que travailleur ou travailleuse socialE, se fixer les mêmes objectifs politiques aliénants que ceux projeter par l'État, et ce, même en ayant l'impression que les interventions correspondent parfaitement à ses propres principes et à ceux de la profession. Pour Pritchard et Taylor (1978), cette utilité se résume ainsi : le travail social est « un mécanisme pour identifier et absorber les révoltes potentielles contre le *statu quo* »¹ (p. 5)². Pour Webb (1996) aussi, il faut s'admettre que le travail social est subordonné à l'ordre économique et social et qu'en substance, combattre cette structure de l'intérieur est à proprement parler impossible. (p. 173)

Voilà exactement le point de départ d'un débat rapporté par plusieurs auteurEs. Ils et elles expliquent que le travail social porte une tension constante entre le désir de s'impliquer dans le conflit et la confrontation pour défier les autorités ou celui de travailler au consensus social- soit parce que le contraire serait impossible, soit parce que l'on perçoit que la structure, si elle n'est pas parfaite, est ce que l'on aura de mieux. Pour Dominelli (2002), cette tension est révélatrice de deux écoles de

“Client is a contested term. (...) In this book, I retain the word ‘client’ as it is understood more clearly worldwide, although I occasionally refer to ‘users’ to avoid constant repetition of the word ‘client’ when one use of it follows another in close proximity. I intend both terms to mean simply the person or persons that approach professional social workers for services or assistance.” (Dominelli, 2002, p. 6)

² Il est sans doute important de justifier maintenant mon choix quant à la traduction et à la mise en page des extraits retenus dans le présent travail. Il est donc à noter que toutes les traductions de textes anglais sont libres et qu'un numéro renvoie à la citation originale. Les passages originaux tirés de textes académiques sont en Annexe 3. Par contre, les passages originaux tirés des documents que j'ai étudiés sont en bas de page, et non en fin de document. Cette décision a été prise pour deux raisons majeures. D'abord, puisqu'il s'agit d'une analyse de discours, il me semblait important qu'il soit facile de s'y référer immédiatement, si l'on souhaite mieux comprendre l'esprit du passage original. Dans le même sens, je souhaitais laisser parler les documents d'eux-mêmes et leur laisser une grande place. Ensuite, très peu des documents que j'ai étudiés étaient exclusivement anglais, alors qu'un très grand nombre des textes académiques l'étaient et insérer les passages originaux aurait envahi l'espace.

pensées : l'une pour la libération, qui suggère « une réponse professionnelle aux appels aux changements dans les relations sociales existantes »ⁱⁱ (p. 61); l'autre pour le statu quo, qui opte pour l'insertion des marginaux dans le tout social. Celle à laquelle appartient Dominelli (2002) ne fait aucun doute puisque pour elle

« (p)romouvoir la justice sociale et le développement humain dans un monde inégal assure la *raison d'être* (en français dans le texte) de la pratique du travail social, et devient un moyen clé ('key way') pour acquitter le contrat social d'assister les gens vulnérable au sein de la société »ⁱⁱⁱ (p. 4).

Cette « libération » incarnerait, selon Dominelli (2002), toute la nature politique de la profession et elle n'est rendue possible que lorsque les travailleurs sociaux et les travailleuses sociales font des liens entre la réalité vécue par les gens à des niveaux individuels et les niveaux macrosociaux. Statham (1978) rappelle aussi l'importance d'un modèle d'intervention qui fait les liens entre le micro- et le macro-social. CertainEs travailleuses sociales et travailleurs sociaux ayant cette analyse de la pratique du travail social s'identifient à ce que les auteurEs ont appelé le travail social radical.

Pour Statham (1978), le travail social radical est basé sur deux principes. D'abord, la travailleuse ou le travailleur socialE a l'intention de chercher des alternatives au système mis en place. Ensuite, elle ou il a la conviction que ces alternatives doivent émerger des gens avec l'expérience directe et non pas d'expertEs venuEs les examiner pour nommer leurs besoins; il ou elle a donc la certitude que les gens sont capables de s'organiser par eux-mêmes pour comprendre leur situation et trouver des solutions à leurs problèmes. En ce sens, Statham (1978) croit que le travail social ne doit non plus chercher à construire une théorie qui soit objective, mais elle revendique la subjectivité, une théorie ancrée dans l'expérience des gens, de sorte que ce soit justement ces gens plongés dans l'expérience qui encadrent le débat sur les aspects de leurs vies qui les concernent. Le contraire, selon elle, est catastrophique : « Irrespectueux des revendications (de reprise de contrôle de leurs vies des groupes opprimés) pour poursuivre plutôt sa tradition humanitaire, le travail social est à la fois étranger et oppresseur dans son sens spécifique. »^{iv} (p. 17)

Le travail social radical s'inspirerait, toujours selon Statham (1978), du « soulèvement des consciences » ('counsciessness-raising'), qui permet d'explorer

la situation des individus en partant d'eux pour s'interroger sur les regroupements d'individus ayant des caractéristiques similaires à eux, puis à réfléchir sur leur place en tant que groupe dans la société en général et à la façon dont cette dernière est structurée; le but, on l'aura compris, est d'éventuellement transformer cette société. Cela diverge, toujours selon Statham (1978), du travail social que l'on retrouve normalement dans les pays industrialisés et qui cherche plutôt à transformer le comportement des individus pour les faire cadrer dans la structure. Pritchard et Taylor (1978) font la même lecture, percevant aussi un certain penchant du travail social institutionnel pour « réhabiliter ces éléments d'une société qui ne sont pas intégrés »^v et soulignant du coup que le travail social peut participer à légitimer les structures en place.

Cette réinsertion ne se fait pas n'importe comment : on parle de prise en charge. Dominelli (2002) explique que ce sont les groupes dominants qui déterminent les termes et les codes par lesquels les groupes dominés doivent se « réinsérer » dans la société. Les travailleurs sociaux et travailleuses sociales doivent, selon elle, être très conscientEs de cela, eux et elles qui se trouvent en position de force, à mi-chemin entre l'État (la structure) et les gens vulnérables. À ce titre, toujours selon Dominelli (2002), il est essentiel que les travailleurs sociaux et les travailleuses sociales comprennent les mécanismes de l'oppression et analysent en quoi leur travail peut les reproduire. En effet, « le travail social devient oppresseur en se concentrant ('focusing') sur des enjeux de contrôle qui cherchent à atteindre des objectifs bureaucratiques plutôt que d'améliorer le bien-être humain »^{vi} (Dominelli, 2002, p. 27). Alors que ce travail social là fait dans la rationalité avec des actions visant des changements « appropriés ou réalistes » ('appropriate or realistic', p. 16), on comprend pourquoi Statham (1978) l'accuse d'accepter le « statu quo » (p. 16) en ne remettant pas en question les balises de la structure actuelle. Dominelli (2002) croit elle aussi que de ne pas confronter le statu quo, c'est l'accepter.

Confronter cette structure commence, selon la théorie sous-tendant le travail social radical, par la confronter au sein même de la pratique du travail social en prenant conscience du pouvoir que confère le statut de travailleur ou de travailleuse socialE. Selon Statham (1978), si dans « la majorité des agences de travail social

(...) une distinction claire entre le travailleur social et le client est cruciale »^{vii} (p. 11), ce n'est pas à cela qu'aspire une travailleuse ou un travailleur socialE radicalE : cette dernière ou ce dernier doit être impliquéE à fond dans l'intervention et en profiter lui ou elle aussi pour réfléchir sur son statut. À ce titre, Dominelli écrit, en 2002 :

« Les travailleurs sociaux et travailleuses sociales doivent utiliser l'information et leurs habiletés de communication pour démystifier les bases de leur pouvoir et s'engager dans une amélioration du partage de pouvoirs qui correspond aux besoins de la personne, et doivent porter attention au processus à travers lequel ils et elles interviennent dans la vie des gens. »^{viii} (p. 34)

En 2004, elle parlera d'engagement mutuel ('mutuality of engagement', p. 250) entre le ou la clientE et le travailleur ou la travailleuse socialE, autant dans la démarche entreprise pour la reprise de pouvoir du ou de la clientE que dans la réflexion critique sur le travail social. Ajoutons à cela que pour Statham (1978), le statut de travailleur social est d'autant plus privilégié parce que dans la relation qui unit des clientEs et unE travailleur ou travailleuse socialE, seulement les clientEs ont à dévoiler leur vie privée. Cela est, selon elle, inadmissible et il faut que le travailleur ou la travailleuse socialE et leurs clientEs commencent par affirmer leur « humanité commune » (p. 35).

Une autre critique qu'essaie de surmonter le travail social dit radical par rapport à celui qui ne l'est pas est ce que plusieurs auteurEs ont nommé 'l'eurocentrisme'. Small (1989) prend l'exemple « de la construction de la pathologie sociale » ('constructs of social pathology') dans les interventions auprès des familles noires pour faire ressortir « un cadre eurocentrique saturé par le racisme à des niveaux institutionnels et individuels »^{ix} (p. 279). Il n'est pas le seul à le penser : le « citoyen typique » ('typical citizen') est « un homme blanc de classe moyenne » (p. 29), selon Dominelli (2002); c'est à ce mode de vie « idéal » qu'il faut se conformer et sur lequel sont basés, selon les auteurEs, les modèles d'intervention sociale en Occident. En travaillant à la réinsertion des gens les plus vulnérables dans un modèle qui ne correspond pas à leur réalité, Dominelli (2002) croit que les travailleurs sociaux et les travailleuses sociales participent eux et elles aussi à l'oppression. Les travailleuses sociales et travailleurs sociaux se retrouveraient dans une situation « ambiguë », selon Statham (1978), parce qu'elles et ils doivent se

battre pour le mieux-être des gens qu’elles et ils accompagnent, tout en étant pris à défendre leur propre statut et leur propre classe (p. 90). Pour Dominelli (2002), l’ambiguïté est ailleurs : dans le fait d’être à la fois des agentEs de contrôle de l’État et des acteurs et actrices de changement social.

Le travail social radical est donc une approche de la pratique qui cherche à faire les liens qui s’imposent entre la situation individuelle et la structure pour faire en sorte que les gens qui se retrouvent dans des situations de vulnérabilité puissent d’eux et d’elles-mêmes trouver des solutions à leurs problèmes, cela dans une perspective de transformation sociale. L’omettre entraîne une polarisation du travail social entre l’assistance sociale (‘welfare’) et la fourniture de services, entre le travail sur l’environnement et le travail sur les relations interpersonnelles, entre l’individu et le collectif »^x (p. 7). Ceci étant dit, cette approche peut se concrétiser à plusieurs niveaux d’intervention, que ce soit dans la pratique auprès des individus, des familles, des groupes de malades, de femmes violentées, d’aînéEs, etc... Le présent travail s’attarde au travail social radical dans l’organisation communautaire.

2- Évolution récente de l’organisation communautaire au Québec

Je dresserai maintenant un portrait rapide de l’évolution récente de l’organisation communautaire au Québec, en commençant par l’émergence de la nouvelle gauche des années 1960-1970, un ensemble de mouvements sociaux qui se distinguaient des mouvements sociaux précédents. En effet, Shragge (2006) avance que « (l)es années 1960-1970 ont été une époque de renouveau pour l’organisation communautaire. L’optimisme qui régnait dans la société faisait en sorte que de nombreux changements paraissaient possibles. » (p. 55) Pour plusieurs auteurEs (dont Fortin, 1991; Gosse, 2005; Hunt, 2003; Shragge, 2006), l’appellation « nouvelle » gauche vient du fait que les mouvements la constituant souhaitaient se différencier de la « vieille » gauche, dont la lutte était orientée vers le mouvement ouvrier. C’est, selon eux et elles, précisément le fait que les nouveaux mouvements sociaux ne s’orientent plus uniquement sur les prolétaires pour mener leurs luttes qui les distingue des anciens. À l’époque, une « analyse fondée sur les classes

sociales ne parvenait plus à mettre en lumière d'autres formes d'oppression, qui devaient être explicitement reconnues si on voulait légitimer les luttes contre elles » (Shragge, 2006, p. 79), ce qui correspond à l'émergence de l'analyse intersectionnelle des oppressions. Cette rupture permet du coup la naissance de façons de s'organiser qui « sont aux antipodes du centralisme démocratique marxiste-léniniste ». (Fortin, 1991, p. 9)

Il existerait, selon certainEs auteurEs, une autre distinction entre l'ancienne et la nouvelle gauche : l'ancienne « croyait que les structures pouvaient être réformées » (Shragge, 2006, p. 100), alors que la nouvelle travaille à la transformation de la société. Toujours pour Shragge (2006), l'organisation communautaire devient alors « un outil capable de rassembler les pauvres » (p. 106) afin qu'ils puissent se mobiliser autour de ce « projet commun » de transformation (Ibid, p. 106). Émerge aussi alors la conviction que la participation individuelle des gens a un impact positif généralisé sur leur vie et on assiste par le fait même à la création de nouveaux mouvements faisant la promotion d'un système social où tous participeraient (Breines (1989), cité dans Shragge (2006)). La nouvelle gauche, selon C. Wright Mills, cité dans Shragge (2006), est donc très axée sur la préfiguration. Cette dernière, qui cherche à expérimenter et construire « par le vécu d'une action et d'un comportement la société désirée », qui met l'accent « sur les moyens plutôt que sur les fins » et qui valorise « les expériences spontanées de nature utopiste », serait la « principale contribution » des mouvements des années 60 (Mills, cité dans Shragge, 2006, p. 101). Désormais, « (l)es mots d'ordre sont démocratie directe, fonctionnement collectif, polyvalence et rotation des tâches » (Fortin, 1991, p. 9). En 2003, par contre, Hunt se sent la responsabilité de clarifier que la nouvelle gauche n'a pas inventé « le concept de la démocratie participative » (p. 145), ce que les théoricienNEs laissent depuis trop longtemps croire, selon lui.

D'autres auteurEs ont aussi voulu clarifier diverses composantes de la nouvelle gauche qui la mythifiaient quelque peu. Parmi elles, McMillian (2003) dénonce le fait qu'elle ait été composée presque exclusivement d'étudiants blancs et que, bien que la lutte contre le racisme ait été un élément central des groupes qui la formaient, il se reproduisait à l'interne les même tensions ségrégationnistes qu'à l'échelle

nationale. McMillian (2003), toujours, ajoute que le mouvement des femmes a émergé « en réponse au sexisme » ancré dans les mouvements étudiants de l'époque (p. 6), ce qui, là aussi, s'avère être une contradiction majeure. D'autres, comme Fortin (1991), soulignent le fait qu'« (i)l y aurait beaucoup à dire sur les mythes de la gestion collective » (p.21) ou que la pratique ne correspondait pas toujours à la théorie en terme de participation de touTEs, parce que les organisateurs se retrouvaient très souvent avec plus de pouvoir que les personnes participantes (Kruzynski et Shragge, 1999). Quoiqu'il en soit, la nouvelle gauche et ses orientations préfiguratives ont « favorisé l'innovation démocratique d'où sont issues nombre de pratiques nouvelles » (Shragge, 2006, p. 102).

Surviennent alors les années 1980 qui sont représentées, de façon largement partagée dans les écrits, comme presque meurtrières pour l'organisation communautaire telle qu'on la connaissait. La montée du néolibéralisme et la redéfinition du rôle de l'État entraînent une remise en question complète du rôle du communautaire, qui devient alors presque partenaire de l'État. Gagnon et Rioux (1988) remarquent aussi que les groupes communautaires, qui étaient « initialement fondés pour contester les méfaits du capitalisme et l'emprise technocratique » (p. 107), deviennent dans les années 1980 des « dispenseurs de services dans les domaines mal servis par l'État » (p. 107). Les deux auteurs évoquent même des organisateurs communautaires de l'époque qui regrettaient de participer « à une consolidation de la sous-traitance néo-libérale » (p. 109). Quelques auteurEs relèvent la relation ambiguë qu'instaure alors l'institutionnalisation entre le milieu communautaire et l'État, du fait qu'elle « constitue possiblement une diminution de la participation de la base aux dépens du pouvoir de permanents » en même temps « qu'elle est signe de réussite et de stabilité » (Fortin, 1991, p. 18). Par ailleurs, pour Kruzynski et Shragge (1999) comme pour d'autres, « l'impact global de ce type de financement a été une dépolitisation et une démobilisation du mouvement »^{xi} (p. 336)³, car on a vu plusieurs mouvements sociaux « pass(er) à une approche de service à des clients » (Shragge, 2006, p. 68). Groulx (1999) indique que les services sociaux institutionnalisés, « loin de solutionner

adéquatement les problèmes sociaux, avaient plutôt un effet contre-productif, désappropriant, par leurs interventions, les individus et les communautés de leurs capacités sociales de solution de leurs problèmes » (p. 1046). Les communautés perdraient alors toute capacité à s'autodéterminer par elles-mêmes et l'on verrait disparaître des réseaux sociaux « naturels » au profit d'une « sociabilité artificielle » (Ibid, p. 1046).

À la même époque, les groupes communautaires « se penchent désormais sur les préoccupations et les aspirations de groupements sociaux partageant une identité liée, par exemple, au genre (mouvement des femmes), à l'âge (mouvement jeunesse) ou à l'orientation sexuelle (mouvement gai et lesbien) » (Duval et al., 2005, p. 10-11). L'autodétermination de leur milieu respectif devient alors possible pour ces groupes qui ont toujours été marginalisés. En effet,

« au-delà des services qu'ils offrent, les organismes de cette tradition identitaire intègrent souvent à leur mission la création de liens et de lieux d'appartenance : maisons de jeunes, centres de femmes, maisons d'hébergement pour jeunes et pour femmes, quelques maisons de la famille, etc. » (ibid, p. 11)

Cette spécialisation de l'intervention « nécessitait des travailleurs qualifiés formés à l'université ou possédant de l'expérience, ce qui eut pour effet d'encourager un degré de perfectionnement et un professionnalisme accrus. » (Shragge, 2006, p. 62).

La réalité communautaire avait vraisemblablement changé. Après les fastes années 1960-1970, où l'organisation communautaire était avant tout centrée sur la mobilisation et la prise de parole des excluEs, le changement était frappant. C'est en tous cas ce qu'indique Shragge (2006), qui raconte qu'à son retour dans le milieu communautaire au milieu des années 1980, il trouva

« des professionnels qui pouvaient être considérés comme des progressistes et qui croyaient qu'ils pouvaient représenter les gens sans même devoir les consulter (...) Le changement le plus frappant (...), c'était l'absence de mobilisation. Les organisations communautaires agissaient comme des représentants de leurs membres ou des personnes qu'elles aidaient et parlaient en leur nom. » (Shragge, p. 41)

En vingt ans, on avait assisté à une transformation extrême du milieu communautaire parce que désormais, « les organisations communautaires se dressaient entre les gens et l'État, à la fois médiatrices et porte-parole » (Shragge, 2006, p. 42).

Durant les années 90, les problématiques deviennent de plus en plus spécifiques (Duval et al., 2005). L'organisation communautaire québécoise devient, comme

l'époque dans laquelle elle évolue, caractérisée par « l'importance majeure de la rentabilité sociale et de la progression technologique (qui) entraîne des conceptions de la gestion du social de plus en plus technicistes » (Duval et al., p. 11). Le milieu devient « appelé à participer à l'émergence de nouveaux partenariats avec divers secteurs- étatique, privé, sociétal », concertation qui est « dominée par la culture consensuelle ambiante » (Duval et al., p. 11). Cette nouvelle réalité, on peut bien le comprendre, a plongé le milieu communautaire plus que jamais dans la logique réformiste dont il avait tenté, plusieurs années auparavant, de s'éloigner.

3- L'héritage de la nouvelle gauche

Revenons-en un instant à Renaud (1995) qui suggère que le travail social est vaste et hétérogène. Devant la constatation que le travail social de « consolidation du lien social » auquel je souhaitais participer n'était pas aussi ancré que je ne l'aurais cru dans les pratiques du milieu communautaire, j'ai supposé qu'il devait forcément se trouver, à l'extérieur du travail social tel que je le trouvais, des pratiques qui s'inscrivaient dans cette perspective. Il me semblait que l'une de ces avenues était investie par les militantEs antiautoritaires, qui réinventent la façon d'occuper l'espace public en tentant de « stimuler l'émergence d'un mouvement citoyen issu de la société civile et en faisant partie » (Kruzynski et Sévigny, 2005, p. 43). Un tel mouvement « prend forme par la réflexion et l'action de petits groupes de personnes dans leurs milieux respectifs » et les individus qui s'y impliquent cherchent à « s'engager dans des initiatives, des expériences et des luttes qui s'inscrivent dans un projet de société écologique et qui favorise l'élargissement du patrimoine collectif » (ibid, p. 43). Le mouvement antiautoritaire oeuvrant au Québec, dont l'essor récent est imbriqué à l'émergence de la grogne transnationale contre la mondialisation capitaliste, n'est pourtant pas souvent étudié dans un contexte académique, encore moins dans une perspective de travail social. Il me semblait important de le faire.

Pour en revenir là où j'étais, à propos de mon stage, il n'est pas étonnant, à la lumière du cheminement du milieu communautaire, que j'aie pu avoir l'impression

que ce dernier (du moins, celui où j'œuvrais) ne mobilisait plus, ou mobilisait mal. À l'opposé, il n'est pas étonnant non plus que j'aie pu avoir l'impression que le milieu antiautoritaire avait une effervescence semblable à celle que j'attribuais, avant d'y mettre les pieds, au milieu communautaire. En effet, il semble que la nouvelle gauche, que l'on croyait morte, ait laissé une part d'elle derrière et que cet héritage, s'il n'est plus le cœur battant des organismes communautaires traditionnels, se retrouve ailleurs, si du moins, on en croit Shragge (2006). Il avait écrit :

« les idées et les initiatives de la première période n'ont pas disparu, elles se sont perpétuées dans les mouvements sociaux actuels. Ainsi, bien que la première période n'ait pas vu se réaliser les grands objectifs qu'on s'était fixés, son héritage et ses contributions ont été légués à d'autres acteurs et mouvements sociaux. » (Shragge, 2006, p. 122)

Au nombre des caractéristiques de la nouvelle gauche que j'ai déjà explicitées et qui seraient restées en héritage pour le mouvement antiautoritaire, notons celles-ci : l'intersectionnalité des oppressions, l'action dans une perspective de changement social, l'expérimentation et la préfiguration, ainsi que le souci constant de la participation de touTEs. Un autre héritage central de la nouvelle gauche serait l'importance accordée à l'éducation politique. En effet,

« (l)a société de participation ou autogestionnaire, si elle advient, adviendra par « en bas », pas par « en haut », ni par décret. En ce sens, il n'y a pas de lieu meilleur qu'un autre pour apprendre à participer... et l'éducation, y compris à la participation, est l'un des enjeux de cette société de participation. » (Fortin, 1991, p. 27)

Pour Shragge (2006), la nouvelle gauche aurait aussi contribué à accoucher du slogan presque galvaudé, mais absolument caractéristique du mouvement antiautoritaire, « Penser global, agir local ». Dans le même ordre d'idées, toujours selon Shragge (2006), les militantEs s'activent désormais « en faveur d'un retour à un mouvement de lutte élargi fondé sur l'intérêt commun de tous ceux et celles qui souffrent d'inégalités sociales et économiques » (p. 212). Finalement, l'un des héritages de la nouvelle gauche qui caractérise particulièrement les groupes antiautoritaires est leur autonomie. En effet, contrairement au mouvement communautaire des années 80, pour la nouvelle gauche, « la séparation entre les groupes et l'État était sous haute surveillance et la structure des organisations tout

comme leur vision et leurs activités n'étaient pas directement influencées par leur mode de financement » (Shragge, 2006, p. 55). De la même façon, sinon plus encore, le mouvement antiautoritaire se veut en rupture totale avec l'État. D'ailleurs, il y a là une distinction importante que je me permets ici d'approfondir.

Day (2004) explique qu'il ne s'agit plus d'aller faire part aux pouvoirs établis de ses revendications, mais plutôt d'agir soi-même, sans l'intermédiaire de l'État, par exemple. On voit dans cette façon d'investir le politique pourquoi certainEs considèrent que le mouvement antiautoritaire puisse être envisagé comme l'une des façons de remédier aux problèmes d'autonomie du mouvement traditionnel tels qu'ils ont été exposés déjà, mais aussi en quoi il doit, à juste titre, être appréhendé comme s'inscrivant dans une logique de travail social : les liens sociaux sont renforcés dans une logique de transformation sociale.

C'est donc cette façon d'agir sans intermédiaire, cette « action directe » qu'il m'a semblé intéressant d'étudier. Les actions directes menées de par le monde contre la mondialisation au cours des dernières années sont de plus en plus variées et répandues. Les alternatives intéressantes et originales ne manquent pas et leur variété étonne : de l'implantation de jardins libertaires dont les militantEs distribuent les récoltes en marge du système marchand à la confrontation directe avec les forces de l'ordre lors de manifestations en tous genres, en passant par la formation de médias indépendants et des ressources de défense de droit, toutes sont faites sans intermédiaire et se veulent farouchement autonomes face aux structures de pouvoir. Dans le cadre du présent travail, donc, j'ai cherché à étudier la littérature produite par ces groupes qui s'opposent, par leurs discours et/ou par leurs actions, non seulement à l'économie de marché mondialisée, mais aussi à toutes formes d'autorité illégitime⁴.

Shragge (2006) a abordé le mouvement antiautoritaire, formulant du coup une piste de recherche que je me suis empressé de suivre :

« (l)'époque actuelle voit apparaître une lutte renouvelée, à l'extérieur des communautés et souvent menées par de jeunes militants qui s'attaquent de front au

⁴ À noter que l'expression « autorité illégitime » est sujette à débat dans le milieu antiautoritaire contemporain. En effet, si pour certainEs, elle relève du pléonasme parce que toutes les formes d'autorités sont considérées comme illégitimes, pour d'autres, certaines d'entre elles peuvent être considérées comme acceptables, voire nécessaires (l'autorité parentale, par exemple).

pouvoir de la grande entreprise privée sur la scène mondiale. La question pour moi est de savoir si les activités de ces nouveaux militants auront un impact sur le secteur communautaire et si elles vont le sortir de sa torpeur. » (Shragge, 2006, p. 47)

La question se pose d'autant plus que, si l'on en croit Fortin (1991), « (a)uparavant, (les travailleurs sociaux et organisateurs communautaires) ignoraient et cherchaient à créer des structures parallèles et 'artificielles' », plutôt que de travailler avec les réseaux dits 'naturels' d'une communauté. Aujourd'hui, ces mêmes travailleurs sociaux « apprennent à travailler de plus en plus avec ces réseaux » (p. 26). Se pencher sur le potentiel d'influence de ces derniers sur le travail social communautaire revêt donc une importance incontestable dans un tel contexte.

La suite du présent travail est ainsi divisée : tout d'abord, je présenterai une revue de littérature sur le contexte d'émergence récent des groupes antiautoritaires et sur la compréhension qu'ont eu les chercheurEs des caractéristiques de ces groupes ainsi que de la nature de l'action directe. Ensuite, je présenterai ma problématique et mes questions de recherche, ainsi que les concepts que j'ai retenus pour le présent travail; du coup, j'explicitai les raisons qui m'ont poussé à faire ces choix. Dans un troisième temps, je présenterai mes sources de données et ma méthodologie de recherche, avant de présenter mes résultats. Finalement, viendront l'analyse de ces résultats et une discussion.

Chapitre 1- Recension des écrits

1- Les militantEs, les groupes et le monde qui les entoure

1.1. Contexte d'émergence

Avant de définir les groupes qui publient les documents dont j'ai étudié le discours et de tenter de cerner davantage qui sont les individus qui les constituent, il m'a semblé important de tracer un portrait global de la définition du monde et de l'ordre social que se donnent ces groupes à l'aide des éléments que j'ai pu retracer dans les écrits académiques. Cet exercice m'a permis non seulement de mieux saisir les raisons qui poussent les militantEs de ces groupes à employer l'action directe, mais aussi, leur contexte d'émergence. Ce contexte, on le verra, reconfigure passablement la façon de militer.

Dans la littérature dite scientifique, on retrace plusieurs raisons qui expliquent l'émergence des groupes antiautoritaires en Occident⁵, la première étant la mondialisation néolibérale qui semble, aux dires de plusieurs auteurEs, être catalyseuse des autres causes. Cette dernière aurait des conséquences catastrophiques qui font éclore une réponse radicale. La première conséquence est une déshumanisation des rapports humains, tant en ce qui concerne les rapports des gens qui ont ou qui cherchent à avoir de l'influence que ceux des plus pauvres qui sont contraints de travailler à la production des biens (Atkinson, 2006). Ceci trouve écho chez Graeber (2004), qui explique que le fait que la mondialisation néolibérale soit limitée au mouvement du capital et des biens de consommation –par opposition à l'humain- et que cela entraîne l'établissement de systèmes de sécurité très stricts aurait amené des mouvements de lutte à se lever contre cette mondialisation. Elle

⁵ À noter que si des groupes de résistance émergent un peu partout dans le monde, la présente recension des écrits s'attarde exclusivement à la littérature académique qui traite du sujet dans un contexte occidental. Une étude approfondie entre les contextes d'émergence des groupes de résistance occidentaux et ceux d'ailleurs dans le monde reste à faire et, d'ici là, si les liens de solidarité entre ces groupes d'où qu'ils viennent vont de soi, les différences évidentes de contextes ne permettent pas de traiter ces groupes comme un seul bloc. En prenant la décision de ne m'attarder qu'au contexte occidental, je voulais entre autres éviter de tomber dans le piège d'une analyse occidentale d'enjeux locaux.

aurait donc contribué à donner naissance à de nouvelles formes d'organisation et d'actions. Cette mondialisation aurait aussi un impact sur la place de l'État et l'on assisterait entre autres à une « crise de légitimité du système électoral », selon Lambert-Pilotte et al (2007, p. 2). En effet, on aurait l'impression de n'avoir aucune influence sur les décisions qui sont prises par des gens de plus en plus puissants et éloignés de soi (Ibid, p. 3). Dans le même sens, la globalisation généralisée aurait donné naissance, selon plusieurs, à une classe dirigeante qui n'est plus identifiable localement parce que son pouvoir n'est plus lié au territoire. Certains l'appellent « classe capitaliste transnationale » (Fortin, 2005), d'autres la nomment « gouvernance globale » (Drainville, 2004). À cause de l'emprise grandissante de cette nouvelle classe dirigeante, il serait de plus en plus urgent « pour les mouvements contre-hégémoniques de passer à l'offensive », selon Fortin (2005, p. 20). D'ailleurs, Kiely (2002) estime aussi que le mouvement anticapitaliste actuel est contre le néolibéralisme globalisé.

Plusieurs auteurEs (Aubenas et Benasayag, 2002; Couch, 2001; Gordon, 2007; Graeber, 2004; Pleyers, 2004) estiment que la genèse du mouvement a eu lieu au Mexique, avec les Zapatistes, un mouvement de résistance autochtone qui a clairement exprimé son opposition à l'ALÉNA le 1^{er} janvier 1994, la date de l'entrée en vigueur de ce traité, rappellent Wilson et Withmore (2000). Pour d'autres, les Zapatistes sont un facteur parmi d'autres qui puisse expliquer l'émergence d'un tel mouvement. Collins (2004) propose d'ailleurs une « protestographie » de tous les événements qui ont pu y contribuer. Elle inclut l'arrivée au pouvoir de plusieurs organisations transnationales orientées vers l'économie et le commerce (OMC, Union Européenne, ALÉNA, APEC). On y trouve aussi le changement qui s'est opéré « dans la forme et l'intensité de la résistance envers le pouvoir économique des élites »^{xiii} (Collins, 2004, p. xxxiv) de certains mouvements de résistance (les Zapatistes, les Sans Terre du Brésil et les Fermiers Karnataka de l'Inde). Finalement, il y insère aussi l'émergence de nouveaux mouvements pour la justice économique, comme le Soweto Crisis Committee Economy, qui est né avec la fin de l'Apartheid en Afrique du Sud. On le voit, les raisons de l'émergence d'un mouvement de résistance transnational sont

multiples et, à moins de s'en choisir qu'un seul, force est d'admettre que c'est à un ensemble de facteurs que l'on doit cette naissance, si l'on en croit aussi la lecture de Kurasawa (2004). Par ailleurs, selon Juris (2005), les petites bases de révolte contre la mondialisation capitaliste et les manifestations qui y étaient liées seraient responsables de l'élargissement du mouvement. « Les mouvements contre la corporation mondialisée ont grandement pris de l'expansion à travers l'organisation de mobilisations de masse, incluant les actions directes de confrontation contre des institutions multilatérales^{xiii} ». (p. 416-417) Après avoir interviewé 30 militantEs australienNEs, Bramble et Minns (2002) concluent eux aussi que les manifestations anti-capitalistes ayant lieu dans les pays occidentaux seraient parmi les expériences qui ont stimulé l'émergence de mouvements dans d'autres pays industrialisés.

«Il ne fait pas de doute que les protestations anti-capitalistes outre-mer-spécialement celle de Seattle en 1999- ont fourni une forte stimulation dans l'émergence d'un mouvement en Australie (...). Seattle, selon un mot utilisé par la majorité (des interviewéEs), les a 'inspiré', et ayant lieu dans un pays occidental, 'nous a fait croire que c'était possible ici'.^{xiv} » (p. 14-15)

Les auteurEs sont d'ailleurs nombreux-nombreuses à souligner l'importance de Seattle (Bennet, 2003; Day, 2005; Dupuis-Déry, 2004; Klein, 2001; Lambert-Pilotte et al., 2007), même si quelques unEs, dont Katsiaficas (2004), insistent aussi sur le fait que « Seattle n'était pas le commencement » ('Seattle Was Not the Beginning', du nom de son article). Plusieurs font aussi référence aux forums sociaux de Porto Alegre comme catalyseur de la réflexion de certainEs militantEs sur l'urgence de travailler sur des actions locales plutôt que de discuter avec des ONG d'un peu partout (Adamovsky, 2003; Pleyers, 2004). Finalement, pour expliquer le foisonnement de ces groupes au Québec, plusieurs auteurEs, sans nier l'importance d'autres événements, font référence au Sommet des Amériques de 2001 à Québec sur la ZLÉA, la Zone de Libre-Échange des Amériques (Dupuis-Déri, 2007; Fortin, 2005; Guilbert et Kruzynski, 2008; Lambert-Pilotte et al., 2007; Nieto, 2008;).

1.2. Nommer le mouvement

Il y a une infinité de termes utilisés pour désigner les groupes contestataires que j'ai étudiés. Ce phénomène est probablement en partie dû à la difficulté d'imposer

une identité à des groupes qui prônent l'autonomie et qui ne cherchent pas nécessairement à porter une étiquette. Voyons voir un peu quels enjeux ils défendent et quelques unes de leurs caractéristiques plus générales afin de mieux les identifier.

1.2.1. Leurs intentions

J'ai déjà abordé la distinction importante que Day (2004) fait en ce qui concerne les intentions des groupes. Je reviendrai plus loin sur sa méthodologie, mais selon lui, c'est même cette distinction qui fait toute la différence entre les « new social movements » et ce qu'il appelle les « newest social movements⁶ ». Alors la voici : il distingue les mouvements sociaux regroupés autour d'une façon d'occuper le politique dans une perspective de revendications ('a politics of demand') de ceux regroupés autour d'une perspective d'action ('politics of act', au sens d'« agir » sans intermédiaire). La politique de revendication, traditionnellement associée aux « new social movements » (ou la nouvelle gauche), consiste, selon l'auteur, à utiliser le pouvoir établi pour obtenir les moyens d'améliorer sa vie quotidienne, donc à « demander » (même si cela est fait au moyen d'une action) aux gens au pouvoir d'utiliser leurs acquis à cette fin. « Toutefois, (...) toute demande, en anticipant une réponse, encourage ces structures qui existent précisément en attente de demandes. (...) C'est à ce moment précis qu'une politique d'action est nécessaire pour briser le cercle vicieux. »^{xv} (Day, 2004, p. 734) L'action, selon Day (2004), permet d'inventer soi-même une réponse qui ne nécessite plus d'être en situation de revendication et qui brise, par le fait même, la relation de subordination. « Cela, je dirais, est précisément ce qui est fait par ceux qui participent à différentes formes d'action directe (...). »^{xvi} (Day, 2004, p. 734) Ainsi, en voulant combattre les rapports de subordination quasi-inébranlables, les « newest social movements » se réunissent autour de projets d'actions en réaction

⁶ Lorsqu'il sera réutilisé dans le présent travail, ce terme ne sera pas traduit. Il n'y a pas d'adjectif français pour exprimer le passage de « new » à « newest » (de « nouveaux » à « plus nouveaux »). Comme il me semblait important de garder en tête que les « newest social movements » ont plus en commun avec les « nouveaux mouvements sociaux » que ceux-ci en avaient avec les « anciens », j'ai choisi de garder l'appellation « newest social movements » sous toutes réserves, malgré l'aspect très peu esthétique de la chose. Il faudra bien un jour, si ce terme finit par être considéré comme justifié, se pencher sur une francisation exacte et sensée.

aux structures de subordination inhérentes au contexte global. Étudier ces groupes et plus précisément leurs rapports à l'action directe relevait donc de prime importance parce que « le but (des « newest social movements ») n'est pas de créer un nouveau pouvoir autour d'un centre hégémonique, mais de défier, de déranger et désorienter les processus de l'hégémonie globale »^{xvii} (Day, 2004, p. 730).

1.2.2. Leur analyse

Cette hégémonie globale est représentée, pour les militantEs de ces groupes, par les intérêts de l'État et des entreprises, selon Day (2004). Cette analyse pourrait faire conclure que ces groupes ont des idées qui se rapprochent de celles des anarchistes. Day n'est pas d'accord :

“Je ne voudrais pas donner (l')impression (que touTEs les activistes ou groupes devraient être perçuEs comme anarchistes), puisque pas touTEs les activistes ou regroupements dans lesquelles ils-elles participent s'auto-identifient de cette façon, et puisque 'l'anarchisme' (...) est multiple et contesté à l'interne.^{xviii} » (p. 731)

Mais alors comment les nommer? L'appellation « newest social movements » proposée par Day (2004) pour identifier les groupes que je cherche à étudier n'est pas mauvaise, d'autant que la distinction qu'il propose entre la revendication et l'action colle tout à fait aux actions directes des groupes étudiés. En effet, le mouvement investit ses actions dans autre chose que dans le désir d'atteindre le pouvoir ou d'améliorer ses effets (Day, p. 723) et les groupes se protègent des pouvoirs hégémoniques jusque dans leurs structures et organisation en mettant sur pieds des mécanismes en leur sein (Lambert-Pilotte et al., 2006). Le problème est qu'il n'y a pas que Day (2005) qui se soit penché sur la question et que l'on retrouve presque autant d'appellation que d'auteurEs écrivant sur le sujet. Plusieurs insistent sur la spécificité des groupes dans leur recherche d'autonomie en le désignant « mouvement autonome » (Deslandes et King, 2006, Starr et Adams, 2003), puisqu'il est basé sur une structure décentralisée et une organisation non-hiérarchique. Parmi les autres, en vrac, on le nomme « mouvement de résistance cosmopolitaine » (Parker, 2003), « mouvement alter-activiste » (Pleyers, 2004), « mouvement pour une justice globale » ('global justice

movement') (Clark, 2004). D'autres se risquent à l'appeler « nouvel internationalisme ('new internationalism') (Drainville, 2005) ou « mouvement de mondialisation alternative » ('alternative globalization movement') (Chester and Welsh). Finalement, d'autres, comme Gordon (2007), insistent pour le nommer « anarchiste ».

1.2.3. Leurs valeurs et principes

J'ai déjà abordé le genre de principes qui rassemblent les individus, mais Lambert-Pilote et al. (2006) précisent que ces principes rassembleurs

« sont nombreux et bien souvent informels, dans le sens qu'ils vont de soi sans être toujours nommés comme tels. Ces principes sont le fait d'être libertaire, solidaire, égalitaire, anti-autoritaire, anti-capitaliste, anti-patriarcal, antiraciste, anti-fasciste, anti-impérialiste, anti-homophobe, etc.; bref contre toute forme de discrimination et d'oppression. » (p. 9)

Pickard (2006) parle de « principes démocratiques radicaux » ('radical democratic principles') qui sont basés sur des valeurs d'« inclusivité, diversité, ouverture, transparence, accessibilité et responsabilité. À l'intérieur de cette pratique démocratique, toutes les structures de pouvoir hiérarchiques sont contestées et, lorsque c'est possible, remises à niveau.^{xix} » (p. 316). Dans leurs relations avec l'extérieur du mouvement, les groupes ne sont pas, selon Lambert-Pilote et al. (2007), liés à la politique partisane et ne veulent pas y être associés dans leur composition. Ils « ne revendiquent pas de réformes de l'État, refusent le financement étatique et ne s'engagent pas dans ses structures. » (p. 9) Il en irait de même dans les relations avec les patrons (Atkinson, 2006), ainsi que toutes les organisations politiques et militantes traditionnelles (Pleyers, 2004). Cela, de fait, entraînerait ce que Gordon (2007) appelle une résistance généralisée aux structures autoritaires. « L'anarchisme contemporain est ancré dans la convergence des luttes féministes radicales, écologiques, anti-racistes et queer (...). Cela a amené l'anarchisme, dans sa ré-émergence, à être associé à un discours généralisé de résistance.^{xx} » (p. 37) Plusieurs auteurEs (Clark, 2004; Gindin, 2002; Gordon, 2007; Lacey, 2005(a); McDonald, 2004; Pleyers, 2004) insistent sur la création d'espaces décentralisés et autonomes en tous genres pour résister aux systèmes d'oppression

et pour expérimenter de nouvelles alternatives et mettre en pratique leurs valeurs et leurs principes au quotidien.

1.2.4. L'autorité et le pouvoir

Il faut, pour véritablement comprendre la nature de la lutte de ces groupes, explorer quelque peu la notion d'autorité. Lorsque l'on se penche sur cette dernière, on se rend compte que la définition que s'en font les auteurEs est vaste. L'une des conceptions les plus fréquentes que l'on retrouve de l'autorité lorsque l'on fait une recension des écrits sur le sujet est celle qui la comprend comme n'étant ni liée à la coercition, ni à l'argumentation. Comme le formule Arendt, citée dans Mendel (2002), « (s)'il faut vraiment définir l'autorité, alors ce doit être en l'opposant à la fois à la contrainte par force et à la persuasion par arguments » (Mendel, 2002, p. 27). Il semble d'ailleurs à Mendel (2002) qu'il y ait un consensus en ce que l'autorité est vue « comme la variété de pouvoir qui assure l'obéissance des subordonnés sans user de la force manifeste, de la contrainte physique, de la menace explicite, et sans avoir à fournir justifications, arguments, ou explications. » (p. 26)

Wolff (1990) souhaite éclaircir la différence entre autorité et pouvoir. La première correspondrait au « droit de commander, et corrélativement, au droit d'être obéi »; le deuxième, au fait de « contraindre à l'acquiescement, soit par l'usage ou par la menace de la force »^{xxi} (p. 20). Cette distinction est aussi essentielle pour Enriquez (2007), qui trouve que le terme « autorité » a trop souvent remplacé, dans les écrits sur le sujet, ce qui était du « pouvoir ». Le pouvoir « émerge au niveau des *institutions*, c'est-à-dire de tout ensemble formateur se référant à un savoir théorique légitimé et qui a pour fonction d'assurer un ordre et un certain état d'équilibre social. » Du pouvoir émerge tout ce qui est en lien avec les lois et les codes, et il se situe pour cette raison « au niveau du *politique* (...) et au niveau de *l'inconscient* (...). » Quant à l'autorité, toujours pour Enriquez (2007), elle « apparaît (...) comme une fonction du groupe permettant sa bonne organisation ». Pour lui, donc,

« la nécessité de l'autorité ne fait jamais question : si les divergences existent, elles se situent sur le degré de centralisation ou de décentralisation de l'autorité (de la

structure hiérarchique pure à l'assemblée générale prenant des décisions unanimes).

L'autorité se situe ainsi au niveau *organisationnel*. » (p. 79)

Cette distinction est pour lui centrale parce qu'en ramenant toujours tout à des questions d'« autorité », on éluderait complètement les problématiques liées au pouvoir, on nierait absolument l'idéologie qui se cache derrière les décisions prises par les institutions et on en viendrait qu'à ne se préoccuper seulement du « développement des organisations sans s'interroger sur leur sens et sur les conflits qui les traversent » (p. 79). Une telle approche, non seulement

« favorise le refoulement des aspects inconscients et politiques de la vie organisationnelle, mais encore elle renforce le processus de mystification et de domination en insistant sur la *forme*, sur l'adoption de nouvelles méthodes d'organisation qui ont toujours pour but de tisser des rets plus étroits dans lesquels les membres de l'organisation sont pris. Autrement dit, l'autorité ne fait pas qu'*occulter* le pouvoir, elle le *manifeste* et elle le *renforce*. » (p. 79)

Cette distinction entre l'autorité et le pouvoir pourrait être résumée plus succinctement, comme le font Theodorson et Theodorson (cités dans Friedman, 1990), pour qui l'autorité est « du pouvoir qui est légitimé ». Le pouvoir, donc, serait ce qui détermine la nature des rapports sociaux et qui pose « le problème de la *domination*, domination des êtres, de la nature, des choses, de la pensée » (Enriquez, 2007, p. 78), alors que l'autorité serait la façon dont s'organisent les institutions pour maintenir ces structures de privilèges en place, la façon dont ces rapports sociaux sont intégrés et acceptés, mais aussi la façon dont ils sont justifiés et à travers laquelle ils cherchent une légitimité.

Cette légitimité, pour certainEs auteurEs, fait problème. Weber, cité dans Mendel (2002), affirme que « (p)our gagner l'adhésion psychologique qui donne l'autorité à un régime, il lui faut une légitimité qui fera apparaître comme justifié l'ordre donné à l'exécutant » (p. 34). Ainsi, Enriquez (2007) tire cette conclusion : « (c)e qui apparaît caractéristique, c'est la tentation de tout pouvoir, quels que soient ses fondements réels, de se définir comme légitime » (p. 42). La légitimation se fait par le processus qui mène à la soumission pleinement consciente des gens à l'autorité, de sorte que l'individu ne « soit pas sujet à la volonté d'un autre » ('...is not subject to the will of another') (p. 26). En ce sens, obéir à l'autorité devient un choix conscient et chacunE accepte alors de prendre la responsabilité individuelle de ses actes lorsque l'autorité juge que ces derniers

étaient répréhensibles. Mais comment se fait cette décision d'obéir? Pour Mendel (2002), il ne fait aucun doute que cela passe par la contrainte.

On l'a vu, beaucoup d'écrits, ceux d'Arendt entre autres, excluaient la force de la définition de l'autorité, et, selon Mendel (2002), nous devons aujourd'hui admettre que nous en sommes arrivés à un « contresens conceptuel ». « Il est pourtant une explication à ce contresens. C'est que la force a toujours été présente comme *ultima ratio* (la raison dernière) de l'autorité. » (p. 28) Pour plusieurs (entre autres : Friedman, 1990; Mendel, 2002; Roy, 1988), il est donc impossible de circonscrire aujourd'hui l'autorité sans évoquer la coercition qui lui appartient et « à présent, ce qu'excluait l'autorité est devenu son nouveau contenu ». En effet, lorsque l'on souhaite faire régner l'autorité, on fait nécessairement appel à des moyens de coercition comme menace de représailles.

« Quand on en appelle à la restauration de l'autorité dans les établissements scolaires, on pense explicitement à l'emploi de la coercition; renforcement de la discipline, augmentation du nombre des surveillants, collaboration de l'école avec la police, exclusion des élèves opposants, voire déplacement de ceux-ci dans des institutions spécialisées. (...) De même, la « tolérance zéro » en milieu urbain signifie qu'on sanctionnera immédiatement l'infraction. » (Mendel, 2002, p. 28).

Cette coercition forcerait le consentement des individus et c'est là l'une des caractéristiques de l'autorité : elle « ne peut exister sans consentement », elle ne peut être envisagée que « dans une organisation où les rôles de chacun sont définis » et où ces rôles sont asymétriques (Enriquez, 2007, p. 76-77), où ces rôles naissent de la contrainte. Cette asymétrie des rôles est d'ailleurs un concept qui revient souvent lorsqu'il est question de l'autorité. Pour expliquer cette dernière, Mendel (2002) donne l'exemple de l'autorité que l'on associe au policier en se concentrant sur l'uniforme de ce dernier :

« L'asymétrie des rôles est fondamentale dans la mise en scène de l'autorité sociale. Cette inégalité relationnelle ne s'impose pas d'elle-même, dans le seul rapport des deux personnes, telle celle qui tient à la fortune, à la position sociale, à la force physique; elle est *symbolique*, dans le sens précis où l'uniforme, cette pièce de tissu par elle-même insignifiante, trouve du sens seulement dans la transcendance de l'ordre social répressif tout entier derrière son porteur. » (p. 64)

L'exemple de la police permet d'aborder une autre conclusion de Mendel à propos de l'autorité : elle doit être appréhendée comme un phénomène global, en

partie précisément parce qu'elle fait partie du quotidien (comme cette rencontre avec le policier...) :

« De l'autorité, (...) on peut dire qu'elle est un phénomène humain total : elle participe de la vie psychologique quotidienne (l'autorité d'un parent ou d'un proche), elle nourrit les réflexions plus générales (la crise de l'autorité), elle se trouve au coeur des théories politiques (l'autorité de l'État). » (Mendel, 2002, p. 17).

Cette autorité globale, entière et généralisée, celle qui « plonge ses racines (...) profond et hors de la vue » (Mendel, 2002, p. 19) est donc, puisque c'est le sujet du présent travail, remise en question. Les groupes dont j'ai étudié le discours souscrivent tout à fait à cette analyse et sont sensibles aux enjeux de l'autorité et aux rapports de pouvoir dans toutes les sphères de leur vie. « La différence entre partisans ou adversaires de l'autorité tient, alors, à ce que pour les uns, il s'agit là d'une « bonne chose » - soit bonne en soi, soit malheureusement nécessaire- et, pour les autres, d'une manoeuvre néfaste. » (Mendel, 2002, p. 19) Pour plusieurs détracteurs et détractrices, le problème de l'autorité est celui des valeurs. Roy (1988) explicite ce problème ainsi :

« (u)ne autorité apparaît (...) comme une instance habilitée à juger de l'importance relative de valeurs en conflit, dans une situation sociale donnée. Mais, la difficulté est de concevoir cette instance d'une manière telle qu'elle ne soit pas tout simplement le lieu d'un pouvoir arbitraire qui s'imposerait envers et contre tous, s'il le faut, au nom de valeurs prétendument supérieures. » (p. 217-218)

Prend alors forme ce que Roy (1988) considère comme le plus grand problème de l'autorité politique, à savoir celui « de *l'arbitraire des valeurs qui la soutendent*. » (p. 27) La question se pose alors : « sur quoi repose le jugement selon lequel une chose est plus valable qu'une autre » ? (Roy, 1988, p. 14). Toute tentative de réponse rationnelle à cette question est vaine, selon lui, parce que « ce qui se prétend être rationnel est en fait idéologique, c'est-à-dire articulé autour de valeurs qui ne vont pas nécessairement de soi » (p. 36). De plus, il avance

« qu'une chose soit rationnelle, cela ne dit encore rien sur ce en fonction de quoi elle est rationnelle. En effet, que vaut une chose rationnelle si l'ensemble en fonction duquel elle est rationnelle ne l'est pas? » (p. 37).

Voilà d'ailleurs l'un des arguments les plus utilisés chez les groupes dont j'ai étudié le discours : il faut arrêter de ne réfléchir que par rapport aux schèmes imposés par la structure et inventer des alternatives...

Un autre problème avec l'autorité réside, pour Raz (1990a), non pas dans le fait de diriger, mais plutôt dans le fait d'obéir, dans le fait d'abdiquer son autonomie sous les ordres d'une autre personne ou entité. L'autonomie des individus est défendue bec et ongles par certains. Roy (1988) pense quant à lui que

« l'autorité politique constitue un problème en ceci précisément que l'on *présume* (à tort ou à raison) deux choses : que les dirigeants ont la capacité d'intervenir d'*eux-mêmes* dans le cours des événements qui caractérisent leur société; que les dirigés ont la capacité d'obéir d'*eux-mêmes* à leurs dirigeants. » (p. 40-41)

Finalement, un autre des problème souvent soulevé par plusieurs lorsque l'on aborde l'autorité réside dans le fait que cette dernière encadre, homogénéise et reste une chasse-gardée qui est très réfractaire au changement. En effet, comme l'affirme Enriquez (2007), selon le point de vue des structures autoritaires,

« s'il existe des différences trop marquées, des conflits trop apparents, alors la lutte pour la reconnaissance continuera, le pouvoir sera remis en cause. C'est pourquoi il faut nier toute séparation et prôner l'égalité. Certes, dans les États dits de démocratie libérale, on acceptera de remettre en cause le pouvoir, par la consultation à intervalles réguliers du peuple, on prônera le principe de l'alternance, mais à une seule condition : que ceux qui remplacent ne fassent pas une politique diamétralement opposée, qu'ils parlent le même langage, qu'ils partagent la même idéologie. » (p. 96)

1.2.5. Leur vision de l'engagement

Les groupes se créent donc des espaces hors de ces structures où, entre autres, on valorise énormément la diversité et où l'égalité, pour ne pas être factice, passe par la liberté individuelle. Gindin (2002) affirme que les espaces de résistance créent de l'espoir et cet espoir rend les changements réalistes (p. 2). En même temps, Gordon (2007) écrit que ces espaces, organisés tels qu'ils le sont, sont les « graines de la société future » ('the seeds of a future society'). En effet, affirme-t-il,

« pour que le changement social soit une réussite, les modes organisationnels qui remplaceront le capitalisme, l'état, les divisions du travail genré et le reste doivent être préparés simultanément (mais pas à la place) des attaques contre les institutions présentes^{xxii} » (p. 40).

Voilà l'essence de ce que plusieurs appellent la préfiguration. Cette préfiguration, selon Gordon (2007), est toute aussi importante, pour les anarchistes, que les « campagnes, projets et actions directes » (p. 41). À cet égard, elle est d'ailleurs une fin en soi. La préfiguration servirait entre autres, selon Gordon (2007), à éviter d'imposer une révolution dont la finalité serait imposée par une minorité. Selon lui, les aspects constructifs du mouvement doivent, pour éviter une telle situation,

s'articuler dans l'ici et le maintenant, en expérimentant à tâtons les différentes avenues d'un « projet basé sur la diversité et l'expérimentation perpétuelle »^{xxiii} (p. 42) Faire l'inverse équivaldrait à imposer une finalité à des gens qui ne l'ont pas décidée et entraînerait une contradiction. La révolution sociale doit donc se faire au quotidien, dans les relations qui s'instaurent entre les gens et qui définissent un peu plus la révolution finale. (p. 36)

Lacey (2005a) affirme que les espaces ainsi créés à des fins préfiguratives, qui sont en « opposition explicite à l'injustice créée par les institutions globales du néolibéralisme et du capitalisme global^{xxiv} », sont bien sûr physiques, mais aussi émotionnels. On y cherche et expérimente un changement de paradigme émotionnel. Selon Day (2004), le changement structurel commence par un changement dans les « micro-relations ». Ces nouveaux espaces permettent, selon Lacey (2005), la création d'une « collectivité émotionnelle » ('emotional community'). On assiste donc à la naissance d'une très grande proximité entre les militantEs. Aux yeux de Pleyers (2004), ces espaces « permettent d'expérimenter d'autres formes de vie en commun et de relations sociales, d'autres modes d'engagement et d'organisation » (p. 130) et donc de mettre sur pieds « des logiques de contre-pouvoir, d'alternatives concrètes et d'événements particuliers » (ibid, p. 129). Il relève par ailleurs l'importance de la sérénité dans l'action directe car on « s'amuse en résistant et chaque manifestation devient une fête » (ibid, p. 127).

Pleyers (2004) croit que l'engagement des militantEs est global, mais qu'il se traduit au niveau local, c'est-à-dire que l'action directe locale s'inscrit dans une perspective de solidarisation des problèmes internationaux. Il n'est d'ailleurs pas le seul à le penser, puisque Day (2004) parle de « ces éléments du mouvement anti-mondialisation orientés vers l'action directe (...) qui cherchent à bloquer, à résister, et à rendre superflu ('redundant') tant le pouvoir des entreprises ('corporate') qu'étatique dans les contextes local, national et transnational. »^{xxv} (p. 733) Cette façon de s'impliquer correspondrait à une « nouvelle culture de l'engagement » (Pleyers, 2004, p. 131). Cet engagement, dont la genèse est « une vision renouvelée de l'espace politique » (Pleyers, 2004, p. 129), est, du point de vue de plus d'un

auteur, caractérisé entre autres par la conviction que la société civile est désormais essentielle pour la transformation du monde (Baiocchi, 2005; Beauchemin et Leclerc, 2002; Pleyers, 2004) et qu'il « ne faut pas forcément arriver au pouvoir pour changer les choses » (Pleyers, 2004, p. 130). Il se dégage de mes lectures un certain nombre de caractéristiques de ce type d'engagement qui m'ont semblé particulièrement intéressantes dans le contexte.

A) Un engagement plus individualisé : Pleyers (2004) relève qu'une des caractéristiques du nouveau militantisme est que les « modes alternatifs d'engagement » seraient « plus individualisés et éphémères » (p. 127), de sorte que les militantEs deviendraient des sortes d'« électrons libres », ce qui correspondrait à l'idée qu'un

« individu garde ses distances par rapport à toute association mais se réserve le droit d'interagir comme bon lui semble avec les groupes et les organisations qui lui paraissent temporairement mieux correspondre à ses idées et au type d'actions qu'il entend mener » (Ibid, p. 127).

Ce phénomène donnerait naissance à ce que Pleyers (2004) nomme « l'engagement distancié » où « chacun trouve un engagement adapté à ses spécificités, mettant en œuvre (s)es caractéristiques individuelles » (p.127). Cela s'exprime en partie dans ce que Deslandes & King (2006) appellent l'autonomie relationnelle, qui « signifie que des actions individuelles sont mises en action d'une manière collective, mais que le vouloir collectif ne dominera jamais celui de l'individu. »^{xxvi} (p. 313) À cause de la très grande importance accordée au militant et de la très grande fluidité des militantEs au sein des groupes, Pleyers (2004) avance le fait que les regroupements « voient le jour autour de projets précis » (p. 128). Il en découlerait ce qu'il appelle la notion d'engagement par projet. Sans nier la fluidité dans les groupes, d'autres auteurEs insistent par ailleurs sur le désir d'enraciner et de collectiviser les luttes (Fortin, 2005; Lambert-Pilotte et al., 2007), ce qui pourrait paraître contradictoire : comment, par exemple, collectiviser une lutte si ce même engagement est centré sur l'individu? Ou encore : comment enraciner une lutte si le groupe qui la porte peut à tous moments s'éteindre? Il faudra évidemment évaluer cette conception de l'engagement lors de l'analyse des résultats et de la discussion,

surtout parce que l'on peut présumer que la conception que l'on a de l'engagement a un impact sur la nature et la forme que prend une action directe.

Il est ici sans doute intéressant de se demander qui sont les gens qui prennent part, individuellement, à ces groupes et qui sont intéressés de s'investir à fond afin de rendre concrets les rêves qu'ils et elles caressent. Beyerlein et Hipp (2006) estiment que ceux qu'ils appellent « activistes » seraient des individus qui ont une bonne disponibilité biographique, c'est-à-dire des gens qui n'ont peu ou pas de « contraintes personnelles », puisque ces dernières « pourraient faire augmenter les risques et les coûts de participation à un mouvement » (McAdam, 1986, dans Beyerlein et Hipp, 2006, p. 220). Les quatre lieux déterminant la disponibilité biographique sont le statut marital, la parentalité, le statut d'emploi et l'âge (ibidem). Les mêmes auteurs font aussi référence au modèle en deux étapes de mobilisation conceptualisé par Klandermans et Oegema. Ce modèle stipule qu'un individu qui devient activiste politique a passé à travers un processus constitué de deux phases qui lui a permis de transformer son enthousiasme (1^{ère} étape) en action (2^e étape). Il s'agirait donc, selon Beyerlein et Hipp (2006), d'individus disponibles biographiquement et enthousiastes au point de faire usage d'action directe.

Un portrait individuel des militantEs serait difficile à dresser étant donné la mince littérature à ce sujet, même si quelques auteurEs se sont prêtés à l'exercice. Au Québec, Lambert-Pilote et al. sont parmi les rares. Leur recherche leur a permis de conclure que les militantEs sont la plupart du temps impliqués dans plus d'un collectif à la fois et, pour cette raison, malgré la multiplicité des groupes qui pullulent, que « (l)e milieu militant libertaire au Québec comporte un nombre restreint d'individus, puisque ce sont souvent les mêmes personnes que l'on retrouve un peu partout. » (p. 8) Autre aspect intéressant, les auteures ont remarqué que « les collectifs montréalais sont composés d'une majorité de femmes », mais que par contre, « les groupes hors Montréal sont pratiquement tous majoritairement masculins ». (Lambert-Pilote et al, 2007, p. 9)

Selon Graeber (2004), les personnes les plus ouvertes à ces mouvances révolutionnaires sont les artistes, musiciens, écrivains et autres qui sont impliqués dans des formes de production qui ne sont pas aliénantes. Ces personnes imaginent

des alternatives sociales créatives construites sur des prémisses non-aliénantes. Il affirme que les

« coalitions révolutionnaires tendent toujours à reposer sur une sorte d’alliance entre les moins aliénéEs et les plus oppriméEs d’une société; les révolutions actuelles, pourrait-on dire, ont tendu à survenir lorsque ces deux catégories se superposaient le plus largement.^{xxvii} »

Cela expliquerait, selon lui, pourquoi les autochtones ont beaucoup d’influence dans cette mouvance –ils sont très opprimés, mais moins aliénés- et pourquoi ce ne sont pas les ouvriers des usines qui se mobilisent et qui sont prêts à aller jusqu’à faire usage de l’action directe.

B) Une mobilisation globale à l’échelle locale : En ce qui concerne la mobilisation, plusieurs auteurEs (Atton (2003); Bramble and Minns, 2002; Bennet (2003); Graeber, 2004; Lambert-Pilotte et al., 2007; Pickard, 2006; Owens et Palmer (2003)) se sont justement penchéEs sur les divers enjeux qui facilitent des individus à s’impliquer dans des groupes. Les technologies de l’information permettraient entre autres la construction d’alliances planétaires révolutionnaires, ainsi que la résistance et révolte locales. (Graeber, 2004). Après avoir observé l’utilisation d’Internet lors de diverses manifestations, Bennet (2003) explique que la toile facilite ce qu’il appelle l’activisme global de quatre façons : tout d’abord, en maintenant des campagnes de mobilisation constantes et sans organisation centralisée; en permettant « l’élargissement de vastes réseaux malgré des (ou à cause de) liens d’identité sociale ou idéologique relativement faibles »^{xxviii} (p. 164); l’adoption de certains modèles d’organisation et donc une meilleure adaptation aux contextes; et la diffusion d’informations indépendantes et d’une image plutôt positive aux médias de masse.

Je l’ai abordé plus tôt, les rencontres économiques aux sommets réunissant les grands acteurs économiques de ce monde seraient aussi du nombre des éléments qui auraient contribué à la mobilisation. Ces événements provoquent des rencontres ponctuelles d’activistes qui se liguent tous contre la légitimité présumée des décisions qui y sont prises et l’on assiste alors à la création d’espaces de résistance qui ne durent que le temps du sommet.

« Les idées et les pratiques de justice sociale sont négociées et incarnées dans ces espaces qui sont démantelés et rassemblés dans un autre lieu physique, lors d'un autre sommet, ou continués virtuellement ou en rencontres face à face. Chaque fois, de nouvelles manières de dialoguer et de nouvelles manières d'expérimentation concrète sont établies, pour être dissolues en partie et rétablies en de nouvelles conditions.^{xxix} » (Lacey, 2005(a), p. 406)

Fortin (2005), lui, parle du Direct Action Network (DAN) :

« Réseau, coalition, convergence, il est le parfait exemple du type d'organisation *ad hoc* dont la fonction principale est de mobiliser intensivement sur une période relativement courte pour ensuite s'éteindre, arrêter ses activités jusqu'à ce qu'on ait à nouveau besoin de lui », lors des sommets économiques à venir, par exemple. (p. 34)

Fortin (2005), parmi plusieurs autres, explique que si l'accent a longtemps été mis sur le « Summit-Hoping », après s'être impliqués dans les sommets, « plusieurs anarchistes sont passés à des formes de luttes plus locales » (p. 4). Gindin (2002) avance que l'une des raisons pour cela est que comme l'on assiste, dans un contexte de mondialisation, à un déclin de l'influence des structures de pouvoir au niveau national, les mouvements sociaux contestataires nationaux perdent eux aussi de l'emprise sur l'écoute qu'ils reçoivent. La conclusion est que pour retrouver du pouvoir (ou se faire entendre), il est important de s'ancrer au local. Même qu'aujourd'hui, fait valoir Pleyers (2004), « (c)'est à titre de militants locaux qu'ils échangent (lors des rassemblements contestataires internationaux) leurs expériences de lutte. » (p. 129). Cela évidemment ne fait pas en sorte que l'aspect global est mis de côté, précise-t-il : « (l)'ancrage au local, mais aussi l'articulation de ce niveau avec le global constituent dès lors des thèmes majeurs de leurs conférences et réunions » (Pleyers, 2004, p. 129). Cet ancrage au local, on le verra, revêt une importance particulière en ce qui concerne l'étude de l'action directe comme action sociale.

C) Une organisation décentralisée : Selon Gordon (2007), la structure d'organisation des collectifs et regroupements anarchistes est basée sur des principes de connexion, d'hétérogénéité, de multiplicité et de non-linéarité. L'auteur explique comment cela se traduit à différents niveaux. D'abord, macroscopiquement, il rapporte la métaphore du rizhome (une patate avec des tubercules où différents embranchements sont reliés les uns aux autres en un immense réseau). Ensuite, mésoscopiquement, où l'organisation est centrée sur les

milieux locaux ('local milieu'), comme une ville. Ces milieux peuvent autant être l'endroit d'où émergent les groupes que les lieux d'articulation des actes de résistance. Ils peuvent créer en bout de ligne des réseaux macroscopiques de solidarité. Finalement, microscopiquement, les groupes s'organisent en groupes affinitaires ou en collectifs.

On l'a dit, les individus qui militent ensemble se reconnaissent dans les valeurs, principes et actions des autres individus qui constituent le groupe, comme ce refus des rapports de pouvoir et s'organisent entre eux et elles selon cette volonté. Ces rencontres donnent naissance à des groupes affinitaires. Lambert-Pilotte et al (2007) disent qu'« ils regroupent des gens possédant des valeurs, des principes et des objectifs communs » et qu'il se développe en leur sein « des liens d'amitié et d'appartenance au groupe. » (p.11). Day (2004) expose les quatre caractéristiques de la logique affinitaire. Selon lui, ces groupes reposeraient sur le désir de créer une alternative à l'organisation sociale actuelle, à l'écart des institutions existantes; cela se ferait par le désengagement de ces structures et la reconstruction, plutôt que la révolution ou le réformisme; ce désengagement et cette reconstruction se feraient par l'expérimentation et de « nouvelles formes de subjectivité » (p. 740); dans l'invention de ces nouvelles communautés, une attention particulière serait portée aux relations sociales. Ces groupes seraient formés de gens ayant de très fort liens d'amitié (Bramble and Minns, 2002; Lambert-Pilotte et al., 2007; McDonald, 2004) et fonctionneraient comme des groupes d'action où un partage des connaissances accru a lieu. Borum et Tilby (2004), entre autres, fixent la composition de ces groupes à entre 5 et 20 militantEs et les décrivent comme étant l'une des deux unités de fonctionnement de base du mouvement antiautoritaire, la deuxième étant les grappes ('clusters'), qui sont des regroupements de groupes affinitaires, donc des groupes affinitaires élargis.

Au Québec, on les appelle « convergences » (Fortin, 2004). Ces organisations décentralisées permettent un processus démocratique où touTEs les participantEs sont impliquéEs dans les décisions et où celles-ci « sont prises par consensus entre touTEs les participantEs (contrairement aux structures représentatives traditionnelles où les décisions sont prises à la majorité).^{xxx} » (Deslandes and King,

2006, p. 316). Selon Borum et Tilby, il y aurait deux types de liens entre ces regroupements (p. 207) : d'abord, les alliances stratégiques entre groupes qui partagent les mêmes idéaux, valeurs, aspirations et ayant souvent des membres communs; ensuite, les alliances tactiques autour de campagnes communes, souvent ponctuelles, dont la base commune est une opposition à la police ou à l'État et ce, même si d'autres valeurs sont en opposition.

Enfin, il y a les réseaux, que l'on peut « imaginer comme une toile de connexions et d'affiliations, avec des liens divers, interreliés et non-hiérarchiques à l'intérieur du réseau.^{xxx} ». (Lacey, 2005(b), p. 290) Lacey expose que les réseaux permettent aux gens qui s'y impliquent d'agir collectivement et d'interagir tout en sachant les divisions internes qui les animent et en laissant l'espace pour discuter. Elle rappelle l'idée qui avait déjà été formulée de voir les réseaux comme « des formes de communautés » parce que cela permet de mieux comprendre « la force potentielle dans la face de la force de l'état » tout en « soulignant les liens émotionnels que partagent les activistes.^{xxx} » (p. 298)

Notons finalement que cette recherche de décentralisation et d'autonomie individuelle nécessite l'instauration d'un certain nombre de mécanismes à l'intérieur des groupes, des convergences ou des réseaux. Lambert-Pilote et al (2007) rapportent que ces derniers sont « le plus souvent informels » et qu'ils permettent de s'organiser de façon à préfigurer ce qu'ils entrevoient pour le futur. (p. 13) Parmi d'autres, Graeber (2004) explique que ce qu'il appelle les « garde-fou » permettent de déconstruire les rapports de domination et d'atteindre une relative solidarité sans étouffer les voix dissidentes. Dans la monographie du groupe éco-radical Liberland réalisée par Guilbert et Kruzynski, ce dernier explique ses « méthodes de fonctionnements » ainsi : « une organisation souple et simple qui symbolise notre rapport direct à la terre et ne contredit pas nos positions contre l'aliénation et la bureaucratie » (p. 14). Au nombre de ces « méthodes », on retrouve par exemple la démocratie directe, parce qu' « une gestion horizontale décentralisée et non hiérarchique permet l'implication de tous et de toutes, en insistant sur la nécessité d'un dialogue respectueux et constructif » ou la rotation

des tâches, parce qu' « une rotation des tâches s'avère essentielle afin de ne pas centraliser les connaissances et être le plus autonome possible » (p. 14).

D) Une implication orientée vers l'action : Peu importe la structure organisationnelle que choisissent les groupes, plusieurs auteurEs expliquent que les actions directes constitueraient l'élément qui leur donne une raison d'être. À ce sujet, Pleyers avance que les militantEs démontreraient « peu d'enthousiasme pour participer aux longues négociations menant à la rédaction de déclarations ou de plates-formes » (p. 128). Dans le même sens, DeLeon (2006) écrit que c'est en bonne partie à cause du sentiment d'urgence que les anarchistes « ont toujours prôné l'action directe contre les organisations, corporations, ou autres entités qui endossent le capitalisme ou autres pratiques oppressives^{xxxiii} ». (p. 735) Pour Holloway (2007), la politique révolutionnaire doit absolument être centrée sur une lutte tant positive que négative, sur des actions qui doivent « affirmer de nouvelles formes de faire » en expliquant entre autres que « les étudiants ne doivent pas seulement bloquer les universités, mais proposer une autre manière d'étudier » ou que « les immeubles occupés doivent se transformer en centres sociaux, en centres pour un autre type d'action politique » (p. 297). Cela devrait, selon lui, être à la base de tout mouvement cherchant à « changer le monde sans prendre le pouvoir », comme l'indique le titre de son livre. On voit en ce sens poindre ici et là certaines « tactiques non-griffées » ('non-branded tactiques') qui sont

« utilisées par plusieurs groupes et communautés pour atteindre différentes fins. (...) Certainement (...), on peut espérer, du côté des activistes, que ce qui s'inscrit aujourd'hui dans le registre de la tactique activiste pourrait un jour devenir accepté comme un élément de la vie quotidienne. C'est exactement ce qui est fait à travers l'usage de tactiques qui, non seulement s'inscrivent comme une alternative non-hégémonique aux formes étatiques ou corporatistes, mais qui sont créées dans l'ici et le maintenant. »^{xxxiv} (Day, 2004, p. 731)

Plusieurs auteurEs reprochent au mouvement antiautoritaire de ne pas assez expliquer leurs visions, justement, et de se refermer sur lui-même. Atkinson (2003), par exemple, soutient, à la lumière d'une analyse de discours de certains documents anarchistes américains, que l'identité anarchiste peut, à certains égards, basculer dans l'hégémonie. En effet,

« (l) a vision des différentes identités à l'intérieur du discours plus large était absolue: (c) eux à l'intérieur de l'espace de résistance étaient toujours orientés vers la communauté et égalitaristes, et ceux à l'extérieur étaient toujours manipulateurs et patriarcaux. (...) (U)ne situation du genre « vous êtes soit avec nous ou vous êtes avec eux »^{xxxv} (Atkinson, 2003, p. 267-268).

Il est intéressant de constater que cette différenciation entre le « nous » et le « eux » est considérée comme étant assez problématique par certainEs intellectuelLEs. Fortin (2005), par exemple, fait remarquer que le mouvement se doit de « s'implanter durablement ailleurs que dans la jeunesse, les milieux étudiants et la contre-culture punk », malgré « certaines percées récentes dans le monde syndical et communautaire » (p. 61) et que « faire déborder la contestation du « ghetto » douillet construit par les activistes blancs de classe moyenne » (ibid, p. 61) reste un défi de taille selon plusieurs militantEs. Dans le même ordre d'idée, Bevington & Dixon (2005, p. 195) font valoir que plusieurs types de discrimination règnent à l'intérieur de certains groupes en rapportant les propos de Crass (2000) : « Il affirme que les activistes blancs ne devraient pas se demander 'comment peut-on inciter les gens de couleur à rejoindre notre mouvement?', mais plutôt 'Comment peut-on devenir des activistes anti-racistes dédiés à renverser la suprématie blanche?'^{xxxvi}. Cela ramène à la critique de Owens et Wilson (2003) sur les tactiques jugées discriminatoires envers les femmes, parce que trop masculines, et les pauvres et minorités, parce que présentant un trop grand risque d'arrestation. (p. 342) Borum et Tilby (2005), par ailleurs, constatent que cette homogénéité est connue du milieu et est considérée comme un problème sur lequel on souhaite s'attarder (p.217). Voilà certainement un enjeu sur lequel il faudra revenir en discussion des résultats.

Cet éclaircissement au sujet du contexte d'émergence des groupes antiautoritaires contemporains et des aspirations des groupes et des individus qui les constituent permet de comprendre davantage leurs motivations à militer. S'il est maintenant clair que l'opposition à l'oppression quelle qu'elle soit et les grands principes qui la sous-tendent sont les balises qui orientent ma sélection des documents produits et/ou distribués par ces groupes, je n'ai pas encore abordé l'action directe, le sujet traité par ces documents. La section suivante tente de mieux cerner ses contours.

2- L'action directe

2.1. Préciser l'action directe

On l'aura compris, l'action directe devient le lieu privilégié pour concrétiser les visées révolutionnaires théoriques de l'idéologie anarchiste; les actions directes accumulées deviennent le chemin direct vers le changement social désiré et elles déterminent aussi la forme que prendront les changements sociaux et politiques (par la préfiguration et l'expérimentation, par exemples). Ainsi, analyser les divergences et les similitudes entre les multiples représentations de l'action directe qui existent entre les groupes antiautoritaires constitue un excellent moyen de comprendre l'idée de changement social qu'ils se font. De fait, si l'idée première de l'action directe est, comme son nom l'indique, d'agir sans intermédiaire, elle doit aussi être menée, selon l'analyse antiautoritaire, dans une perspective de résistance. Sauf qu'étant donnée l'insistance sur l'autonomie individuelle, il reste que le discours qui entoure l'action directe varie d'un groupe à l'autre, voire d'un individu à l'autre; cette situation rend impossible de la présenter comme un seul bloc monolithique. Pour bien en comprendre toutes les dimensions, il sera donc intéressant de voir de quelles façons fluctuent, entre autres, les différentes représentations de l'« intermédiaire » et de la « résistance ». Par exemple, on pourrait assister à une situation où une action est effectivement accomplie sans intermédiaire, mais où la perspective de résistance n'est pas évidente à nommer pour tout le monde (ex. donner des vêtements usagés à des gens qui en ont besoin sans passer par une institution caritative). Alors, qualifier cette action entraîne quiconque s'y essaie vers le flou que l'on envisageait : était-ce de la charité chrétienne ou une façon de contourner les institutions qui perpétuent justement cette charité chrétienne? Nous voilà dans de beaux draps...

L'un des problèmes auquel on se trouve confronté dès que l'on aborde la question de l'idéologie anarchiste est cette relation ambiguë (l'antinomie, dirait Dumont, 1960) entre l'opposition farouche à la pensée unique (la pensée qu'on impose, la pensée taillée sur mesure pour tous et toutes, le « prêt-à-penser ») et le fait que l'on

soit justement face à une idéologie en tant que telle, avec son analyse commune du politique et du social, sa vision antiautoritaire des relations entre les gens et, dans le cas qui nous intéresse, un apparent syncrétisme concernant les stratégies ou les visées des actions directes. De fait, et nous le verrons plus loin, les tensions internes peuvent se faire sentir, mais on a aussi trouvé des procédés intéressants pour les pallier. De ce nombre, le principe du respect de la diversité des tactiques en est un important : chacunE agit à sa guise, selon ses intérêts et selon sa perspective, en refusant de condamner les actes des autres. Cela, on s'en doute, donne naissance à une multitude d'actions directes et de discours sur celles-ci, mais j'y reviendrai.

Carter (1973) nous met en garde : « Une définition stricte de l'action directe en terme de méthode, de but, ou de la personne qui l'utilise deviendra probablement stérile ou induira en erreur »^{xxxvii} (1973, p. 3). Cet avertissement est nécessaire dans la mesure où il existe autant de fins, de moyens, de fondements et de conceptions de l'action directe qu'il existe de groupes, voir d'individus pour la pratiquer. Pour cette raison, la présente section ne cherche pas à définir l'action directe, mais plutôt à colliger les différentes perceptions que peuvent en avoir les auteurEs.

D'abord, pour plusieurs, l'action directe est une méthode de rébellion (Carter, 1973, p. 159), de protestation et/ou résistance (Borum & Tilby, 2004, p. 203; Carter, 1973, p. 25-26), de lutte (« warfare ») (Rocker, 1998 cité dans Borum & Tilby, p. 203), voir de défi et de subversion (Day, 2004; Hewitt-White, 2000) contre des oppresseurs.^{xxxviii} La résistance est définie par Gros (2005) comme étant le fait de « (...) tenir tête à une autorité établie au sein d'un État-nation » (p. 13).

L'action directe est aussi perçue comme une façon d'outrepasser les structures déjà établies (Conway, 2003), de « boucher les brèches causées par une administration inadéquate, un manque d'imagination et une inertie bureaucratique »^{xxxix} (Carter, 1973, p. 139) dans le but de réparer directement des injustices causées en améliorant le sort des gens de peu de pouvoir et/ou en bloquant ou en ralentissant le système responsable de l'injustice. (Carter, 1973; Conway, 2003; Lambert-Pilotte et al., 2007).

Cette façon de sortir des structures établies pour répondre directement à des besoins amène une autre façon de voir l'action directe. Pour DeLeon (2006),

l'action directe peut à la fois correspondre à la confrontation contre les structures de pouvoir en place et au travail avec la communauté. Selon lui, « le but principal de l'action directe est toujours d'amener un changement social.^{xi} » (p. 735) « Cela crée un potentiel pour le changement social en relâchant une nouvelle énergie et détermination et en encourageant l'imagination sociale »^{xli} (Carter, 1973, p. 159), ce qui pousse les militantEs à tenter de nouvelles avenues pour régler l'injustice. On assiste donc à des « formes embryonnaires ('in embryo') d'organisation et de solutions sociales à leurs besoins »^{xlii} (Carter, 1973, p. 25-26). Day (2004) affirme que cet aspect, qu'il nomme le « pouvoir constitué » ('constituent power'), a le large avantage de fournir « des alternatives concrètes » au capitalisme global, plutôt que de « faire appel au pouvoir de l'État ou attendre/provoquer la Révolution » (Day, 2004, p. 735).^{xliii} A cet égard, l'action directe a, selon Gordon (2007), plusieurs facettes ('multifaceted'), mais qu'elle « reflète l'approche du Do It Yourself⁷ qui anime le répertoire d'actions des anarchistes^{xliv} » (p. 36). Il reviendra d'ailleurs sur cette idée d' « être le changement » ('being the change') qui devient la motivation de l'action directe qu'il modélise comme une double stratégie faite de « confrontation pour délégitimer le système et de construction d'alternatives ancrée profondément dans la communauté ('grass-roots')^{xlv} ». (p. 40).

Pour certainEs, s'ajoute à cela, il ne faut pas l'oublier, le moyen de communication extrêmement efficace que représente l'action directe. En rupture totale avec n'importe quel média de masse, l'action directe est une formidable façon de « communiquer aux autres le message de la philosophie sociale des anarchistes ou, à tout le moins, de mettre en évidence qu'il y a une voix de dissension. »^{xlvi} (Borum & Tilby, 2004, p. 210)

Le lien qu'entretient l'action directe avec la loi n'est pas toujours clair et certainement pas absolu (il s'agit là d'un débat sur lequel j'aurai l'occasion de revenir). En effet, les actions directes, en variant énormément d'un groupe à l'autre et d'une circonstance à l'autre, peuvent être, selon Conway (2003, p. 510), légales,

⁷ Do It Yourself (aussi appelé DIY), Fais-le toi-même. « (U)ne action sans intermédiaire, au moyen de laquelle un individu ou un groupe utilise ses propres pouvoirs et ressources pour orienter la réalité dans la direction désirée. » (Gordon, 2008, p. 17)

“...action without intermediaries, whereby an individual or a group uses their own power and resources to change reality in a desired direction.” (Gordon, 2008, p. 17)

illégales ou « extra-légales » (« pratiques qui ne sont pas actuellement envisagées par la loi »^{xlviii} (Conway, 2003).

Finalement, en ce qui concerne les enjeux de la mobilisation, Carter (1973) croit que l'action directe doit être un des éléments catalyseurs d'une mobilisation future en cherchant à diffuser au maximum dans la population en général les tenants et aboutissants d'une cause particulière en la faisant connaître. Par contre, en ce qui a trait à la différence entre gens mobilisés versus les gens mobilisables pour les actions directes, les auteurEs (et les militantEs!) ne s'entendent pas : doit-on s'adresser à un maximum d'individus et rendre accessible à tous et toutes les décisions ou doit-on au contraire se réunir et décider en petits groupes pour mobiliser plus tard? Ces questionnements permettent d'ouvrir l'exposé sur le lot des débats qui caractérise l'action directe. Dans la section qui vient, j'essayerai de définir ces débats en exposant les différents points de vue pour chacun d'eux.

2.2. La diversité des tactiques

Comme nous l'avons vu, la base du militantisme antiautoritaire étant l'autonomie des groupes et des individus, la démocratie directe et la recherche de consensus, on ne sera par étonné de constater que chacun des groupes travaille avec ardeur et constance sur son entière indépendance lorsque vient le temps de déterminer les tactiques qu'il veut employer. Le non-respect de ses décisions par d'autres groupes ayant les mêmes principes de base équivaldrait en quelque sorte à aller à l'encontre des fondements même de l'engagement contemporain (Conway, 2003). La CLAC (Convergence des Luttes Anti-Capitaliste) aurait été la première à proposer le principe du respect de la diversité des tactiques, principe qui était « incarné dans la rue bien avant que la CLAC » (Dupuis-Déri, 2005, p. 50) ne la soumette officiellement. L'idée « évoque une valorisation de l'autonomie politique tout en soulignant la légitimité de l'hétérogénéité des formes de contestation au sein d'un même mouvement » (ibid, p. 48).

La notion de « l'éventail complet des tactiques » ('full range of tactics') est en lien direct avec le respect de la diversité des tactiques et fait référence au fait de ne décider d'aucune action généralisée à l'avance et au fait de ne pas dénoncer

publiquement les actions d'autres militantEs (Conway, 2003, p. 508). La diversité des tactiques et l'éventail complet des tactiques n'obligent pas nécessairement de participer ni même d'être d'accord avec toutes les tactiques; elles impliquent plutôt, d'après Conway (2003), que tous les militantEs identifient leur seuil de protestation légitime et fassent leurs propres choix politiques, éthiques et stratégiques, tout en laissant les autres faire les mêmes choix, sans censure ou critique publique. (p. 512).

CertainEs auteurEs (Couch, 2001; Day, 2004) avancent que la diversité des tactiques entraîne la créativité. Couch (2001), par exemple, explique que « l'art, le symbolisme et l'humour ne sont désormais plus que des ornements, mais font partie intégrante de la résistance contemporaine^{xlviii} », et la branche qui utilise, même si certainEs lui reprochent de manquer de sérieux, ces tactiques est toute aussi déterminée d'en finir avec le capitalisme mondial. Day (2004) voit un lien entre l'expérimentation et la diversité, croyant que seule l'expérimentation ouverte va pouvoir offrir des modèles qui détermineront comment et quand l'utopie peut devenir vraie. En ce sens, la diversité a comme but premier de contrer une façon autoritaire et hégémonique. Une des façons les plus concrètes de mesurer l'importance de la diversité des tactiques est l'apparition des zones de différentes couleurs lors des grandes manifestations. Albertani (2002) indique qu'elles seraient apparues pour la première fois à Prague. L'idée est qu'il y ait trois zones délimitées clairement dans lesquelles on peut aller selon son envie d'implication : la rose (non-violence), jaune (désobéissance civile), bleu (pas de restrictions). (p. 584) Fortin (2005) explique les raisons qui ont poussé la Convergence des Luttes Anti-Capitalistes et le Comité d'Accueil du Sommet des Amériques (CLAC et CASA) à reprendre cette idée lors du Sommet des Amériques. Afin de « signifier aux différentes tendances contestataires qu'elle (La CLAC-CASA) n'allait pas imposer un type d'action aux manifestants qui allaient prendre part à ses événements/actions » (39), elle propose les trois zones : verte, jaune, rouge.

Borum et Tilby (2005) expliquent que le débat sur la diversité des tactiques repose sur la confrontation entre, d'une part, les idées de ceux et celles qui croient que la violence est contraire aux idéaux anarchistes, et, d'autre part, celles des militantEs que les auteurs appellent « fighting anarchists », qui croient que

« la structure hiérarchique actuelle est maintenue en place par la violence (des oppresseurs) et, à cause de cela, qu'elle ne peut être défaite que par la violence. Selon ce point de vue, la violence est non seulement justifiée, elle est nécessaire.^{xlix} » (p. 204)

Toujours selon Borum et Tilby, il y aurait au centre de ces deux pôles ceux et celles qui défendent la destruction de la propriété privée, mais pas l'usage de la violence contre des gens. Pour Conway,

« un cadre de diversité des tactiques sape, et dans certains cas, élimine la possibilité d'une action explicitement non-violente parce que cela exclut tout entente préalable entre activistes au-delà des groupes affinitaires spécifiques (...) (et) cela laisse ouverte la possibilité d'une escalade de violence de la part des activistes »^l (Conway, 2003, p. 526-527).

Le débat sur l'utilisation ou non de la violence débute ici. Le but de la présente section est de voir les différents positionnements adoptés par différentEs auteurEs sur celle-ci.

2.2.1. La non-violence

Plusieurs considèrent que la non-violence est un mode d'action difficile (Hedemann, 1995; Pleyers, 2004). Albertani considère que « la non-violence ne peut pas vouloir dire l'abstention, la neutralité ou, pire encore, la collaboration, mais plutôt la désobéissance, la détermination, l'action, la construction de quelque chose de différent.^{li} » (p. 593) La non-violence est généralement comprise comme le fait de ne pas s'attaquer physiquement aux personnes. (Conway, 2003) La War Resisters' League (1986) dresse une liste des mythes concernant la non-violence : elle n'est pas passive parce que la passivité est une attitude violente; elle n'est pas réformiste, parce qu'elle tente de faire des changements radicaux dans la société, se concentrant sur les oppression et sur le désir de justice; elle n'est pas une façon d'éviter les blessures, parce que la non-violence ne le garantit pas; elle n'est pas suicidaire, parce que les ennemis ne peuvent pas justifier l'usage de la violence aussi facilement envers les manifestantEs qui font usage de non-violence; elle n'est pas seulement une tactique, parce qu'elle est une façon de changer l'ennemi plutôt que de tenter de le conquérir. (p. 11-12)

Les opposants à la violence le sont pour quatre raisons, selon Carter (1973, p. 87). D'abord, ce pourrait être par prudence; ensuite, peut-être pour gagner le respect et

la sympathie libérale; elle pourrait être promulguée au nom d'une valeur morale supérieure; finalement, les tenants de la non-violence l'utiliseraient pour gagner l'opinion publique. Celle-ci constituerait d'ailleurs un argument de taille dans le refus d'utiliser la violence, surtout pour se chercher un maximum d'alliés dans la lutte : « Nous devons saisir- et encourager- tous les alliés indépendants que nous pouvons trouver dans les rangs de notre lutte, et nous avons besoin de plus que des « étudiants d'Harvard » pour en arriver là »^{lii} (Rathke, 2001b, p. 13), souci auquel Carter (1973) avait déjà fait référence, et que Conway (2003) met aussi de l'avant : la violence ne permet pas de répondre à la loi du plus grand nombre. Conway (2003) évoque d'ailleurs une dérive de la violence : celle de réduire cette notion à l'idéologie, c'est-à-dire que le fait d'accepter la violence pour faire adopter son point, poussé à l'extrême, pourrait impliquer de sublimer tout débat. Finalement, pour certainEs, la non-violence serait la meilleure tactique parce qu'elle contraste avec le pouvoir violent de l'État- « la solidarité et le pacifisme dans le visage de l'agression éhontée »^{liii} (Conway, 2003, p. 521) et qu'à l'inverse, la violence ferait le contraire de ce qu'elle cherche à accomplir. En effet, Atkinson (2006) rapporte que sur les lieux d'une action qui nécessite l'envoi des forces de l'ordre et où on leur résiste violemment, « les résistants fournissent aux autorités l'évidence que les structures de domination courantes sont nécessaires. (Clair, 1998; Pierce & Doherty, 2002) »^{liv} (Atkinson, 2006, p. 254).

Par contre, dans son livre How Non-Violence Protects the State, Gelderloos (2005) tente de démontrer que la non-violence est inefficace, raciste, étatique, patriarcale et illusoire. Il avance aussi qu'un

« vrai modèle de révolution anti-autoritaire rejette nécessairement le pacifisme, parce que le pacifisme nécessite une obéissance centralisatrice envers un système moral ou une vision politique. Ce dont on a besoin est une nouvelle vision de la révolution; pas une qui change la société, une qui détruit la société, en déconstruisant la gravité invisible qui tient une société (une nation? une race? (sic) une civilisation?) ensemble à l'intérieur de frontières restrictives. Il faut une révolution qui soit plusieurs révolutions.^{lv} » (p. 109)

Il est sans doute à point de spécifier les nuances qu'il y a entre les pacifistes et les non-violents pour certainEs auteurEs. Dans le glossaire du recueil Confronting Capitalism, Boal (2004) estime que le pacifisme est « le rejet de toutes formes de

violence organisée » autant par des « généraux, des révolutionnaires, que des libéraux pragmatiques » (p. 400), alors que les militantEs qui se disent non-violentEs peuvent tout de même se solidariser à une lutte qui aurait la diversité des tactiques comme base commune. C'est du moins ce qu'avance Gordon (2008) lorsqu'il explique que

« spécialement à Gènes, plusieurs activistes qui n'admettaient pas normalement la violence ont vu l'inventaire de dénonciations des anarchistes comme l'expression d'une flagrante insensibilité et un manque de solidarité avec des centaines d'activistes traumatisés et emprisonnés »^{lvi} (p. 84),

ouvrant la porte à la diversité des tactiques, sur laquelle je reviendrai sous peu. Par ailleurs, sans apporter de définition précise, Boal (2004), toujours dans son glossaire, nuance sans doute bien les divergences de perceptions qui existent entre la violence et la non-violence alors qu'il indique que les défenseurs de la non-violence jugent que « la violence qui devient routine est le miroir de l'État », mais qu'à l'opposé, « la non-violence qui est fétichisée est souvent une marque de privilège »^{lvii} (Boal, p. 403).

2.2.2. La violence

Conway (2003) s'insurge contre le fait que l'on appelle « violent » tout ce qui est en-dehors de la dissidence routinière, légalisée et bureaucratique (p. 519). De son côté, Carter (1973), qui tente de faire une distinction entre violence offensive et défensive, avoue que la frontière entre les deux est extrêmement embrouillée ('blurred'). En ce sens, tenter de définir ce qu'est la violence ne semble pas chose facile parce que peu d'auteurEs s'y risquent, si ce n'est que pour dire que la violence, c'est faire mal à quelqu'unE (Conway, 2003), même si l'on voit dans les médias que la violence est dénoncée sans que personne n'ait été blessé (Juris, 2005).

Malgré cette confusion très répandue, on utilise dans la littérature le mot « violence » énormément. Plusieurs auteurEs (Borum and Tilby, 2004; Carter, 1973, Gelderloos, 2005; Juris, 2005) avancent que pour ceux et celles qui défendent la violence, celle-ci correspond à une tactique instrumentale et non à « une fin en soi » (Borum & Tilby, 2004, p. 204). Pour certains (Borum et Tilby, 2004), l'intention est autant de détruire les structures existantes que de toucher l'opinion

publique qui mènerait à la révolution éventuelle. Pour d'autres (Juris, 2005), « les militantEs pratiquent (...) la 'violence performative' en partie pour capturer l'attention des médias.^{lviii} » (p. 414) Carter (1973) croit que « l'augmentation de la violence a lieu lorsque les méthodes politiques établies semblent désespérément inadéquates, que l'action directe pacifique n'obtient pas de succès »^{lix} (p. 77). Borum et Tilby (2004) rapportent de leur côté que le renforcement de la loi auquel on assiste pour contenir les antiautoritaires est perçu par elles et eux comme une oppression plus grande encore et ils et elles se sentiraient alors justifiéEs de réagir plus fortement à cette tentative de domination, ce qui provoquerait une escalade de violence perceptible dans les actions directes de certains groupes (p. 209). Toujours selon Borum et Tilby (2004), l'usage de la violence aurait deux buts, le premier étant de « détruire la structure existante »; le deuxième étant « de précipiter le soulèvement du peuple qui préparera, et facilitera, une révolution »^{lx} (ibid, p. 209).

La violence est aussi justifiée, selon certainEs auteurEs, par les écueils et les débordements de la non-violence. En effet, on rapporte que cette dernière entraînerait une dilution des tensions (essentielle pour la mobilisation) entre les gens qui ont le pouvoir et ceux qui ne l'ont pas (Rathke, 2001a), qu'elle serait moraliste (Conway, 2003) et dogmatique (Carter, 1973; Conway, 2003). En ce sens, le fait de diviser de façon binaire violence et non-violence ferait porter tout l'odieux à la violence et empêcherait surtout de faire une distinction entre différentes sortes de violence, alors que, de son côté, la non-violence passerait pour absolue (Carter, 1973, p. 89). Pour Gordon (2008), le plus important n'est peut-être pas d'aborder la question sous l'angle de la distinction violence-non-violence, mais plutôt sous l'angle de la justification parce que « la philosophie répandue de la non-violence » entraîne un certain point de non-retour parce qu'il s'agit désormais de « nommer quelque chose violent » pour que ça devienne « automatiquement injustifié »^{lxi} (p. 82). Gelderloos (2005), lui, prône la violence temporaire, dans un but de révolution, mais tente de trouver différents moyens de s'assurer à ce que « la violence révolutionnaire ne devienne pas cyclique^{lxii} » (p. 113), comme l'exigerait par exemple le fait de se départir des gens qui tentent de maintenir les rapports de pouvoir en place lorsque surviendrait la révolution.

2.2.3. Un continuum

Les points de vue sur la violence et la non-violence ayant été exposés, expliquons ici que la plupart des auteurEs modélisent l'action directe comme étant située sur un « continuum violence/non-violence » et sur un « continuum illégal/extra-légal/légal » (Conway, 2003). Selon Graeber (2004), la violence telle qu'on la connaît, telle qu'on se l'imagine et telle qu'on la présume est construite par les médias ou infligée par les forces de l'ordre. Ce qui dérange les autorités, croit-il, n'est pas la « violence » de cette mouvance, mais plutôt sa non-violence – les gouvernements ne savent pas quoi faire avec un mouvement explicitement révolutionnaire qui refuse de se façonner sur les modèles militaires de résistance. Il y a donc un effort conscient de détruire les paradigmes existants à la violence ou à la non-violence. Chester et Welsh (2006), parmi d'autres, rapportent que la nouveauté des assauts- eux se concentrent sur les événements de Seattle- s'est avérée confondante pour les forces policières. (p. 71) C'est donc, pour ces auteurs, la nouveauté des actions et non leur présumée « violence » qui dérange. Soulignons ici que cet aspect de nouveauté n'est peut-être plus tellement applicable étant donné que les stratégies dont il est question ici datent désormais de presque dix ans et que les forces de l'ordre s'en sont inspirées pour adapter leurs interventions depuis. Par contre, ce point de vue reste intéressant parce qu'il permet de se rappeler à quel point l'aspect créatif d'une action directe a son pesant d'or, à quelle point l'effet surprise déstabilise les forces en puissance et permet une force de frappe d'autant plus grande des actions mises en branle. À ce sujet, après avoir fait valoir que la violence dans la contestation contemporaine « apparaît surtout comme diffuse, populaire, souvent spontanée et sous les formes les plus diverses » (p. 62), Aubenas et Benasayag (2002) concluent que

« les gouvernements s'estimeraient bien plus à l'aise, aussi bien dans leur discours que dans leur action (ce qui ne veut pas dire plus efficace) face à [la lutte armée d'hier] qu'à [la contestation d'aujourd'hui] » (p. 64).

Conway (2003) souhaite mettre au clair que, selon ce qu'elle en comprend, le fait de détruire la propriété privée ne correspond pas, selon plusieurs tenants de cette tactique, à de la violence. En effet, vue la conception qu'ont les militantEs

antiautoritaires des corporations comme étant au sommet de la structure de domination (et donc, perçues comme oppressives), ces dernières constituent en quelque sorte le symbole parfait d'une violence institutionnelle dont sont victimes les plus démunis de ce monde. Fortin (2005) affirme que les groupes justifient généralement l'utilisation de la destruction de la propriété privée

« par le fait qu'elle attaque la légitimité des symboles chéris du consumérisme, qu'elle fait perdre de l'argent aux compagnies qui en sont victimes, qu'elle restitue la valeur d'usage des choses en niant leur valeur marchande (...), qu'elle est l'expression d'une colère populaire grandissante et qu'elle montre le caractère non-réformiste, radical et révolutionnaire de certains mouvements de lutte. » (p. 55)

Pour cela, les militantEs rejettent l'idée que ces destructions soient violentes si elles n'engendrent pas de douleur ou la mort de quelqu'un et que ces destructions visent spécifiquement les intérêts corporatifs et/ou étatiques (ACME Collective, cité dans Conway, 2003, p. 519), donc de ceux qui ont le pouvoir et qui sont les responsables des maux sociaux. En ce sens, cela correspondrait en quelque sorte à de la légitime défense. Fortin (2005) est d'accord :

« Nous prétendons que la destruction de la propriété privée n'est pas une action violente à moins qu'elle ne détruise des vies ou provoque des souffrances. La propriété privée- particulièrement celle des entreprises multinationales privées- est en elle-même infiniment plus violente que n'importe quelle action menée contre elle. » (Fortin, 2005, p. 55)

2.2.4. L'exemple des Black Blocs

Ce débat n'est d'ailleurs pas qu'une discussion entre intellectuels : on le retrouve aussi sur la ligne de front, lors des manifestations à plusieurs participantEs. À ce titre, il me semble opportun de me pencher sur le cas des Black Blocs, terme qui « réfère aux groupes extrêmement hétérogènes de jeunes qui se masquent le visage lors des manifestations et dont une partie occasionne des dégâts matériels. » (Pleyers, 2004, p. 125). De plus, « (u)n Black Bloc, comme n'importe quel groupe anarchiste, doit fonctionner sur un mode égalitaire et libertaire, et sans hiérarchie ni poste permettant de faire usage d'une quelconque autorité » (Dupuis-Déri, 2005, p. 26). Pleyers (2004) les décrit comme des groupes orientés vers l'action, et dont certains membres cherchent à accomplir des actions violentes, alors que d'autres cherchent à détruire « les symboles du capitalisme et de la consommation de luxe, sans jamais s'en prendre à personne » ou encore « à pénétrer dans les zones prohibées lors des sommets internationaux, mais ne cherchant pas nécessairement la

confrontation » (p. 125-126). Il ne s'agirait donc pas là d'un mouvement unifié et les actions vont varier en fonction du contexte, de la cible et de la tactique (Borum & Tilby, 2004; Conway, 2003). Pour Albertani (2002), il s'agit d'« une large constellation d'individus, d'organisations et de collectifs qui sont généralement à la fois libertaires et radicaux. Ainsi, une personne n'appartient pas aux Black Blocs; plutôt, une personne fait les Black Blocs. »^{lxiii} (p. 583). CertainEs auteurEs (Albertani, 2002; Dupuis-Déri, 2004) précisent d'ailleurs qu'il faut parler des Black Blocs au pluriel, parce qu'ils se forment et dissolvent en fonction des manifestations qui ont lieu. Les Black Blocs ne sont à ce titre pas « une organisation, ou un réseau, mais plutôt un ensemble spécifique de tactiques mis en œuvre par des groupes de jeunes militantEs durant des manifestations »^{lxiv} (Juris, 2005, p. 420).

Le débat qui sévit à cet égard trouve écho dans les propos de Owens et Palmer (2003) qui relèvent que le « Black Bloc reste une tactique controversée, même parmi les anarchistes » (p, 342). En rapportant les écrits d'autres auteurEs, Owens et Palmer (2003) expliquent les dissensions face à cette tactique. Tout d'abord, certainEs la jugent « inappropriée pour les actions de masse, parce qu'elle met les protestataires non-violentEs en danger et, ultimement, est inefficace dans l'atteinte de ses buts » (p. 342). Ensuite, certainEs, quoique solidaires de cette tactique, « la critiquent parce qu'elle exclut les femmes à travers son style trop masculin » ou encore parce qu'elle n'inclut pas d'emblée « les minorités et les pauvres, qui ne peuvent pas aussi facilement risquer de se faire arrêter »^{lxv} (p. 342).

Conway (2003) appréhende un autre danger pour le mouvement dans les agissements de certainEs :

« c'est cette relation, créée par les discours et la pratique des Black Blocs, entre la destruction de la propriété dans un contexte de manifestations anti-mondialisation à grand déploiement et un empressement, une excitation même, à confronter la police physiquement, qui a tellement rendu problématique la destruction de la propriété comme une tactique acceptable dans le contexte actuel. »^{lxvi} (Conway, 2003, p. 521)

Elle souligne de plus, comme Borum & Tilby (2006), le danger de porter des masques : le fait d'être méconnaissable laisserait la chance aux policiers agitateurs de causer des frasques pour légitimer l'arrestation des gens. À l'opposé des Black Blocs sont nées d'autres groupes qui se veulent explicitement non-violents. C'est le cas des Tute Bianche,

« un groupe non-institutionnel et anonyme, qui agit habillé en uniformes blancs d'ouvriers ou en sarrau. (...) Leurs tactiques sont presque passives, quoiqu'il en soit, et incluent habituellement de larges foules, utilisant l'organisation et le processus décisionnel horizontal. Ils et elles participent aux manifestations avec des plastrons, des boucliers et des casques, comme protection à la brutalité policière. » (Borum et Tilby, 2005, p. 212)

Les auteurs rapportent que les Tuti Bianche n'ont aucune stratégie déterminée, laissant au contexte la chance de les inspirer, mais n'ont qu'un seul critère, qui est « de ne rien faire qui pourrait aliéner les masses de gens qui s'impliquent »^{lxvii}. (Ibid, p. 212)

Albertani (2002) rétorque aux critiques des Black Blocs que les radicaux ne cherchent pas à imposer l'hégémonie en terme de tactiques et sont même au contraire ouverts à de nouvelles possibilités et façons de faire, mais que, à l'inverse, certains groupes utilisent des méthodes calomnieuses pour faire régner leur façon de faire, c'est-à-dire la non-violence, jusqu'à « jouer le rôle de police auxiliaire, en attaquant physiquement les anarchistes et les groupes autonomes et même les citoyenNEs réguliers-régulières qui ne suivaient pas les instructions »^{lxviii} (p. 591). Il avance aussi que les Black Blocs respectent le souhait de non-violence de certainEs « le plus possible (...) et ont même essayé d'agir comme bouclier entre la masse de protestataires et la police »^{lxix} (p. 584). Pour Fortin (2005), l'utilisation de cette tactique est tout à fait justifiée à cause du « haut niveau d'encadrement policier lors des manifestations de même qu'en raison des mesures répressives dont fait usage l'État pour mâter les mouvements les plus radicaux, en particulier le mouvement anarchiste. » (p. 54)

Maintenant que les groupes dont j'ai étudié les documents ont été mieux mis en contexte et que l'action directe, qui s'avère être le sujet des documents que j'ai étudiés, a été mieux circonscrite par les écrits académiques, il est sans doute important de clarifier les liens que j'ai entendu faire entre ces deux éléments et l'organisation communautaire. Dans la prochaine section, je formulerai mes questions de recherche et je préciserai les concepts principaux que j'ai retenus pour le travail, soit l'appellation des groupes, la classification de l'action directe et le modèle de l'action sociale.

3- La nature de ma recherche

3.1. Questions de recherche

L'objectif premier de ma recherche était de faire le pont entre le travail social et l'action directe des groupes antiautoritaires en m'interrogeant sur le sens de celle-ci dans une perspective du modèle de l'action sociale qui « émane de la mobilisation de personnes- qui se définissent comme exploitées ou opprimées- et qui créent une organisation autour de conditions de vie jugées insatisfaisantes ou d'un problème social. » (Lamoureux et al. 2002, p. 95)

Si cette recherche a été réalisée dans le cadre d'une maîtrise en service social, il est clair pour moi qu'elle se devait de rejoindre les militantEs anarchistes québécoisES avant tout. En ce sens, ma recherche, qui se voulait une réflexion sur le militantisme anarchiste pour les militantEs antiautoritaires, cherchait à comprendre les dispositions de l'action directe comme intervention sociale et à réfléchir à ses cadres tels que perçus par les militantEs écrivant sur le sujet. Par contre, cela n'exclut pas que j'ai du coup voulu permettre une meilleure compréhension de ces groupes aux chercheurEs et à la population en général. En effet, il n'y avait pas encore eu, au Québec, d'analyse de discours antiautoritaire sur l'action directe, ce qui fait en sorte qu'une foule d'informations erronées circulent encore sur ce sujet. M'investir dans un tel projet, donc, aura permis à la fois de relever les contradictions et les enjeux de l'action directe telle que pratiquée par les militantEs antiautoritaires au Québec, d'en débattre et, éventuellement, de l'améliorer, mais aussi de stimuler un début de changement dans les représentations que s'en fait la population en général, car l'apport des antiautoritaires aux débats sociaux est souvent sous-estimé et même, démonisé. Il m'est plutôt d'avis que leur contribution est importante dans le débat social.

De façon plus précise, j'ai analysé le discours sur l'action directe retrouvé dans des documents produits ou distribués par des groupes antiautoritaires oeuvrant au Québec en poursuivant l'objectif de comprendre la représentation qu'en ont ceux et celles qui en font la promotion et la diffusion, ainsi que d'analyser les fins qu'elles et ils visent.

Ces deux questions principales ont orienté ma recherche :

1) Comment l'action directe est-elle comprise et représentée par les différentEs auteurEs des documents produits et/ou distribués par des groupes antiautoritaires québécois?

2) De quelles façons l'action directe telle qu'elle est représentée dans ces documents s'inscrit-elle dans une perspective d'action sociale ?

3.2. Cadre conceptuel retenu

Ce qu'il faut savoir d'emblée, c'est que la recherche que j'ai entreprise était de nature exploratoire, c'est-à-dire que mes concepts principaux se sont précisés au fur et à mesure que se précisaient pour moi les représentations que les groupes antiautoritaires se font de l'action directe. Autrement dit, et j'y reviendrai plus en profondeur dans la section méthodologique, mon processus de recherche a été composé d'allers et retours constants entre les catégories d'analyse que je décelais dans les documents que j'étudiais, et les concepts plus théoriques que je tentais de définir à l'aide d'écrits scientifiques lorsque je les rencontrais dans les documents étudiés. Si je le précise maintenant, c'est que la lecture de la suite de la présente recherche se fera comme s'est réalisé son processus : je définirai les concepts au fur et à mesure de la présentation de mes résultats. Ici, je me contenterai de présenter les choix conceptuels que j'ai faits pour le présent travail en ce qui concerne l'appellation retenue des groupes dont j'ai étudiés les documents, ainsi que la classification de l'action directe que j'ai empruntée.

3.2.1. L'appellation des groupes

Nommer les groupes dont j'ai étudié le discours n'a évidemment pas été chose simple. D'abord, il faut se rappeler que les groupes ne s'annoncent pas nécessairement « anarchistes » « antiautoritaires » ou « libertaires ». Cela étant dit, on pourra me le reprocher, mais j'ai quand même opté pour suivre les traces de certainEs auteurEs comme Gordon (2007) qui a choisi de qualifier le mouvement qu'il avait étudié d' « anarchiste ». « L'anarchisme est au cœur du mouvement, est son âme; la source de ce qu'il y a de plus neuf et de plus inspirant à son égard.^{lxx} »

(Graeber, 2004, p. 203) Gordon (2007) a aussi arrêté son choix sur cette appellation puisque, selon ce qu'il a observé à la suite de travaux empiriques, les groupes militants qui ont les trois points suivants en communs entretiennent, qu'ils le réclament ou non, une « culture anarchiste » : la domination en général comme élément rassembleur de lutte; l'action directe et la préfiguration⁸ comme moyens de réfléchir aux changements; et une conception ouverte de la finalité à atteindre comme preuve de l'importance de l'expérimentation.

Évidemment, la décision de continuer à nommer le mouvement ainsi est risquée parce qu'alors que certainEs membres du mouvement trouvent essentiel de le qualifier d'anarchiste, beaucoup d'autres, entre autres à cause de l'écho négatif que peut avoir le mot « anarchiste » dans la population en général, se qualifient plutôt de « autonomes, anti-autoritaires ou horizontal » (Gordon, 2007, p. 32). Ces termes réfèrent selon l'auteur à la même chose : « une *culture politique* clairement définie qui est l'entité à laquelle l'on réfère le plus adéquatement comme étant l'anarchisme^{lxxi} » (p. 32). En ce sens, ces groupes

« rejettent une liste de caractéristiques de la société et de façons d'appréhender le changement social tellement longue que ce qu'il en reste, du moins en terme de discours public dans les pays au capitalisme avancé, est inévitablement une sorte d'anarchisme. »^{lxxii} (Gordon, 2007, p.35).

Pour le présent travail, j'identifierai les groupes étudiés comme étant 'anarchistes', 'libertaires' et 'antiautoritaires', considérant, tout comme Gordon (2007), que ces termes réfèrent à peu près à la même chose. Voici pourquoi :

Tout d'abord, si on le résume, l'anarchisme est « une théorie de société, une philosophie politique, un guide éthique du comportement, et une stratégie de changement social. »^{lxxiii} (Carol et Howard Ehrlich, 1986, p. 23). Plus spécifiquement, l'anarchie

« tient pour acquis que l'autonomie individuelle et l'égalité collective sont fondamentales et nécessaires pour une société fonctionnelle et civilisée. Elle résiste aux formes existantes de structures hiérarchiques d'une société qui donne à certains l'autorité et le contrôle sur d'autres. »^{lxxiv} (Borum & Tilby, 2004, p. 202)

En ce sens, on peut conclure que certains groupes contemporains qui luttent pour une justice sociale ont adopté les principes anarchistes car ils « luttent contre les

⁸ En clair : Accomplir maintenant et à un niveau individuel et/ou collectif ce dont on rêve pour plus tard (par exemple, dans l'organisation interne des groupes ou dans les relations interpersonnelles).

rapports d'oppression dans toutes ses formes dans leurs analyses et dans leurs pratiques militantes. » (Kruzynski, 2005, p. 4). Ce sont précisément ces groupes dont il m'intéressait d'étudier le discours parce que cette singularité affecte profondément la façon de s'engager (et donc de faire de l'action directe). Borum et Tilby (2005) expliquent qu'un des points communs entre touTEs les militantEs anarchistes est que l'action est la meilleure façon de se faire entendre et qu'elle est source de pouvoir d'agir (« empowering ») (p. 203) parce qu'il est plus efficace d'agir par soi-même que par l'intermédiaire d'un troisième parti ou d'un représentant. Pour Gordon (2007), les points en commun des anarchistes sont les suivants : une forme organisationnelle commune; un « répertoire commun d'expression politique », comme l'action directe, la mobilisation dans la communauté ('community outreach'), la confrontation; un discours et une idéologie communs (mots-clés et leur relations interpersonnelles, arguments, narration); et plus largement, des éléments culturels partagés, comme l'habillement, la musique et l'alimentation.^{lxxv} » (p. 33)

Le terme 'anarchiste', donc, convient bien pour désigner le mouvement. Quant au terme 'libertaire', il est en toutes places (dictionnaires, textes scientifiques, livres et essais, mais aussi et surtout dans le vocabulaire des groupes qui s'identifient comme des anarchistes) utilisé comme synonyme d' 'anarchiste'. CertainEs linguistes nuanceraient certainement ces propos, mais une recherche approfondie sur la racine et la signification intrinsèque de chacun de ces termes, quoiqu'intéressante, n'est pas le but du présent travail. Finalement, quant à 'antiautoritaire', Baillargeon (1999) explicite le lien entre l'anarchie et l'antiautoritarisme. Il indique que « l'anarchisme est une théorie politique au cœur vibrant de laquelle loge l'idée d'antiautoritarisme, c'est-à-dire le refus conscient et raisonné de toute forme illégitime d'autorité et de pouvoir » (p. 6). En ce sens, il me semble tout à fait approprié d'utiliser aussi cette appellation, d'autant que l'autorité peut être comprise comme « le pouvoir plus la reconnaissance de sa légitimité » (Renaut, cité dans Mendel, 2002, p. 27). Les groupes dont j'ai étudié le discours ne reconnaissent pas la légitimité du pouvoir; ils sont donc antiautoritaires.

Ainsi, pour le présent travail, j'utiliserai les trois termes en alternance. Ce qu'il faut en retenir, c'est qu'il ne faut pas nécessairement, selon Gordon (2007), se référer explicitement à l'anarchisme ou à l'antiautoritarisme pour être qualifié ainsi. L'important, de fait, c'est de comprendre que, « toute lutte réelle vise à transformer les institutions, c'est-à-dire les modalités cristallisées des rapports sociaux (le système de pouvoir). » (Enriquez, 2007, p. 78) À ce titre, les groupes, qu'on les qualifie d'antiautoritaires ou d'anarchistes, agissent en ce sens.

3.2.2. La classification de l'action directe

L'importance de l'action directe est sans équivoque : elle est le moyen par lequel ces groupes espèrent et entament de changer le cours des choses, du moins si l'on en croit Gordon (2008), qui explique que les

«(a)narchistes comprennent l'action directe comme une façon de prendre le changement social dans leurs propres mains, en intervenant directement dans une situation plutôt qu'en faisant appel à un agent extérieur (d'habitude un gouvernement) pour y rectifier »^{lxxvi} (Gordon, 2008, p. 17).

Ainsi comprendre l'action directe permet d'abord de comprendre l'essence des groupes antiautoritaires, mais aussi les malaises plus profonds qui tiraillent notre époque mondialisée.

Il me semble, à cette fin, opportun de retenir la classification que fait Day (2005) des stratégies dans son livre Gramsci is Dead : il a décidé de les trier en fonction de leurs formes plutôt qu'en fonction de leur contenu. Cette décision m'apparaît effectivement sage et j'y souscris. Sa classification inclut donc cinq types d'actions directes : confronter les institutions existantes; subvertir ces institutions par le biais, entre autres, de la parodie; construire des alternatives au système; et préfigurer, en s'organisant, par exemple, de la façon dont on souhaite voir l'avenir s'organiser. Notons que la cinquième catégorie, décrocher du système, ne m'apparaît pas correspondre aux caractéristiques des groupes antiautoritaires dont j'ai étudié les documents. En effet, les groupes qui auraient décroché complètement du système n'auraient pas décidé de produire des documents et de les diffuser à grande échelle. Je ne considérerai donc pas cette dernière catégorie dans le présent travail.

3.2.3. Le modèle de l'action sociale

En 1968, Rothman développe une classification des modèles d'organisation communautaire : le développement local communautaire, le planning social et l'action sociale. Le premier cherche à « favoriser la solution des principaux problèmes sociaux des communautés par la création d'entreprises communautaires de services ou de production de biens, de coopératives ou de divers groupes communautaires » (Lamoureux et al., 2002, p. 94), bref, ce que l'on associe ordinairement entre autres à l'économie sociale; le deuxième « consiste à apporter des solutions à des problèmes sociaux importants dans une communauté, dans une démarche de changement planifié », en utilisant une stratégie de « type consensuel, fondée sur une analyse des besoins et des décisions qui se veulent rationnelles, en fonction d'une méthodologie de résolution de problèmes » (Ibid, p. 96). Ceci étant dit, je ne m'étendrai pas plus longuement sur ces deux modèles et ne les ai présentés que pour mieux introduire le troisième : l'action sociale.

Les premiers balbutiements de l'action sociale prennent vie dans l'approche de l'animation sociale, dont le penseur le plus connu est Alinsky, une approche beaucoup plus conflictuelle que ce qui avait été jusque là pratiqué : il s'agit d'« une technique de contestation et d'agitation », selon Mayer (1994, p. 243) qui repose sur trois fondements : « l'idée d'intérêt personnel ('self interest'), l'idée du pouvoir par le nombre et l'organisation et finalement l'idée du conflit pour promouvoir et défendre ses idées et ses intérêts. » (Ibid, p. 243). L'idée du « self-interest » mérite peut-être d'être précisée : Bobo et al. (2001) la voient d'abord comme le fait de s'organiser dans le but d'obtenir quelque chose de cette organisation, mais aussi comme la motivation liée au sens d'une certaine justice morale qui les pousse à se battre contre les injustices et les pouvoirs illégitimes. Les auteurEs insistent sur le 'self among others', le « soi parmi les autres ». Au cours des années 1960, « (l)es activités d'animation sociale vont progressivement se transformer et se caractériser par toutes sortes de remises en question, la mise sur pied de services autogérés et une radicalisation (du) discours » (p. 242). Naîtra alors un éventail de pratiques que Rothman nomme, en 1968, « action sociale ».

Pour Checkoway (1995), l'action sociale « assume que s'organiser peut amener des améliorations dans la vie des gens; rendre les gens plus conscients de leur propre pouvoir; et altérer les relations de pouvoir dans la communauté »^{lxxvii} (Checkoway, 1995, p. 6). Elle vise plus particulièrement un « segment de la communauté qui n'a ni pouvoir ni ressources » (Shragge, 2003, p. 86). D'ailleurs, dans ce modèle, « les relations de pouvoir et les intérêts y sont explicites » (Shragge, 2003, p. 86) et le conflit est central puisque « (l)es opprimés, les pauvres, etc. devraient (...) tenter de renverser ceux qui détiennent le pouvoir, leur objectif étant d'obtenir davantage de ressources et de faire entendre leur voix » (Shragge, 2006, p. 86). L'action sociale, donc, « émane de la mobilisation de personnes- qui se définissent comme exploitées ou opprimées- et qui créent une organisation autour de conditions de vie jugées insatisfaisantes ou d'un problème social » (Lamoureux et al. 2002, p. 95). De plus, « (d)ans ce modèle, on procède à une lecture essentiellement politique de la réalité sociale » (ibid, p. 95).

Plusieurs auteurEs se sont penchés sur les enjeux de l'action sociale au cours des ans et les nombreuses réflexions ont permis de faire ressortir un certain nombre de caractéristiques à l'action sociale contemporaine que Fischer (1995), en colligeant les écrits de plusieurs auteurEs sur le sujet, présente au nombre de cinq. D'abord, et nous l'avons constaté en parlant de la nouvelle gauche, elle s'organise autour des communautés d'intérêts ou géographiques, pas autour de lieux de production comme l'usine. Ensuite, les groupes qui en font usage se regroupent autour d'identités culturelles (femmes, personnes de couleur, gais et lesbiennes, écologistes, etc...), ce qui entraîne la troisième caractéristique, c'est-à-dire que « la lutte sur la question de l'identité culturelle et sociale »^{lxxviii} (Fischer, 1995, p. 330) a été mise au centre des préoccupations de ces communautés. En quatrième lieu, les groupes qui en font usage « rejettent l'autoritarisme » (Fischer, 1995, p. 330) en tous lieux, dont dans leur forme organisationnelle : ils travaillent l'horizontalité, la participation et la démocratie directe. Finalement, l'action sociale cherche à faire en sorte que les communautés locales soient en mesure de s'autodéterminer et de s'organiser. Fischer (1995) fait remarquer que les communautés regroupées autour de l'action sociale cherchent « l'indépendance de l'État plutôt que le pouvoir de

l'État »^{lxxix} (p. 330). Lorsque l'on adopte ce modèle, donc, « la finalité de l'action porte sur le renforcement du pouvoir d'individus ou de communautés (*empowerment*) et sur une distribution plus équitable des ressources (Mercier, 2000). » (Lamoureux, 2002, p. 95).

Les écrits sur *l'empowerment*, aussi appelé « pouvoir d'agir » sont nombreux, mais résumons en affirmant qu'il « signifie essentiellement « favoriser chez les individus un meilleur contrôle de leur vie ». » (Rappaport, 1981, cité dans Guberman et al., 2004, p. 46) Ninacs (1995) résume les quatre dimensions du pouvoir d'agir : la participation, l'acquisition de compétences techniques, l'estime de soi et le développement de la conscience critique. (p. 77-78) Je le précise ici parce que *l'empowerment*, s'il n'est pas nécessairement nommé ainsi par les groupes antiautoritaires, est essentiel dans leur imaginaire, que l'on pense à l'autonomie, au rejet des rapports de domination ou à la démocratie directe, parmi tant d'autres. Il fallait donc, pour étudier leurs actions directes, un modèle qui tient compte de cet *empowerment*, ce qui est le cas, semble-t-il, de l'action sociale.

En résumé, la présente recherche cherchait donc à étudier le discours sur l'action directe (sans intermédiaire) dans des documents produits et/ou distribués par des groupes antiautoritaires (qui s'opposent à l'autorité illégitime, qui font la promotion de l'action directe et de la préfiguration dans une perspective de changement social; et qui n'ont pas de conception déterminée du monde auquel ils aspirent) selon le modèle de l'action sociale (une mobilisation de personnes pour ébranler les relations de pouvoir en place). Avant d'en exposer les résultats, il serait opportun d'explicitier la méthodologie de recherche qui m'a permis de la mener à terme. Ce sera les propos du prochain chapitre.

Chapitre 2 - Démarche méthodologique

1- Les sources de données

1.1. Les méthodologies possibles

Même si le mouvement antiautoritaire a été très peu étudié jusqu'ici, certainEs auteurEs s'y sont intéresséEs, même au Québec. En lisant la littérature sur le sujet, j'ai vu qu'une variété impressionnante d'approches méthodologiques a été utilisée à cette fin. Si quelques unEs ont opté pour des entrevues individuelles auprès de militantEs, la plupart dans une perspective de recherche-action (Bramble and Minns, 2002; Dupuis-Déry, 2004; Gordon, 2005;; Lacey, 2005b; Lambert-Pilote et al., 2007; Pickard, 2006; Pleyers, 2004), d'autres ont préféré analyser le point de vue de différentEs acteurs-actrices lors de grands rassemblements. Par exemple, Albertani (2002) utilise les témoignages de différents témoins-clés du Sommet de Gênes et King et Waddington ont interviewé des agents de forces de l'ordre canadiens. Cette analyse des grands rassemblements peut aussi passer par une étude du discours des médias et des politiciens avant, pendant et après trois manifestations qui ont eu lieu entre 1999 et 2002 : Seattle, la Guérilla Jardinière de Londres et Gênes (Chester and Welsh, 2006). Gordon (2007) a une approche assez particulière, jumelant les groupes de discussion avec des militantEs, la participation à des mobilisations internationales et autres actions contestataires appuyés sur des éléments ethnographiques. L'ethnographie, approche défendue par Graeber dans Pour une anthropologie anarchiste (2004), trouvent d'ailleurs écho chez d'autres auteurEs qui jumellent une part ethnographique à leur travail de recherche. C'est le cas entre autres de Juris (2005) qui a participé à des actions et événements un peu partout en Europe. Dans la même veine, des chercheurEs qui s'identifient aussi comme militantEs expliquent en quoi l'utilisation de leurs expériences personnelles dans le mouvement a pu les aider à approfondir leurs propos et donc réclament leur subjectivité (entre autres : Conway (2003) et de Lambert-Pilote et al. (2007). Les tenantEs de l'observation participante (Lacey, 2005a; Lacey, 2005b; Pleyers, 2004; Gordon; 2005) soulignent entre autres l'apport important de cette approche par le fait de ne pas venir observer les militantEs de l'extérieur, mais d'en émerger.

Guilbert et Kruzynski (2008) utilisent la technique de la monographie d'un groupe qui « est le fruit d'un long processus collectif (entrevues individuelles, validation auprès des personnes interviewées, analyses, focus-groupe, rédaction puis validation de la monographie par les membres) » (p. 4).

La revue de littérature scientifique est aussi prisée comme méthodologie de recherche. Ceux et celles qui la défendent (Albertani, 2002; Conway, 2003; Fortin, 2004; Lacey, 2005b) cherchent à recenser la connaissance construite autour des mouvements sociaux contestataires. La revue de littérature scientifique permet de faire ressortir une panoplie d'éléments : des débats et des pratiques inhérents au mouvement, dont ceux liés à la diversité des tactiques, surtout en ce qui a trait à la violence (comme l'a fait Conway, 2003) jusqu'à tracer un portrait de certains groupes ou regroupements (comme l'a fait Albertani, 2002, sur les Black Blocs et les Tute Bianche). Day (2004; 2005) utilise une méthodologie qui combine la revue de littérature, ses expériences militantes personnelles et des discussions avec des activistes de partout à travers le monde.

Finalement, une autre méthodologie que j'ai rencontrée et qui est privilégiée par plusieurs auteurEs est l'analyse de discours (Atkinson, 2006; Breton et al., 2007; Deslandes and King, 2006; Lacey, 2005a; McDonald, 2004; Owen and Palmer, 2003; Pleyers, 2004). L'importance d'étudier le discours anarchiste paraît d'ailleurs aller de soi lorsque l'on lit certainEs auteurEs qui considèrent que la production d'un discours alternatif est une tradition anarchiste depuis les tous débuts de cette pensée politique (Nestor, 2006; Pucciarelli, 1999).

Quelques cas ont retenu mon attention parce que le discours analysé était produit par les groupes dans un but de diffuser certaines informations ou de mobiliser des gens à l'extérieur de leurs milieux immédiats. D'abord, Deslandes et King (2006) ont étudié

« des textes (sur le web) construits par des activistes autonomes pour être lus et discutés par d'autres activistes autonomes. De cette façon, (ils pouvaient) identifier les principes opératoires que de telLEs activistes implantaient pour eux et elles-mêmes.^{lxxx} » (p. 315)

Atkinson (2006), quant à lui, a étudié trois médias alternatifs anarchistes pris dans une rencontre libertaire pour : 1- repérer les éléments liés à la culture (les valeurs culturelles) et à l'identité; 2- utiliser ces éléments pour constituer le discours plus

large de ce « site culturel » (le rassemblement anarchiste); 3- déterminer la valeur hégémonique ou émancipatoire de ces valeurs culturelles et identitaires. Au Québec, au moins deux recherches semblables ont été faites, l'une par Cyr (2006), l'autre par Dupuis-Déri (2006). Le premier a tenté, en analysant six journaux anarchistes québécois ayant existé entre 1976 et 2001, de retracer « l'opinion des anarchistes du Québec concernant le monde qui les entoure » (p. 15). Le deuxième s'offrait de « présenter les journaux anarchistes nés vers l'an 2000, indiquer les thèmes qu'ils abordent et réfléchissent (sic) à quelques débats entre anarchistes qui s'expriment dans leurs journaux sous la forme de textes polémiques » (p. 175).

Dans mon cas, je me suis attaché à analyser le discours sur l'action directe retrouvé dans un très grand nombre de documents produits ou distribués par des groupes antiautoritaires portant directement ou indirectement sur l'action directe. Ma recherche, je l'ai dit, tentait donc de répondre aux deux questions suivantes :

- 1) Comment l'action directe est-elle comprise et représentée par les différents auteurEs des documents produits et/ou distribués par des groupes antiautoritaires québécois?
- 2) De quelles façons l'action directe telle qu'elle est représentée dans ces documents s'inscrit-elle dans une perspective d'action sociale ?

1.2. Les documents choisis comme observatoires

Il m'a semblé qu'une façon intéressante d'étudier le discours des groupes antiautoritaires sur l'action directe était de me pencher sur des documents produits ou distribués par eux. Pourquoi ces documents revêtent-ils une telle importance? En partie parce que l'existence même des médias autonomes (dont font partie les documents que j'ai étudiés) est basée elle-même sur un désir de changement social, si l'on en croit Langlois et Dubois dans leur « Introduction » du livre Autonomous Media : Activating Resistance & Dissent. En effet,

« les médias autonomes sont les véhicules des mouvements sociaux. Ils sont des tentatives de subversion de l'ordre social en réclamant les moyens de communication. Ce qui définit ces médias, et qui en fait un type spécifique de médias autonomes, c'est qu'ils, d'abord et avant tout, entreprennent d'amplifier les voix des gens et des groupes qui n'ont normalement pas accès aux médias. Ils cherchent à travailler d'une manière autonome des institutions dominantes (l'état, les corporations, l'église, le militaire, les syndicats corporatistes), et ils encouragent la

participation du public dans ces projets. Les médias autonomes produisent donc une communication qui n'est pas à sens unique, des producteurs de médias aux consommateurs de médias, mais qui implique plutôt une participation bilatérale des gens comme producteurs et destinataires de l'information. Le contenu des médias autonomes a pour but de fournir de l'information qui supporte les luttes sociales et qui soit alternative à celle offerte par les médias corporatifs de masse. De véritables discours alternatifs peuvent seulement être favorisés à travers une organisation qui reste ouverte, transparente, et non-hiérarchique. Pour cette raison, les médias autonomes se placent au-delà de l'enjeu du contenu et dans ceux de l'organisation, de la participation, et de l'empowerment.^{lxxxix} » (p. 9)

Atkinson (2006), ayant lui aussi réalisé une analyse de discours de certains médias anarchistes, trouve l'importance de ces derniers par le fait qu'ils tentent « de transformer les rôles sociaux existants et les routines en critiquant et en défiant les structures ». L'auteur affirmait d'ailleurs que les critiques les plus fréquentes de ces médiums concernaient « la nature des corporations, du capitalisme, du consumérisme, et du patriarcat dans la société contemporaine.^{lxxxii} » (p. 252). Selon plusieurs auteurEs, donc, les médias anarchistes sont porteurs d'un véritable potentiel de changement. Ce potentiel de changement se trouve, selon Uzelman (2005), entre autres dans le large lectorat que rejoint ces médias en tant que tout; autrement dit, en additionnant les poignées de lecteurs-lectrices de chacun des médias, on retrouve un très large lectorat qui peut être mobilisé.

Si quelques uns sont des journaux ou des zines, je ne souhaite pas qualifier mes sources de données de presse anarchiste parce que cela est très restrictif : il y a aussi du nombre des flyers, des programmes d'événements militants et des guides-ressources qui n'entrent pas nécessairement dans cette catégorie. Par contre, les documents que j'ai étudiés font partie d'une large constellation de ce qu'Uzelman (2005) appellerait « médias autonomes ». En effet, celui-ci laisse bien deviner la largeur de ce qu'il considère être un média autonome, ce qui inclurait entre autres les « nouvelles technologies de la communication », mais aussi « l'expression artistique ». En effet,

« dans la mesure que ces formes d'expression encouragent la participation publique dans l'acte de critique, elles se déplacent au-delà de la relation de consommation encouragée par les médias de masse. Avec cela en tête, on pourrait aussi inclure la distribution de pamphlets ou de tracts, la pose d'autocollants, ou l'affichage dans la liste des tactiques de médias autonomes.^{lxxxiii} » (p.24)

En ce qui me concerne, je souhaitais entreprendre une recherche éminemment qualitative dont les deux questions principales étaient, je l'ai dit, de comprendre les sens que peut avoir l'action directe dans le discours antiautoritaire tel que retrouvé

dans les écrits anarchistes et de voir comment ces sens peuvent concorder au désir de consolidation des liens sociaux et d'empowerment que recherche l'action communautaire, et plus précisément l'action sociale. En ce sens, ce n'était pas tant la nature du médium qui m'importait que sa provenance (son lien avec la culture anarchiste telle que Gordon (2007) l'entend : la domination en général comme élément rassembleur de lutte; l'action directe et la préfiguration comme moyens de réfléchir aux changements; et une conception ouverte de la finalité à atteindre comme preuve de l'importance de l'expérimentation) et son propos (l'action directe).

1.3. Les critères d'échantillonnage

L'échantillon est décrit comme suit : des textes papier produits ou distribués par des groupes antiautoritaires portant directement ou indirectement sur l'action directe.

Mon échantillon est composé de 57 documents produits ou distribués par des groupes qui adhèrent à une 'culture anarchiste' telle que définie plus tôt avec l'aide des écrits de Gordon (2007). Cet échantillon s'est dessiné au fur et à mesure qu'avancait la recherche et que se précisait la grille de lecture. Lorsqu'une certaine saturation des données a été atteinte, j'ai arrêté.

Pour atteindre mes objectifs, j'ai procédé à une recherche de documents produits ou distribués par les groupes antiautoritaires québécois, c'est-à-dire toute publication diffusée par les militantEs à l'extérieur des médias de masse. Le point de départ historique de ma recherche documentaire est le Sommet des Amériques tenu à Québec en avril 2001 (et les rencontres militantes qui le précédaient pour planifier le contre-sommet) parce que, comme je l'ai déjà mentionné, le contre-sommet est considéré par plusieurs comme la première manifestation anti-capitaliste dans un Québec mondialisé (Dupuis-Déri, 2007; Fortin, 2005; Guilbert et Kruzynski, 2008; Lambert-Pilotte et al., 2007; Nieto, 2008;). De plus, cet événement a donné naissance au Comité d'Accueil du Sommet des Amériques (CASA) et à la Convergence des Luttes Anticapitalistes (CLAC) desquels ont émergé grand nombre des groupes antiautoritaires toujours actifs au Québec

(Breton et Delisle-L'Heureux, manuscrit en préparation). Ainsi, tous les documents portant sur le Sommet ou ce qui est venu ensuite ont été considérés. J'ai cessé de colliger les documents en août 2008 parce que je considérais avoir atteint une saturation des données. Il est à noter que la période a été ainsi choisie pour ses particularités en tant que tout et il ne s'agissait donc pas de comparer les différences entre 2001 et 2008, mais plutôt d'élaborer un arbre des possibles du discours sur l'action directe des groupes ayant existé au cours de la période. Ce désir de saturer les données m'est aussi apparu difficile à combler. En effet, il doit certainement y avoir autant de discours sur l'action directe antiautoritaire qu'il y a de militantEs antiautoritaires, et c'est en tenant pour acquis que touTEs écrivent des documents auxquels j'ai eu accès. Pour palier à cette limite, j'ai cherché à ratisser le plus largement possible dans mon choix de domaines d'activités des groupes dont j'ai étudié la littérature. Parmi ces domaines, on compte les droits des travailleurs-euses immigrantEs, les jardins, l'éducation, les coalitions ponctuelles pour des événements particuliers ou des collectifs de production et diffusion d'information, pour ne nommer que ceux-là. Vers la fin de mon analyse de données, d'ailleurs, voyant que certains domaines me manquaient, je suis retourné trouver de nouveaux textes à ajouter à mon échantillon. Celui-ci a donc été construit en fonction de la diversification et de la saturation des données : en examinant ce qui restait à analyser, je me suis concentré sur des documents donnant des points de vue différents de ceux provenant des documents déjà examinés. Parmi les documents qui me manquaient, par exemple, je n'avais pas, jusqu'à la toute fin, de texte explicitant les principes directeurs de grandes coalitions ou convergences. Ce genre d'information était évidemment inévitable à recueillir.

Ces documents, je l'ai mentionné, sont des brochures, des journaux, des zines⁹, des tracts ou autres guides-ressources et programmes d'événements militants (voir

⁹ Breton et al. (2007, p. 2) prennent la définition de Stephen Duncombe (1997) pour définir ce que sont des zines : « des magazines non commerciaux, non professionnels et à petit tirage que les créateurs produisent, publient et distribuent par eux-mêmes (p.6) ». Elles mentionnent que le prix d'un zine est très souvent laissé à la discrétion de la personne qui souhaite se le procurer.

"noncommercial, nonprofessional, small-circulation magazines which their creators produce, publish, and distribute by themselves " (Duncombe (1997 : 6).

Annexe 1- Bibliographie des documents utilisés). À ce sujet, certains sont clairement datés; d'autres, s'ils émanent d'une collection particulière, sont plutôt numérotés; d'autres ne sont pas inscrits dans le temps, mais ils laissent à deviner l'époque dont ils parlent par les événements auxquels ils font référence; une infime minorité semblent se vouloir intemporels. Quoiqu'il en soit, je visais au départ un maximum de 1800 pages de documents à analyser, car cela me laissait une très grande latitude lorsque l'on sait que les documents produits par les groupes antiautoritaires ne sont souvent que des brochures de quelques pages ou si l'on tient compte du fait que les documents plus volumineux ne contiendront souvent que quelques extraits sur l'action directe. En cela, l'effet boule de neige était certainement la stratégie de recherche la plus appropriée : tous les médiums utilisés pouvaient offrir des pistes vers de nouveaux documents. Un certain nombre de lieux me semblaient des choix avisés afin de recueillir mes données : le Salon du Livre Anarchiste (en mai 2007 et 2008), le D.I.R.A. (bibliothèque anarchiste), les Alternative Libraries (le réseau des centre de documentation des GRIP des universités McGill et Concordia) et QPIRG-Concordia, le Frigo Vert et le Café Chaos sont parmi les endroits ayant le plus permis de ramasser de textes. Surtout, j'ai fréquenté plusieurs événements militants qui ont eu lieu durant ma période de collecte de données et ai recueilli les documents qui y circulaient.

2- Analyse des données

2.1. La démarche

Je me suis penché sur les textes qui me semblaient intéressants, de façon assez aléatoire en terme de sujets dont ils traitaient et d'angle d'analyse. Le seul critère était qu'ils abordent de façon directe ou indirecte l'action directe. Je cherchais à avoir un maximum de points de vue, sans égard aux proportions dans lesquelles ils étaient présents. Chaque fois qu'un extrait me semblait intéressant, je le transcrivais¹⁰ et tentais ensuite de voir dans quelle catégorie il se plaçait, c'est-à-

¹⁰ À noter que les fautes d'orthographe qui se trouvaient dans les textes ont été conservées telles quelles.

dire que je tentais de voir de quel(s) aspect(s) de l'action directe il traitait. Ces catégories d'analyse devenaient alors des concepts et je tentais de voir quelles définitions on donnait à ces concepts dans la littérature académique; c'est le cas, par exemple, du concept de « stratégie », qui est souvent utilisée à plusieurs sauces dans la littérature libertaire associée à l'action directe. Afin d'établir une définition qui soit maintenue tout au long de la recherche et appuyée par la théorie, je suis allé voir dans les livres sur l'organisation communautaire la définition que les théoriciens en donnaient pour revenir à mes documents et mettre le discours extrait du document en parallèle avec cette théorisation. Mon processus a donc été constitué majoritairement d'allers et retours entre les textes libertaires et la catégorisation que j'avais établie, mais a aussi été ponctué par des vérifications dans des livres plus théoriques. À mesure que se confrontaient des éléments d'une même catégorie qui m'apparaissaient dissemblables, des sous-catégories s'ajoutaient. Par exemple, la lecture d'un texte aurait pu m'amener à faire une distinction que je n'avais pas faite auparavant entre une stratégie de confrontation et une stratégie de construction. Éventuellement, apparaîtrait une distinction à l'intérieur même d'une sous-catégorie, créant un arbre des possibles. Ma grille d'analyse s'est donc construite à mesure que je lisais et que se dessinaient des différenciations entre certains aspects.

2.3. Les limites :

Certaines limites se sont imposées au cours de ma démarche. La première découle de la nature même de la recherche documentaire que j'ai réalisée. En effet, un nombre important de pistes de réflexion et d'enjeux liés plus ou moins directement au discours des militantEs antiautoritaires québécois sur l'action directe dans la presse anarchiste ont émergé et j'ai dû me résoudre au fait que je n'arriverais pas à tous les aborder à cause de mon choix méthodologique. Par exemple, des éléments comme le processus décisionnel des groupes antiautoritaires ou l'impact de l'action directe sur l'opinion publique sont autant d'enjeux qui n'ont pas trouvé de réponse avec ma recherche documentaire. En ce sens, je conçois cette recherche comme une

étape parmi d'autres d'un processus d'analyse des groupes antiautoritaires québécois dont les suites pourraient aider à répondre à ces questions.

En ce qui concerne la nature des documents choisis, certaines limites sont présentes. En effet, je l'ai déjà abordé, j'ai dû à un certain moment faire des choix dans ma sélection de textes. La recherche documentaire se faisait alors en fonction de compléter les informations accumulées ou de donner des visions alternatives à ce qui avait déjà été trouvé. Mes choix sont à cet égard justifiables : sachant que je ne peux tout couvrir, j'ai choisi en fonction du domaine d'activité.

Une autre limite concerne la tradition d'anonymat de certains groupes ou militants anarchistes et pose quelques questions de taille: comment savoir, par exemple, si le document est produit au Québec? Cette difficulté a d'ailleurs réorienté mes sources de données lorsque j'en ai pris conscience: désormais, je m'apprêtais à analyser les documents produits et *diffusés* par les groupes antiautoritaires québécois. Dans le même ordre d'idées, comment savoir si l'auteurE du document est un homme ou une femme? UnE blancHE ou une personne de couleur? LGBTT? Il me semble qu'il aurait sans doute été intéressant de voir, selon l'identité de la personne, comment chacunE se représente l'action directe. Ce sera, s'il s'en faut, pour une recherche ultérieure...

Finalement, l'aspect « antiautoritaire » des documents que j'ai étudié constitue une autre limite de ma méthodologie de recherche. En effet, en voulant rechercher des discours militants (donc non académiques) et distribués par des organes ne faisant pas partie du courant dominant, il ne m'a pas toujours été possible d'identifier, hors de tout doute, que les documents correspondaient à ces deux caractéristiques. Que faire lorsque, par exemple, unE chercheurE qui est aussi militantE écrit sur l'action directe? Cette limite a donc laissé obligatoirement une place à l'aléatoire dans mon choix de documents, mais je me suis avisé de documenter tous ces choix et de les justifier.

3- Éthique

D'un point de vue éthique, ma recherche ne m'a pas posé de questions en terme de contrôle social par les forces de l'ordre ou en terme de confidentialité parce que

tous les documents qui y ont été traités sont accessibles au grand public; ma recherche souhaitant analyser leur contenu, ils ont par le fait même été réunis dans une bibliographie complète, ce qui pourrait éventuellement faciliter leur diffusion. En ce qui concerne les informations plus compromettantes (vis-à-vis les forces de l'ordre, par exemple), il est tenu pour acquis que quiconque écrit et diffuse des informations compromettantes a disposé lui- ou elle-même de mesures de protection.

Un peu dans le même ordre d'idées, la transparence du processus implique aussi que les personnes concernées soient mises au courant de la recherche (les auteurEs, mais aussi les militantEs concernéEs). Pour cela, je tenterai de mettre en ligne (sur les nombreux forums anarchistes) mes résultats lorsque ceux-ci seront publiables. Il me semble important de nommer cet aspect éthique, d'autant que les textes des gens concernés ont été étudiés un peu contre leur gré. De toutes façons, cette recherche a été menée pour les militantEs dans un but de compréhension et de réflexion quant à leurs pratiques militantes. La transparence, en ce sens, n'aurait pas de raison d'être contournée.

Chapitre 3- Présentation des résultats

La prochaine section présente les résultats de ma recherche sur l'analyse de discours sur l'action directe dans les documents produits par certains groupes antiautoritaires.

Je commencerai par expliquer les référents que l'on retrouve dans ces documents, donc de quoi s'inspirent les auteurEs lorsqu'elles ou ils appellent à une action directe ou quels modèles ils ou elles utilisent. Je présenterai ensuite les principes qui sous-tendent l'action directe tels que je les ai retrouvés dans les discours pour enchaîner sur les différents types d'objectifs que se fixent les militantEs en employant l'action directe. Puis, je regarderai les différentes stratégies qui sont mises de l'avant lorsqu'il en est question pour terminer avec les différentes structures organisationnelles qui sont proposées pour mettre en branle une action directe.

1- Les référents

Il aurait été peu probable que les militantEs qui écrivent sur l'action directe ne se basent sur rien pour en discuter. En effet, lorsqu'il est question de ce qui les a inspiréEs, quelques unEs nomment explicitement à quelles actions directes ou à quels auteurEs ils ou elles se réfèrent ou encore les laissent deviner. Précisons d'abord que les référents qui se cachent derrière une seule action directe sont souvent nombreux et on s'y perdrait si on tentait d'énumérer tous ceux qui convergent pour donner naissance à chaque action directe possible. À cette fin, je ne donnerai qu'un seul exemple : dans un texte sur le Centre Social Autogéré (CSA) de Pointe-St-Charles, on peut voir émerger une demi-douzaine de référents que l'on pourrait considérer comme des inspirations. En effet, on y mentionne en outre que les « CSA existent un peu partout dans le monde » (001) pour en décrire ensuite les caractéristiques principales. Cela pourrait laisser à penser que les auteurEs se sont renseignéEs sur le fonctionnement de ces espaces et qu'ils-elles s'en sont inspiréEs. On fait aussi référence, dans le même document, à quelques initiatives historiques

du quartier de Pointe-St-Charles, en guise d'ancrage et de fierté. Il y a aussi ce slogan amené sans ambages (« Ensemble, comme on dit en espagnol « El pueblo, unido, jamás será vencido »! Le peuple, uni, jamais ne sera vaincu! » (001)), qui pourrait laisser présager, si on poussait l'interprétation un peu plus loin, toute l'influence de l'histoire révolutionnaire latino-américaine et de l'épisode anarchiste espagnol des années 30. On le voit, ce travail de retraçage de référents pourrait être très laborieux et comporte le danger de tomber dans l'interprétation. Là n'est pas le but du présent travail. Par ailleurs, en extrapolant certains éléments de certaines actions qui servent de références, on peut en comprendre davantage, par exemple, sur les positionnements de certains groupes.

1.1- Actions directes de références

Les actions de référence sont des actions concrètes tenues ailleurs, dans un contexte social ou historique différent, et dont les groupes semblent s'inspirer.

Dans le numéro 1 du zine du collectif les Femmes ont faim, Les Plottes Conplottent, : Plottes en stock, on parle des Guerilla Girls, un « groupe féministe radical des Etats-Unis agissant sur la place con les femmes dans le domaine de l'art ».

« Par leurs actions, elles dénoncent ce qu'elles jugent comme les énormités du système (...). Mais elles ne s'arrêtent pas aux frontières de l'art puisque au cours des années, elles se sont prononcées sur des sujets aussi variés que le droit à l'avortement, la guerre du Golfe, la situation des sans-abris, le viol, etc. » (012, n.p.)

À ce sujet, on peut tout de suite voir ici poindre, par l'intermédiaire du portrait d'un autre collectif, certains principes qui tiennent particulièrement à cœur à ce groupe. Je reviendrai plus loin sur ces principes, mais il me semblait important de souligner que derrière la référence à une action inspirante ou à un groupe particulier, un groupe se positionne aussi, et cette position, si elle n'est pas même accompagnée de commentaires, en dit souvent beaucoup sur les intentions du groupe.

Poursuivons : on retrouve aussi maintes références aux communautés en résistance en Amérique latine dans les documents que j'ai étudiés. Par exemples, il y a la mobilisation contre la privatisation de l'eau en Bolivie (011, p. 14), la résistance prenant la forme de « Zone Humanitaire » de communautés colombiennes (003, p. 10), le front commun mené par les habitants de Tambogrande au Pérou contre un projet minier (037, p. 4) et la contre-insurrection

planifiée contre les communautés en résistance du Mexique (044, p. 35-37), pour ne nommer que ceux-là. Que ce soit l'une de celles-là ou une autre, les actions directes ayant lieu en Amérique latine sont omniprésentes dans les documents que j'ai étudiés, et on y réfère pour stimuler la solidarité ici face aux communautés qui y prennent part. Cette recherche d'une solidarité qui partirait d'ici, on la retrouve en plusieurs endroits, comme dans la présentation d'un atelier donné par le Projet d'Accompagnement Solidarité Colombie (PASC) qui cherche à exposer les grandes lignes du conflit en Colombie et les alternatives qui s'y construisent, ainsi qu'à discuter sur « comment se lier » (016, n.p.) à la situation.

1.2. Références idéologiques

Les références idéologiques correspondent à des idées empruntées à des courants théoriques ou attribuées à des idéologues précisEs. Ces référents peuvent être soit des courants de pensée générale, soit le propre de penseurs-penseuses clairement identifiéEs.

C'est le cas, entre autres, de Louise Michel, « militante et propagandiste anarchiste », (013, p.11), dont on présente une synthèse de sa biographie; Chellis Glendinning, dont l'extrait d'un plaidoyer d'une culture basée sur la nature est retranscrit dans la Mauvaise Herbe (021, n.p.); ou encore Bakounine, qu'unE auteurE(?) a imaginé en plein dialogue avec Rousseau dans le « monde des idées », et qui lui fait défendre la liberté comme « aboutissement du développement de l'humanité » (016). Parfois aussi, les auteurEs sont remisEs en cause, ce qui peut aussi servir de référent idéologique : en comprenant ce qu'unE militantE n'aime d'unE auteurE, on peut comprendre certaines lignes directrices de sa pensée. Par exemple, on peut lire un texte qui dénonce les anarchistes qui s'inscrivent dans la lignée de Bookchin :

« ils votent localement mais pas à un niveau national et doivent prendre la responsabilité de supporter une telle organisation. (...) Il n'est presque pas du tout dans notre intérêt de renforcer ceux qui nous laissent sans pouvoir et qui sont tenus en plus basse estime par la plupart des gens que les vendeurs de voitures usagées. Mettons plutôt notre énergie dans de la résistance créative.¹¹ » (014, p. 15-16)

¹¹ « they vote locally but not on a national level and must take responsibility for supporting such outfit. (...) It is hardly in our interest to empower those who leave us powerless and are

On retrouve aussi des contemporains au lot des auteurEs conspuésEs, de ce lot, l'anarcho-primitiviste John Zerzan, à qui la Coalition pour le progrès en milieu anarchiste fait même une « Déclaration de guerre » en affirmant que

« l'écart entre théorie et pratique chez l'individu Zerzan est terrifiant en ceci qu'aucune pratique ne peut se soustraire à la civilisation; les armes de sa critique sont le produit de cette civilisation. Un conférencier qui s'oppose au langage, un primitiviste qui prend l'avion, un écrivain à succès conter la réification... » (043).

De manière générale, les écrits antiautoritaires laissent à penser que leurs auteurEs connaissent relativement bien les fondements idéologiques sur lesquels reposent leurs actions. Ces idéologies sont nombreuses et variées : on peut penser aux écologistes verts, pour qui la

« civilisation est considérée dans son ensemble comme une manifestation trans-historique de l'émergence d'un système d'exploitation, de hiérarchie, de dénaturalisation de la vie humaine, et de la vie sur terre plus généralement » (014, p. 20)

et aux communistes libertaires qui « envisag(ent) une fédération internationale de communautés et de lieux de travail » et dont la classe initiatrice (les prolétaires) « abolira le salariat et socialisera toutes les industries, les moyens de production et de distribution » (019, p. 3). Il y a aussi des théories hybrides comme l'individualisme libertaire, qui « cherch(e) à concilier ce qui est unique en nous (individualité) à la nécessité de coopérer avec les autres (association) » (049, n.p.) Les « écoles » sont nombreuses et la solution adoptée par le Collectif Anarkhia pour les concilier est la « Synthèse anarchiste », de Sébastien Faure, qui « cherch(e) à réconcilier et ensuite synthétiser les différents courants d'idées qui divisent ce mouvement en plusieurs fractions plus ou moins hostiles les unes aux autres ». (013, p. 2)

2- Les principes

L'une des premières choses que l'on peut voir émerger, lorsqu'on analyse les documents autoproduits et distribués par les groupes antiautoritaires oeuvrant au Québec est l'omniprésence de principes de base qui orientent les groupes. Ces

held in lower esteem by most people than used car salesmen. Let's put our energy into creative resistance instead." (014, p. 15-16).

principes, s'ils ne sont pas toujours explicitement nommés, sont par ailleurs toujours identifiables dans le ton et dans les propos des groupes. Pour le présent travail, je définirai les principes comme des positionnements idéologiques qui guident l'action. Ainsi, les militantEs se reconnaissent dans ces principes et se regroupent autour d'eux, les faisant devenir très souvent la base affinitaire de leurs collectifs, sous-tendant et teintant nécessairement l'action.

J'ai choisi de présenter mes données de la présente section tels que sont articulés les principes présentés par l'Action Mondiale des peuples (AMP). L'AMP est née en 1998 afin de mieux coordonner des actions anti-capitalistes et antiautoritaires à travers le globe, de mieux diffuser de l'information sur différentes campagnes de résistance et de mettre en réseaux divers groupes locaux. Elle s'est dotée d'un manifeste global qui affirme les grands principes dans lesquels les groupes impliqués doivent se reconnaître.

Si beaucoup de groupes au Québec endossent ouvertement les principes de l'AMP, à la lumière des lectures que j'ai faites, il ressort de mon analyse l'impression qu'à tout le moins, ceux qui ne les ont pas adoptés tels quels s'organisent autour de principes qui correspondent à ceux portés par l'AMP. À partir de ce constat, je diviserai la présente section en cinq parties, chacune d'elles correspondant à un principe de l'AMP. À ces principes, j'opposerai différents principes portés par différents groupes oeuvrant au Québec afin de faire ressortir un portrait d'ensemble des principes que l'on y retrouve.

Un aspect intéressant dans le cadre du présent travail, rapporté dans le journal *Résiste!* dans le cadre du Carnaval contre le capitalisme de 2001, est qu'au-delà des principes de l'AMP, le sens de « l'action directe et démocratique, qui sous-entend la désobéissance civile face au système injuste », peut « varier d'une organisation à l'autre » (011, p. 14), de sorte que les balises que l'on se donne globalement n'empêchent pas, dans un contexte précis, un moyen d'action qui s'appliquerait tout à fait à la situation. Le cas de Guerre à la guerre est à ce sujet intéressant. Cette coalition, « fondée en 2007 par des militants et militantes rassemblées autour des principes de l'Action Mondiale des Peuples », vise « à dénoncer l'intervention canadienne en Afghanistan et les visées impérialistes des puissances occidentales

impliquées dans le conflit » (056). L'intérêt d'un tel exemple? Démontrer comment une lutte locale –ici : la lutte contre l'intervention canadienne en Afghanistan- peut trouver des bases dans un énoncé de principes adopté internationalement.

La couleur locale des principes de l'AMP, c'est d'ailleurs l'intérêt du Réseau Anti-capitaliste de Montréal (RACM), «un réseau de communication, de coordination et de collaboration pour les groupes et individus de la région de Montréal », aujourd'hui inactif, mais qui « exist(ait) afin de renforcer nos luttes locales et notre travail quotidien » (055). Ce dernier, en plus d'adopter « aussi les principes de bases de l'Action mondiale des peuples (AMP), tels qu'adoptés par divers mouvements sociaux lors de la conférence de Cochabamba, en Bolivie, en septembre 2001 » (055) s'est doté d'un énoncé de principes de base. Ces principes ressemblent beaucoup à ceux annoncés par l'AMP et, même s'ils sont formulés autrement, ils viennent préciser le contexte nord-américain dans lequel ils s'inscrivent. Pourquoi mettre autant d'importance sur ce réseau? Parce qu'il regroupe plusieurs groupes¹² qui ont produit des écrits qui constituent le matériel pour la présente recherche. C'est pourquoi chacune des parties sera complétée par le ou les principes adoptés par le RACM.

Finalement, je terminerai cette section en examinant les valeurs qui se cachent sous les principes véhiculés par les groupes antiautoritaires québécois et j'essaierai de voir comment ces valeurs peuvent construire les principes. Les groupes ne font pas toujours la distinction entre ces deux éléments, alors il me semblait intéressant d'évaluer quelles peuvent être les valeurs qui sous-tendent les principes.

2.1. Principe 1

Un rejet très clair du féodalisme, du capitalisme, et de l'impérialisme, ainsi que de tous les accords commerciaux, institutions et gouvernements promoteurs d'une mondialisation destructrice

¹² Anarchist Black Cross Federation, Anarkhia, Bloquez l'Empire-Montréal, Le Collectif Opposé à la Brutalité Policière (COBP), La bibliothèque anarchiste DIRA, Grassroots Action for Student Power, Haïiti Action Montréal, Les Lucioles, Liberteer, Mauvaise Herbe, No One is Illegal Montreal, Les Panthères roses, Pointe Libertaire, QPIRG Concordia, Rue Brique.

Les groupes membres du RACM se disent anti-capitalistes et anti-colonialistes :

« Nous visons à abolir le système capitaliste et non pas seulement à le réformer, ou à nous y habituer. Nous sommes contre le capitalisme, la mondialisation néolibérale et l'impérialisme, qui constituent les piliers du système mondial d'exploitation et de domination des êtres humains et de la terre, au niveau économique, politique et social. » (055)

« Nous reconnaissons que le Québec, le Canada et les Amériques sont bâtis sur des terres volées aux autochtones, via un processus de génocide qui continue encore aujourd'hui. Nous reconnaissons et appuyons les luttes pour l'autodétermination des peuples autochtones à travers les « Amériques ». » (055)

Déjà, on peut voir les ressemblances entre les principes de l'AMP et ceux du RACM. D'ailleurs, en jetant un coup d'œil aux publications réalisées individuellement par les groupes membres du RACM, on constate qu'ils s'affairent là aussi à diffuser les mêmes principes. Par exemple :

« Bloquez l'Empire est un collectif antiautoritaire et d'action directe, opposé à la guerre et à la militarisation, et aux racines de ces problèmes qui se trouvent dans les phénomènes plus larges du colonialisme, de l'impérialisme et du capitalisme. » (046).

Ou encore : « La Rue Brique est l'expression locale d'une lutte globale : celle contre le capitalisme. » (037, p.1)

Si l'on regarde ailleurs, par contre, auprès des groupes qui se présentent sans faire référence à l'AMP, on constate tout de suite qu'ils sont eux aussi regroupés autour d'un désir ardent de voir le capitalisme s'effondrer. La CLAC-Logement et le Comité de Sans-Emploi, par exemple, sont de ce lot. « On ne pourrait agir ou s'organiser autrement que de façon anti-autoritaire et anti-capitaliste, car les moyens utilisés pour réussir une révolution sociale déterminent le succès ou l'échec de cette révolution » (002, p. 2). Le Comité d'Accueil du Sommet des Amériques (CASA) est pareil.

« Contre les tentacules ardentes du capitalisme mondialisé, la CASA (Comité d'Accueil du Sommet des Amériques) se veut un espace anti-capitaliste servant de plate-forme aux débats et à l'action. (...) Suivant les critères de rentabilité, le système capitaliste accapare tout espace social en vue de réduire les humains à leur fonction de producteurs/consommateurs, à l'instar de l'environnement qui ne devient plus qu'un réservoir de ressources prêtes à l'exploitation. » (047)

En ce qui concerne l'impérialisme, par exemple, les Jardins de la Résistance, s'organisent « pour résister au capitalisme et à l'impérialisme »¹³ et ils mettent l'accent sur l'importance suivante : « reconnaître la violence et le racisme qui a et qui continue de voler la terre des peuples autochtones ('indigenous') à travers le

¹³ « to resist capitalism and imperialism » (017)

monde »¹⁴, ce qui peut laisser penser que leur analyse est aussi anticoloniale. Quoiqu'il en soit, le rejet du féodalisme, si on peut présumer qu'ils y adhèreraient par leur simple refus de toutes formes d'oppression, n'est pas un terme qui soit très utilisé.

2.2. Principe 2

Un rejet très clair de toutes formes et systèmes de domination et de discrimination dont (et de manière non exhaustive) le patriarcat, le racisme et le fondamentalisme religieux de toutes croyances. Nous reconnaissons la dignité entière de tous les êtres humains

Le RACM se positionne très clairement de la même façon :

« Nous luttons activement contre toutes les formes d'oppression et de domination... incluant le patriarcat, le racisme, l'anthropocentrisme et l'hétérosexisme. Nous reconnaissons l'existence de ces oppressions et travaillons afin de contrer ces systèmes qui coexistent et qui se renforcent dans le cadre du capitalisme. Nous travaillons aussi afin de contrer l'écocide de la planète. » (055)

Comme plus haut, les groupes membres du RACM diffusent chacun de leur côté, dans leurs propres publications, des principes qui se rapprochent de ceux énoncés en réseau. « Les membres de la Rue Brique s'opposent donc à toute forme d'oppression, d'exploitation, de discrimination ou de domination » (037, p. 1). De façon intéressante, unE auteurE présente Libterre, « un collectif éco-anarchiste d'analyse et d'action radicales », comme étant « contre l'asservissement de la nature aux intérêts matériels des humains et contre l'idéologie justifiant cette servitude » (003, p. 2) sans aborder les autres types d'oppression.

L'opposition à toutes les formes de domination et de discrimination, si elle n'est pas toujours formulée ainsi, trouverait écho dans tous les groupes qui ont constitué mon objet d'étude, à cause de leur culture anarchiste. Par contre, quelques uns ressentent le besoin de l'explicitier. Le collectif qui produit le zine Libre et Autonome est de ceux là. Il s'agit de :

¹⁴ « recognizing the violence and racism that was and continues to steal land from indigenous people all over the world »

« un zine libertaire qui s'oppose à l'esprit dominant, à la normalisation des différences, à l'absorption de l'individu dans le corps social, à toutes les formes d'oppression et d'assujettissement allant du racisme au sexisme en passant par le spécisme, le classisme dogmatique, l'homophobie et la putophobie, rejetant aussi bien l'industrie du proxénétisme que les conceptions puritaines. » (049, n.p.)

Notons que c'est souvent par le désir d'égalité généralisée que les textes vont justifier leur opposition à toutes les formes d'oppression. Le cas de la CASA l'illustre bien, elle dont on explique le refus de la hiérarchie ainsi, dans un des documents :

« Il va de soi qu'un tel projet, radicalement égalitaire, ne peut s'actualiser qu'en l'absence de tout rapport hiérarchique. Non seulement souhaitons-nous l'abolition de toute forme d'asservissement et d'exploitation des personnes, des groupes, des peuples, mais nous croyons que la mise en pratique de ce principe débute au sein même des groupes de résistance et dans nos activités quotidiennes. » (047)

Nous verrons lorsque nous aborderons le cinquième principe de l'AMP comment cette organisation interne trouve écho auprès des groupes qui oeuvrent au Québec. Finalement, il arrive quelques fois que ce ne soit pas l'ensemble des systèmes de domination qui soit dénoncé, mais l'un ou l'autre de ces systèmes, comme c'est le cas du collectif Rebelles sans Frontières dont on annonce le positionnement suivant :

« Puisque l'exploitation capitaliste et la domination de l'État patriarcal violente l'ensemble des communautés, notre résistance se doit d'être une solidarité planétaire. La diversité de nos communautés fertilisera nos luttes, qui, en détruisant l'autorité des riches et des militaires, sèmera les germes d'une société égalitaire » (016, n.p.).

Il est sans doute intéressant de noter qu'on précise la pensée du RACM en ce qui concerne le patriarcat.

« Nous luttons contre un système basé sur le pouvoir et les privilèges des hommes et l'exploitation des femmes dans la sphère domestique, privée, économique, sociale et politique. Nous reconnaissons que les femmes sont au premier plan des luttes sociales à travers le monde. » (055)

De fait, on retrouve souvent, dans les textes, une attention toute particulière attribuée au patriarcat comme système de domination. La CASA, encore une fois, l'explique bien, dont on annonce qu'elle voit le patriarcat comme une « base idéologique » qui

« présente un système global de tyrannie du modèle masculin. Alors que l'existence même de l'idéologie et des pratiques féministes sont de plus en plus remises en question, nous tenons à réaffirmer que seule une compréhension globale de ces modèles de structuration sociale nous permet d'envisager un projet de société radicalement égalitaire. » (047)

À ce sujet, il me semble important de faire remarquer qu'en plus d'une opposition au patriarcat clairement énoncée par certains groupes, la majorité des groupes donnent l'impression- insistons sur l'impression- d'avoir adopté le principe anti-patriarcal en féminisant presque systématiquement les textes : sur papier, du moins, les hommes et les femmes (ainsi que les règles de grammaires qui les désignent) sont traités de façon égalitaire.

2.3. Principe 3

Une attitude de confrontation, puisque nous ne pensons pas que le « lobbying » puisse avoir un impact majeur sur des organisations à tel point partiales et antidémocratiques, pour lesquelles le capital transnational est le seul facteur réel déterminant leur politique.

Le Réseau anti-capitaliste de Montréal a adopté un principe qui n'est pas éloigné de celui de l'AMP, puisque les groupes du RACM refusent de s'impliquer au sein des structures, croyant qu'elles ne sont pas réformables et prétendent qu'il y a des risques de récupération. Plutôt, les groupes du RACM croient qu'il est préférable de s'organiser en marge de ces dernières. En ce sens, le lobbying, qui implique nécessairement un travail avec les détenteurs de pouvoir afin d'obtenir des avantages, est d'emblée exclu. Leur principe est on ne peut plus clair :

« Nous sommes contre tous les États et tous les gouvernements. Nous nous opposons également à tous les partis politiques et à toutes les ONG (organisations non-gouvernementales) qui visent à récupérer les luttes sociales afin de les intégrer aux systèmes d'exploitation dominants. » (055)

Parmi les principes énoncés par les autres groupes antiautoritaires québécois, plusieurs s'apparentent grandement à ce dernier et ils partent d'une réflexion semblable à celle-ci, tirée d'un texte paru dans le Journal L'Infobourg et qui s'attaquait à la gauche institutionnelle qui, lors du Sommet de 2001, avait négocié avec certains acteurs de la ZLÉA : « À force d'utiliser un langage compatible avec celui du pouvoir, on finit par oublier la nature du système qui a mis au monde de pareils mécanismes de destruction sociale. » (032, p. 5) C'est sans doute en partie parce qu'elle avait tiré cette même conclusion des expériences passées que la CASA, qui a vu le jour pour le Sommet de 2001, a adopté le principe suivant :

« C'est dans une perspective de transformation radicale de la société que la CASA adopte une attitude de confrontation et refuse les alternatives réformistes ainsi que le

lobbying dans le cadre des négociations concernant les accords de libre-échange. Nous jugeons ces stratégies sans possibilité d'impact positif et excluons tout recours à ce type de processus antidémocratiques. » (046)

La même analyse transparaisait d'ailleurs six ans plus tard, lors de la manifestation de Montebello contre la tenue d'une rencontre de Felipe Calderon, de George W. Bush et de Steven Harper, venus y discuter du Partenariat pour la Sécurité et la Prospérité (PSP). Sur un tract, non signé, mais renvoyant au site psp-spp.com, qui y était distribué, on peut lire :

« Nous ne demanderons pas aux chefs et aux agents du PSP, ni aux gouvernements, d'être plus gentils. Nous n'avons aucun intérêt à négocier les termes de notre misère ou à être achetés avec des miettes. La justice et la dignité s'obtiennent par la mobilisation de base, par la lutte et par l'action directe, pas par la charité de riches philanthropes, de rock-stars ou de politiciens complices du système de destruction. » (052).

Cette hargne envers le réformisme est tangible dans plusieurs des textes que j'ai lus, tant et tant qu'à certains endroits, il n'était plus même besoin d'expliquer pourquoi cette solution- le réformisme- n'était pas une solution envisageable. C'est du moins l'impression qui ressort de la lecture du Journal Combat, publié par le Réseau de Solidarité des Travailleurs-euses (RSTT) qui se décrit ainsi :

« Au syndicalisme de concertation des grandes centrales, nous offrons comme alternative l'action directe contre les grands patrons, dans la solidarité et le respect de l'autonomie de nos membres. (...) (Notre) syndicalisme passe par notre autonomie face à toute forme d'organisation politique ou de bureaucratie syndicale, notre soutien pour une prise en charge des luttes par les travailleurs et travailleuses à la base, notre contribution à la construction d'une solidarité de classe dépassant les catégories sociales et la division du travail. » (041)

On le voit bien : le RSTT offre une alternative « à la concertation des grandes centrales » et se veut autonome « face à toute forme d'organisation politique », sans expliquer les raisons pour lesquelles cette organisation est essentielle, sans expliquer le principe qui se cache derrière une telle approche.

Ce rejet du lobbying doit inévitablement être mis en parallèle avec l'un des éléments du principe 3 de l'AMP : cette distance prise d'avec les « organisations à tel point partiales et antidémocratiques » se traduit au RACM, par un rejet de « tous les États et tous les gouvernements » et par une opposition à « tous les partis politiques et à toutes les ONG ». On note bien la présence de ce principe lorsqu'unE auteurE, dont le texte est publié dans Mauvaise Herbe, écrit : « À défaut de renverser et d'abolir l'État, Québec Solidaire réussira à accorder plus de légitimité au gouvernement, ne serait-ce qu'en impliquant la possibilité de le changer pour le mieux. » (014, p. 26) On aurait pu croire qu'en adoptant le principe 2 de l'AMP

(contre toutes formes d'oppression), les groupes se positionneraient tous contre l'État ou tout gouvernement. Ce n'est pas le cas : dans plusieurs documents, rien n'est mentionné sur le sujet, bien que le silence ne soit garant de rien. Cela est peut-être dû au souci de l'AMP que ses principes s'accordent avec les contextes. Par contre, dans bon nombre des documents que j'ai étudiés, la méfiance contre l'État est vive, et pour diverses raisons.

Dans certains, l'État est tout simplement vu comme étant à bannir parce qu'il participe à promouvoir la suprématie de certains groupes de personnes. Par exemple, en accusant « le débat actuel sur les « accommodements raisonnables » au Québec, de même que (...) (la) « Commission Bouchard-Taylor » » d'être « fondamentalement basés sur des préceptes xénophobes, racistes et sexistes », le Collectif Personne n'est illégale, dans sa déclaration « Accommode donc ça! », affirme : « Nous déclarons : Ni patrie, ni État; ni Québec, ni Canada! Nous refusons de nous soumettre à toute forme de nationalisme » (044, p. 5). Ailleurs, dans un document produit par le Collectif Opposé à la Brutalité Policière (COBP) qui parle de l'impunité de la police, on explique que les policiers

« savent qu'ils ont la loi de leur côté et qu'ils peuvent faire ce qu'ils veulent car l'État les protège. Le gouvernement fait parti (sic) du problème plutôt que de la solution. Nous ne devons pas nous fier à eux, ne comptons que sur nos forces! » (022, p. 13).

D'autres documents affirment, ailleurs, que l'État participe effectivement à l'oppression, mais qu'il n'est pas seul; il s'insère dans une logique à laquelle participe aussi, par exemple, le capitalisme. C'est du moins l'avis que l'on retrouve dans un article signé Rebelles Sans Frontières, publié dans le programme de la Semaine sur la culture libertaire. On peut y lire que « (p)uisque l'exploitation capitaliste et la domination de l'État patriarcal violente l'ensemble des communautés, notre résistance se doit d'être une solidarité planétaire » (016, n.p.). L'État, ici, est un des éléments problématiques.

Finalement, d'autres documents, sans nécessairement en appeler à l'abolition de l'État, laissent présager la même méfiance. En se référant au « cas de Kader¹⁵ », où

¹⁵ Abdelkader Belaoui est un réfugié algérien qui, devant le refus d'Immigration Canada de lui octroyer un statut et le risque de se faire déporter en Algérie, a trouvé sanctuaire, en janvier 2006, dans une église de Pointe-St-Charles. Au moment d'écrire ces lignes, en décembre 2008, il s'y trouve toujours.

la communauté s'est mobilisée pour offrir du soutien à ce dernier, un article publié dans la Rue Brique fait remarquer que « les frontières sont capables de nous toucher même dans nos propres quartiers. Elles font donc partie des premières lignes dans la lutte pour une communauté plus juste et plus autonome. » (009, n.p.) Ce désir d'autonomie vis-à-vis de l'État, donc, deviendrait une façon de le combattre. Si tel était le cas, la plupart des documents que j'ai lus sont de cette lutte, si l'on en croit, par exemple, ce que l'on peut lire dans celui traitant du CSA, dont l'une des particularités est justement « (son) autonomie face à l'État » (001).

2.4. Principe 4

Un appel à l'action directe et à la désobéissance civile, au soutien aux luttes des mouvements sociaux, mettant en avant des formes de résistance qui maximisent le respect pour la vie et pour les droits des peuples opprimés, ainsi qu'à la construction d'alternatives locales au capitalisme mondial.

Les membres du Réseau anti-capitaliste de Montréal adoptent deux principes qui sont en concordance avec celui-là. D'abord, ils affirment :

« (n)ous luttons aux côtés des oppriméEs et des exploitéEs qu'ils et elles le soient en tant qu'enfants, travailleurs ou travailleuses, autochtones, minorités racialisées, immigrantEs, femmes, queers, transsexuelLEs, transgenre ou autre. Nous appuyons les luttes pour la dignité, la justice et l'autodétermination par les peuples opprimés du monde entier. » (055)

Comme pour compléter ce principe, ils écrivent aussi :

« Nous sommes résolument en faveur de la solidarité directe, de l'autonomie, de l'entraide mutuelle et de l'action directe. Nous respectons qu'il y a une diversité des tactiques à l'intérieur de nos diverses luttes pour le changement social, la libération et la révolution. Nous affirmons haut et fort le droit de résister, de se rebeller et de se battre contre tous les systèmes de domination et d'exploitation. » (055)

On ne sera pas surpris de voir que des groupes comme le Projet Accompagnement Solidarité Colombie, qui envoie des accompagnateurs/trices sur le terrain, s'inscrivent tout à fait dans cette ligne-là lorsqu'ils énoncent leurs principes. En effet, ce dernier estime que

« (l) a présence physique internationale sur le terrain représente un appui important pour les communautés qui affirment leurs droits en tant que population civile vivant au sein d'un conflit armé et leur permet de renforcer leur lutte pour la Vie, le Territoire et l'Autodétermination face aux multinationales qui souhaitent imposer leur méga-projets économiques sur leur territoire ancestral. » (003, p. 0)

Mais sans nécessairement faire appel à des groupes dont les actions ont lieu à l'étranger, on retrouve aussi cette solidarité et cet appel à l'autodétermination chez des groupes qui oeuvrent ici, comme c'est le cas des Jardins de la Résistance. « Notre projet travaille à supporter les communautés en lutte pour leur dignité et leur autodétermination. Ceci inclut les communautés rurales qui sont forcées à quitter leur terre par un système économique qui favorise l'agrobusiness de grande échelle. »¹⁶ (017)

Cette même solidarité est perceptible un peu partout, comme dans ce flyer remis lors de la manifestation contre le PSP à Montebello :

« Nos manifestations et notre résistance s'enracinent dans l'organisation des luttes quotidiennes : pour la souveraineté et l'autodétermination des peuples autochtones des Amériques; pour la justice, la dignité et la libre-circulation des migrant-e-s; contre les détentions et les déportations; contre la guerre et l'impérialisme; pour la justice en milieu de travail; contre la pauvreté, pour la justice écologique; pour la libération de tous les prisonniers politiques; et en solidarité avec les mouvements de justice sociale partout dans le monde. » (049)

En ce qui concerne la diversité des tactiques, ce principe nous ramène à l'un des débats les plus connus concernant l'action directe. Ce principe est justement synthétisée ici : « la pratique de stratégies d'actions différentes mais complémentaires entre elles » (026, n. p.). Son respect, donc, impliquerait que toutes les actions soient acceptées comme bonnes. Mais en est-il réellement ainsi? Est-il même raisonnable de penser ce respect en des termes absolus? La question du respect de la diversité des tactiques est traversée par une série de débats qui viennent préciser encore plus les différentes représentations que l'on s'en fait : la violence- toute relative soit-elle- comme riposte à la violence institutionnalisée ou le pacifisme à tous crins?; diversité absolue ou balises d'orientation? Ces différentes questions entraînent une infinité de nuances dans les positionnements des différentEs auteurEs; ainsi, plutôt que de permettre d'asseoir des catégories bien établies pour étudier le discours sur la diversité des tactiques, se pencher sur la question permet de voir se dessiner le continuum de tous les positionnements possibles pour chacun de ces débats. En d'autres termes : il n'a pas émergé

¹⁶ «Our project works to support communities in struggle for dignity and self-determination. This includes rural communities who are being forced off the land by an economic system which favors large-scale agribusiness. » (017)

d'élément de discours tentant de dichotomiser la violence et la non-violence, mais plutôt une infinité de nuances entre deux pôles.

De toutes façons, il n'aurait pas été possible de définir ce qu'est une action violente versus ce qu'est une action non-violente. Cette différenciation, du moins selon ce qu'en écrivait la CASA dans un texte publié dans L'Info-Bourg, n'aurait en rien servi le débat. En effet,

« (l)oin d'aider la lutte contre l'idiotie, le dogmatisme et l'aberration humaine que représente le capitalisme, toute séparation claire opérée entre ce qui est violent et non-violent sert à affaiblir le mouvement libertaire » parce qu'elle « divise le mouvement en « bons » et « méchants », distinction entre les individus que la CASA n'est même pas prête à faire entre les défenseurs du capitalisme et ceux qui s'y opposent » (032, n.p.).

De plus, cette différenciation entre la violence et la non-violence aurait été d'autant plus difficile que les groupes eux-mêmes semblent croire que la définition de la violence qui est colportée le plus largement provient avant tout du système et non pas des mouvements de résistance. La CASA l'expose d'ailleurs bien dans le même article :

« La définition du dictionnaire (du mot violence)- « Agir sur quelqu'un ou le faire agir contre sa volonté, en employant la force ou l'intimidation »- semble s'appliquer davantage aux actions des policiers et du système judiciaire qu'aux actions de la plupart de manifestants » (032, n.p.).

Le Frigo Vert, « magasin d'aliments naturels et BIO sans but lucratif » (033), semble porter lui aussi la même analyse. En effet, on peut lire dans son dépliant:

« Nous sommes contre la violence capitaliste, impérialiste, raciste, homophobe, transphobe, ainsi que la discrimination sur la base d'aptitudes physiques et mentales. Ces vices sont responsables d'établissement de rapports de dominance et de destruction de nos communautés » (033, n. p.).

La lecture des textes n'a donc pas permis de délimiter une frontière entre ce qu'est une action directe violente et une action directe non-violente, mais elle a plutôt permis de démontrer qu'il existe une progression dans la diversité des tactiques, une infinité de possibilités de positionnement sur un continuum. Selon l'article « Nous n'aurons que ce que nous prendrons », publié dans le Journal de Grève de l'Université Populaire, sorte d'espace d'apprentissage et de partage ouvert à tous et à toutes durant la grève étudiante de 2007, puis durant la semaine de grève de 2008 à l'UQAM, cette diversité permet, « non seulement d'intégrer un spectre plus large de la population étudiante au sein du bassin de militants et militantes actives mais permet aussi d'affecter de différentes manières le pouvoir en place » (026, n.p.)

Il est dans la même veine très intéressant de constater que, même si la plupart des groupes ne s'attardent pas à définir ce qu'est la violence, on sent tout de même dans plusieurs textes que le spectre de cette dernière, telle qu'elle est véhiculée par les médias, est présent lorsqu'il est question de diffusion et de mobilisation auprès d'un large public. Exprimé autrement, on sent que si pour les groupes entre eux la question de la violence ne vaut pas la peine qu'on s'y attarde, ils l'abordent un peu par défaut lorsqu'ils élaborent un discours qui est destiné à des gens à l'extérieur du réseau militant, comme s'ils cherchaient à se justifier d'un enjeu créé par les médias et autres structures de pouvoir pour délégitimer le mouvement. On sent donc dans quelques textes un certain besoin de se justifier et de remettre les pendules à l'heure. Prenons un exemple tiré du Journal Résiste!. Dans un article au titre qui ne laisse pas place à l'ambiguïté -« Appel pour l'action directe »-, l'auteur indique que « les seules options qu'ils nous restent sont soit la reddition et la soumission ou la préparation nécessaire pour faire face à cet assaut avec détermination et protéger nos camarades. » Puis il ajoute, comme s'il se justifiait avant de se faire accuser d'un quelconque crime :

« Ceci ne devrait pas être interprété comme étant un appel démesuré à la violence. Cela veut simplement dire que l'on doit être capable de répondre fermement et de résister à la violence physique et économique de l'État. » (011, p. 6)

On aborde la « violence » des actions directes que pour se justifier que ça n'en est pas. Ailleurs, en utilisant la métaphore de la fleur, on parle « d'insectes nuisibles » (les « promoteurs immobiliers ») contre lesquels on ne veut « pas utiliser de pesticides, c'est-à-dire de moyens violents », et pour lesquels il faudra donc « développer d'autres moyens pour contrer les tempêtes » (doc. 001). Ces « autres moyens » restent très indéfinis, tout comme cette violence (ces « pesticides ») qui est (volontairement?) entourée d'une aura de mystère et qui n'est encore une fois abordée que pour dire qu'on ne veut pas y avoir recours.

Par contre, si on ne s'attarde pas en certains endroits à définir ce qu'est la violence (ou la non-violence) et qu'on semble de façon presque'unanime prôner plutôt un respect de la diversité des tactiques, ce respect ne semble pas signifier la même chose pour tout le monde et l'on retrouve de part et d'autre des critiques à cet effet. En effet, d'un côté, certainEs auteurEs s'avancent sur un terrain miné en

condamnant la légèreté de certains groupes dans leurs moyens d'actions. C'est le cas de la Mauvaise Herbe qui, dans un texte intitulé « Négation- Accepter le monde tel qu'il est : réflexions sur le positivisme militant », dénonce entre autres le fait que l' « on nous fait avaler la certitude- jusqu'à l'inconscient- qu'il est mal de prendre les armes devant l'élite » (021, p. 19). Ailleurs, on en remet : « *Si je ne peux pas danser à votre Révolution, ce n'est pas une Révolution.* –Mais danser n'est pas une révolution, et lorsque l'anti-émeute nous charge, ne venez pas nous inviter aux tamtams. » (021, p. 21) On sent bien, donc un certain désaccord vis-à-vis certaines tactiques jugées trop festives ou pas assez agressives.

À l'inverse, quelques groupes condamnent à l'avance certaines actions qui ne tiendraient pas compte du contexte dans lequel elles prendraient place, comme le fait l'auteurE du texte « Pratique et idéologie dans le mouvement de l'action directe ». On y lit qu'« il est intéressant de remarquer le développement d'un fétichisme bizarre de la violence dans la partie radicale du milieu de l'activisme ». En effet, affirme-t-on, « (m)ême s'il est important d'attaquer les éléments pacifistes et d'exposer leur réformisme, il s'est produit une glorification d'une violence qui semble détachée de la réalité sociale qui l'a produite » (023, p. 6). De façon un peu plus nuancée et vraisemblablement avec l'idée de préciser quelques points sur la diversité des tactiques, le journal L'Infobourg publie que

« (l)'action libertaire implique une forme de prise de responsabilité, et toute personne qui causerait par son action une vague de répression violente sur l'ensemble du mouvement en serait par définition responsable. (...) Toute personne qui ne respecte pas les limites des autres ne respecte pas vraiment la diversité des tactiques et se pose comme une élite à la tête du mouvement anticapitaliste, décidant seul pour lui du moment de radicaliser la lutte » (032, n.p.)

Ces considérations amènent du coup une autre question centrale au débat sur le respect de la diversité des tactiques, à savoir : la diversité doit-elle, pour une raison ou une autre, être balisée? Probablement, si l'on en croit par exemple la réponse qu'ont donnée les groupes lors (entre autres) du Sommet des Amériques à Québec à ces critiques où l'on a proposé « la formation de trois blocs, afin que nos actions aient lieu à l'intérieur de zones clairement désignées et physiquement délimitées » (032, n.p.), tel qu'expliqué dans l'article « On passe à l'action » de l'Infobourg : un bloc rouge, réservé aux action « de perturbation »; un bloc jaune, réservé aux

actions d' « obstruction »; et un bloc vert, où se tenait une manifestation « festive ». Les risques d'arrestation variaient en fonction du bloc où se tenaient les militantEs (032, n.p.).

2.5. Principe 5

Une philosophie organisationnelle fondée sur la décentralisation et l'autonomie.

On a déjà abordé le principe « anti-autoritaire » du Réseau anti-capitaliste de Montréal lorsqu'il a été question du principe de l'AMP qui dénonçait les attitudes de lobbying parce que les organisations qui optent pour ce type de stratégie « visent à récupérer les luttes sociales afin de les intégrer aux systèmes d'exploitation dominants. » Mais le principe anti-autoritaire du RACM implique aussi ceci : « Nous prônons un mode d'organisation horizontal et populaire, par et pour les peuples qui confrontent directement l'exploitation, l'oppression et l'injustice. »

Comme il en a été question déjà, les groupes dont les textes ont été retenus s'organisent autour de ce principe d'horizontalité et d'autonomie. Il n'est donc pas étonnant que l'on puisse conclure que tous les groupes dont il est ici question portent, implicitement ou explicitement ce principe. C'est le cas de la Rue Briqué, qui, rappelons-le, fait aussi partie du RACM. « La Rue Briqué est un collectif autonome et autofinancé qui se donne le mandat de diffuser de l'information crédible sur les enjeux des quartiers du Sud-Ouest d'un point de vue libertaire. » (037, p. 1). C'est probablement à cause de leur culture antiautoritaire que l'autonomie face à toute forme d'autorité illégitime est aussi constante dans l'affirmation des principes.

Cette affirmation est d'une réelle importance. D'abord parce que, je l'ai dit, elle permet aux individus de se reconnaître et de se regrouper entre eux, mais aussi parce que les principes ont une influence capitale sur la façon de s'organiser à l'interne : il ne suffit plus d'affirmer être contre les rapports de pouvoir et la centralisation, encore faut-il montrer l'exemple. À ce titre, le Ste. Emilie Skillshare permet de bien comprendre cet enjeu.

« Le Ste. Emilie Skillshare à St-Henri est un espace géré collectivement par la communauté, constitué de prime abord par des queer, gens trans, personnes de

couleurs, et personnes autochtones ('indigenous') (qui) (...) représente un point focal d'énergie concentré à briser le paysage culturel dominant, à travers la représentation de soi et l'empowerment (...). La façon qu'on choisit pour faire ça, en mettant les moyens de production culturelle directement dans les mains des gens, en privilégiant des projets DIY et en s'organisant avec une structure antiautoritaire et anti-capitaliste, représente une réappropriation du territoire culturel traditionnellement gardé par l'état et les corporations. »¹⁷ (009, n.p.)

Ainsi, les moyens d'atteindre les objectifs correspondent aux principes énoncés et influencent directement la façon de s'organiser. On devine la même logique aux Jardins de la Résistance: « En tant que collectif, nous sommes dédiés à travailler de façon autonome, non-hiérarchique et en solidarité avec l'unE l'autre. »¹⁸ (017) Les exemples à ce sujet ne manquent pas parce que tous les groupes étudiés s'organisent en fonction de leurs principes, même si ce lien n'est pas toujours aussi explicite que dans les deux extraits précédents.

Par contre, l'autonomie et l'horizontalité me permettent d'aborder une question que je m'étais promis, plus tôt, d'examiner : celle de l'apparente contradiction entre, d'une part, la très grande autonomie des individus qui ne doit jamais être enterrée par la volonté d'un groupe ramenée et, d'autre part, la prime importance de l'enracinement et de la collectivisation des luttes. J'annonce que ce qui paraît comme une contradiction à l'externe est un débat de première importance à l'interne.

À titre d'exemple, le journal Anarkhia présente le débat entre la synthèse anarchiste et le plate-formisme. La première approche, que j'ai déjà abordée, tente de réunir plusieurs individus de tendances anarchistes différentes au sein d'un même groupe; la seconde propose de réunir les militantEs anarchistes sur « la base plus ou moins achevée d'un programme homogène » (Ruptures, Marc-Aurel, cité dans 013, p. 3). Il est convenu d'admettre que ces deux approches sont diamétralement opposées en terme de place accordée aux individus et en terme de « responsabilité collective », qui « est l'idée que chaque militant de l'organisation

¹⁷ "The Ste. Emilie Skillshare in St-Henri is a collective run community run space, made up primarily of queer, trans folk, people of color, and indigenous people (that) (...) represents a focal point of energy aimed at breaking out the dominant cultural landscape, through self-representation and empowerment (...). How they choose to do this, by putting the means of cultural production directly into people's hands, privileging DIY projects and organizing themselves with explicitly anti-authoritarian and anti-capitalist structures, represents a reappropriation of the cultural territory traditionally held by the state and corporations" (009, n. p.).

¹⁸ « As a collective, we are committed to working autonomously, non-hierarchically and in solidarity with each other in order to resist capitalism and imperialism." (017)

représente cette organisation dans ses actes et est responsable d'elle » (selon Diego Trouda, cité dans 013, p. 3). Si les plate-formistes ont adopté ce principe tel quel, le journal Anarkhia cite Malatesta qui est allé « même jusqu'à la comparer à la discipline de caserne » (013, p. 3). Pourquoi expliciter en détail tout ce débat? Et bien parce qu'en bout de ligne, Anarkhia, qui se différencie tout de même énormément des plate-formistes, finit par écrire :

« (m)ais peu importe : pour notre part, nous considérons être responsables collectivement de ce qui se publie dans notre journal et de notre implication dans une plus grande organisation comme la CLAC si nous en faisons partie, car ces activités sont reliées directement à notre collectif. » (013, p. 4)

Ainsi, la question n'est pas de savoir si un individu peut partir à tout moment d'un groupe (il est évident que oui), mais plutôt de savoir : quelle place l'individualité peut occuper dans un groupe; et qu'est-ce qui concerne le groupe dans le militantisme d'une personne par rapport à ce qui ne la concerne qu'elle? C'est là qu'Anarkhia amène une nuance importante : « Mais ce qui se fait ailleurs, comme dans une manif, relève de la responsabilité individuelle, car nous ne sommes pas organisés sur cela. » (013, p. 4).

On aura remarqué que l'on ne retrouve pas de réponse claire ici, mais je tenais simplement à présenter le débat tel qu'il est abordé dans les écrits que j'ai étudiés : à un bout du spectre, les tenantEs de la théorie que le mouvement anarchiste souffre de « l'absence de principes fermes et d'une pratique organisationnelle conséquente (013, p. 3) proposent la plate-forme; à l'autre bout, il y a celles et ceux qui ne croient pas que le groupe devrait exercer sur l'individu quelque contrainte que ce soit et qu'il faille plutôt composer avec les tensions que de les étouffer derrière un « programme ».

Cette différenciation n'est pas sans relever un autre élément important, c'est-à-dire celui lié à l'identité différenciée au sein même de la culture libertaire. Si les tensions probantes entre les libertaires et l'extérieur (les « osties de crosseurs » (007), entre autres) sont facilement identifiables, qu'en est-il des tensions internes du mouvement? En d'autres mots : qu'est-ce que le « nous-libertaire »? En fait, y'a-t-il un « nous-libertaire »?

En certains endroits, on croirait ce cas réglé : « Malgré nos petites différences liées à nos écoles respectives, nous oeuvrons ensemble dans un but commun, celui de combattre l'état et le capitalisme par la révolution. » (013, p. 2). Ailleurs, par contre, on comprend bien que les divergences sont causes de mésententes. Devant les propos anti-plateformistes dans un livre récemment publié, un militant répond à son auteur : « Ton opposition au plateformisme ne doit pas te faire oublier que nous sommes... libertaires! » (019, p. 31), comme s'il reprochait à son interlocuteur de ne pas faire preuve de la cohésion d'idées découlant du fait d'être libertaires tous deux.

On remarque donc deux tendances à cet effet. D'abord, certains textes usent du « nous » comme si leurs auteurEs se sentaient partie prenante d'une communauté d'esprit. En ce sens,

« si les libertaires sont souvent d'accord dans les groupes, ce n'est pas parce qu'il y a eu une réunion la veille pour décider de « la ligne » mais bien parce qu'ils et elles partagent un ensemble de valeurs et de pratiques propres à leur courant politique. » (019, p. 5-6)

À l'opposé, il y a les militantEs ditEs « électrons libres » qui refusent de s'identifier à une communauté d'esprits et qui croient que « le tout commence par une réflexion, par une révolution personnelle, une révolution envers soi-même. Il est nécessaire de changer notre perception de nous-mêmes ainsi que la vision du monde qui nous entoure. » (016) Ces différenciations remarquées, il est intéressant de voir comment les divergences d'opinion sont rationalisées et, dans une certaine mesure, comment le mouvement peut, malgré elles, continuer de fonctionner et d'être perçu comme un tout syncrétique. Par exemple, la fleur du document sur le CSA : le cœur est le noyau qui se différencie des pétales, qui se différencient des abeilles. Ou encore, de façon plus pragmatique, « si vous êtes d'accord avec ce qui est écrit dans ce journal, commencez dès aujourd'hui à vous organiser avec vos frères et sœurs de classe » (002, p. 8), de sorte que la ligne soit clairement marquée entre « nous » (de « même classe ») et « eux » (les autres classes)...

Un phénomène intéressant qui me semble lié à ce débat est ce lui de l'anonymat, qui est une tendance très répandue dans les textes que j'ai étudiés. Si quelques uns sont signés, la plupart des auteurEs ne s'annoncent pas. Souvent, les textes seront signés par les groupes, comme c'est le cas du Comité des Sans-Emploi / CLAC-

Logement qui écrit : « nous encourageons tous et toutes à se lever et à s'organiser devant la machine du capital » (017, p. 1). Le « nous » est fréquent, ce qui prouve peut-être simplement que si les textes sont signés par les collectifs, c'est sans doute que les textes sont travaillés en collectifs. Comme l'exprime bien Anarkhia dans son article sur la synthèse anarchiste où l'on discute de la place des différentes écoles de pensées dans un mouvement cohérent: « l'individualisme disparaît vite par la trappe. Après tout, quel besoin pour un individualiste de s'organiser » (013, p. 4).

Aussi, si l'anonymat est aussi répandu, c'est peut-être parce que certains textes, comme on l'a vu dans la section sur l'action directe de confrontation, appellent à l'action directe illégale. On ironise d'ailleurs sur le sujet sur la page frontispice du Journal Résiste! où l'on peut lire :

« Merci à toutes celles et tous ceux qui ont contribué (volontairement ou non) à la production de ce journal. Pour la liste des noms, référez-vous à la GRC, ils se feront un plaisir de vous dévoiler tous renseignements personnels désirés ».

Une autre raison pour laquelle certainEs préfèrent garder l'anonymat lorsqu'elles-ils écrivent des textes réside peut-être dans les correspondances mordantes que les militantEs se renvoient entre eux-elles, si elles-ils ont des points de désaccord. Les auteurEs se répondent souvent personnellement, comme c'est le cas de la virulente attaque contre John Zerzan dont il a déjà été question. La Coalition pour le progrès en milieu anarchiste accole à ce dernier l'appellation de « gourou de secte » et accuse personnellement « l'individu Zerzan » d'être « un imposteur » et « un vulgaire vendeur de livres ». Avec des critiques de la sorte, on ne peut pas tellement se surprendre non plus que certaines personnes ne soient pas intéressées d'apposer leur nom à côté des textes qu'elles ont écrits : les représailles venant de l'intérieur sont peut-être trop grandes...

Finalement, le zine Libre et Autonome, dans l'article « Petit aperçu de l'individualisme libertaire », offre peut-être une autre piste pour expliquer cet anonymat assez répandu dans des textes où les auteurEs s'expriment au « je » tout en ne s'identifiant pas. En effet, il ne serait pas étonnant, si l'on croit effectivement qu'il faille poser « le singulier au départ afin de l'universaliser », que des individus

acceptent de partager leur expériences sans pour autant se placer au centre de la solution, surtout si cette approche a comme credo :

« j'expose, je propose, mais je n'impose pas. Voilà bien un concept hautement difficile à accepter pour ceux qui s'érigent en leaders moraux, en élite #1 du prolétariat et pour tous les autres centralisateurs opportuniste » (049).

On voit bien ici toute la sensibilité que peut ressentir le milieu face aux égéries autoproclamées et qui peut peut-être, en partie du moins, expliquer l'anonymat aussi répandu.

2.6. Les valeurs

En terminant, le moment me semble opportun pour tenter de discerner les valeurs implicites aux principes qui sont adoptés par les groupes. Il me paraît en effet intéressant de voir comment une combinaison de valeurs peut sous-tendre l'adoption d'un principe. Dans le cadre du présent travail, cela permet de voir les motivations intrinsèques derrière l'action directe.

Quelques documents énoncent clairement les valeurs qui orientent leurs agissements. C'est le cas, entre autres, de la Convergence des Luttes Anti-Capitalistes (CLAC), qui exprimait clairement celles qui sous-tendaient son action au moment du Carnaval contre le capitalisme en 2001 en invitant les gens à la créativité lors des actions directes et en défendant bec et ongles la diversité des tactiques. Après avoir affirmé son « opposition au capitalisme, à l'impérialisme, au néo-libéralisme et au patriarcat », elle précisait qu'elle « défend des valeurs d'aide mutuelle, de solidarité et de démocratie directe » (011, p. 2). On pourrait sans doute ajouter qu'à ces valeurs, lorsque l'on défend la diversité des tactiques, s'ajoutent probablement le respect de différences, l'égalité, l'autonomie et l'autodétermination.

Ce qu'il est sans doute important de souligner, c'est que bon nombre des documents ne formulent pas explicitement leurs valeurs, même si l'on peut les deviner dans plusieurs des cas. Par exemple, l'impression d'avoir à faire avec les mêmes valeurs se dégage fortement de l'énoncé de principes du zine Libre et Autonome, tiré du *Petit manuel anarchiste individualiste*, par Armand :

« Dans tous les domaines, nous sommes pour le volontaire contre l'obligatoire, pour le consenti contre l'imposé, pour le raisonnement contre la violence, pour le libre examen contre le dogme. Individualistes, nous sommes contre l'assujettissement de l'individu à une forme quelconque de l'État, contre l'absorption de l'unique dans l'âme collective, contre le contrat forcé, contre l'exploitation par son semblable ou la société, contre l'empiètement du non-moi, organisé ou non, sur le moi, contre les haines de races. » (057, n.p.)

3- Les objectifs

Si on lorgne du côté des théoricienNEs en action communautaire, on trouvera que de leur point de vue, « les objectifs sont les résultats que l'on souhaite atteindre au terme de la réalisation d'un projet d'action. » (Lamoureux et al., p. 159) Certaines préoccupations doivent être au centre de l'élaboration des objectifs, dont le fait qu'ils doivent « être réalistes, accessibles et bien compris », « se réaliser à un moment favorable » (« le sens du *timing* »), « rejoindre les gens non seulement au niveau de la raison, mais aussi au niveau du cœur » et « reposer sur des éléments d'éthique collective facilement identifiables » pour que « toute la communauté (puisse) appuyer ces valeurs et soutenir les actions qui visent à leur donner du sens. » (p. 159-160). On ajoute que les objectifs « sont ordinairement à court, à moyen ou à long terme. » (p. 159). C'est selon cette perspective que j'ai regardé les objectifs mentionnés dans les documents que j'ai étudiés.

Dans le discours, on remarque que ces préoccupations sont bel et bien présentes, quoique à des niveaux différents. En ce qui concerne les valeurs communes de la communauté, il est évident que toutes les actions directes ont un objectif de nature politique, elles ne sont pas irréfléchies et sans fondement et qu'elles renferment des éléments d'éthique profonds. Par exemple, dans un texte qui dénonce le secret dans lequel sont prises les décisions reliées aux transactions transfrontalières par les hommes d'État, un texte publié dans le journal Résiste! déclare que

« l'acte de résistance à la mondialisation capitaliste, davantage qu'un simple refus, s'exprime par le développement d'alternatives visant la récupération par chacun et chacune du pouvoir d'orientation de ses choix de vie, pour une démocratie directe et participative, autonome et indépendante des structures gouvernementales et des forces économiques avides de profits. » (011, p. 11).

Au-delà de la contestation et de la revendication, donc, les actions directes cherchent à matérialiser, à rendre tangibles ces valeurs. En ce qui concerne le

réalisme des objectifs, comme celui de faire tomber le capitalisme que l'on retrouve en plusieurs endroits, certainEs le trouveront discutable alors que d'autres ne désespèrent pas de les atteindre. C'est d'ailleurs en fonction de la durée que j'ai défini ici les catégories d'analyse de discours : on retrouve dans la littérature anarchiste auto-produite des objectifs qui sont formulés à long, moyen et court termes. Évidemment, cette catégorisation est plus ou moins précise parce que les textes n'affirment pas, dans la très grande majorité des cas, dans quel espace-temps on souhaite atteindre ces objectifs. Aussi, très souvent, les objectifs présentés par un seul des collectifs peuvent être aléatoirement à court, moyen et long termes, ce qui laisse à penser que les différenciations telles que je les organise ici ne sont pas nécessairement présentes dans l'imaginaire libertaire.

J'ai défini les objectifs à long terme exposés par les groupes antiautoritaires comme ce qui se rapproche de l'idéal anarchiste, ce que les plus pragmatiques associent trop souvent à l'irréalisable, ce qu'on pourrait appeler, avec une définition qui varie d'un individu à un autre, l'utopie. À moyen terme, on retrouve les objectifs qui, pour être atteints, devront s'inscrire dans la durée, sans toute fois correspondre à l'idéal complet de l'idéologie anarchiste. On pourrait dire qu'ils sont ceux qui constituent en une première étape de l'utopie. Finalement, les objectifs à court terme relèvent de l'immédiat et du tangible. Voyons voir comment les extraits choisis nous éclairent sur le sujet.

3.1. Objectifs à long terme

Certains collectifs travaillent ouvertement et explicitement pour

« (l')abolition du salariat, de l'argent et du « marché », (la) socialisation de la production et de la distribution, (l') abolition de la propriété privée, (la) gestion de la production et de nos communautés au bénéfice de tous et toutes... en un mot, de chacun selon ses besoins, à chacun selon ses besoins » (008, p.1).

Il est aisé de comprendre, surtout dans la conjoncture actuelle, en quoi ces objectifs peuvent être qualifiés d'à long terme : s'ils constituent des éléments idéaux à intégrer à la société anarchiste idéale, mais, à moins d'être immensément optimiste, ils ne sont pas atteignables dans un avenir prochain. Rapportant les grandes lignes et enjeux d'une manifestation appelée par l'Association pour une Solidarité Syndicale Élargie (ASSE) le 21 février 2002, Le Trouble avance que

« seule l'autogestion changera la nature de l'école qui est prisonnière du système capitaliste, étatique et patriarcal. Et cette autogestion ne peut se faire sans qu'il n'y ait un changement global dans la société. À quand donc un mouvement étudiant assumant pleinement un rôle de propagateur de la révolution? » (002, p. 4).

Cela en dit beaucoup sur le travail qu'il y a à faire avant d'atteindre l'autogestion dans le système d'éducation (qui serait déjà un changement majeur et près de l'idéal libertaire) : la révolution, rien de moins. À ce titre, d'ailleurs, l'autogestion est souvent présentée comme la planche de salut de la misère humaine, comme c'est le cas dans l'extrait suivant : « Le Collectif du Trouble croit que la seule voie de libération humaine réside dans l'autogestion, car nous sommes pour la participation (sic) de tous et toutes à la vie sociale et aux décisions de société » (002, p. 2). L'autogestion devient dans ce contexte un objectif à long terme. Pour compléter le portrait (les exemples foisonnent), il en est de même avec le combat qu'il faut, selon certains groupes, mener au système capitaliste. Si cet exemple a été retenu, c'est aussi parce qu'il démontre à merveille l'utilité qu'a l'action directe dans la recherche de l'atteinte des objectifs à laquelle s'adonnent les groupes. En effet, l'on dans un texte sur l'importance de la diversité des tactiques en cas de grève scolaire générale illimitée,

« l'oppression capitaliste, qui assure sa stabilité et sa solidité avec violence au moyen de la mondialisation, est concrète et a des conséquences visibles sur une grande partie de la population. Sa puissance grandit à chaque jour et les problèmes qui y sont liés prennent sans cesse un nouveau visage, ce qui nous oblige à rester ouvert devant les différentes possibilités de la combattre. » (032, p. 9)

Ainsi, l'action directe, qui s'inscrit dans l'immédiat, cherche aussi à atteindre des objectifs qui s'inscrivent dans la très longue durée. Il a déjà été question du débat sur le réalisme, même s'il s'agit d'un des critères pour formuler des objectifs, selon Lamoureux et al. Quoiqu'il en soit, le pragmatisme ne semble plus ici une préoccupation, comme si les libertaires qui les formulent se permettaient de croire jusqu'au bout en leurs objectifs idéaux, sans se soucier des mêmes critères « réalistes » que leurs ennemis. On le voit dans plusieurs textes : la révolution sociale est pour plusieurs l'objectif ultime. En ce qui concerne les autres préoccupations formulées par ces mêmes auteurs, on peut présumer qu'ils sont bel et bien un guide, autant en ce qui a trait à la passion qui se doit d'agiter les participantEs qu'aux éléments d'éthique collective. Même la question du *timing* n'est pas laissée pour contre puisqu'on peut

imaginer que la révolution sociale, par exemple, ou l'effondrement du capitalisme se ferait au moment opportun.

3.2. Objectifs à moyen terme

J'évoquais plus haut que les objectifs à moyen terme pourraient être considérés comme la première étape d'un processus qui viserait une utopie. Par exemple, si l'utopie anarchiste rêve à une communauté de réseaux autonomes et solidaires, « à moyen terme », le Réseau Anarchiste en Milieu Étudiant (RAMÉ) poursuit le but d'« être constitué de groupes locaux, et ainsi devenir un réseau de groupes » (045). On saisit le même genre de logique dans les propos que l'on peut lire dans le dépliant du CSA : « éventuellement, d'autres fleurs pousseront, dans les bâtiments voisins et dans les espaces extérieurs » (doc. 001), ce qui, à long terme, pourrait donner naissance à l'idéal anarchiste d'un réseau de projets autonomes. On peut déduire le même genre d'esprit derrière les bases de la Pointe Libertaire, dont « le but premier (...) est d'agir dans le champ politique afin de créer une dynamique vers l'autogestion du quartier Pointe-St-Charles » (045). On saisit bien la nuance : l'objectif premier n'est pas l'autogestion du quartier Pointe-St-Charles, dont la pleine réalisation colle bien à l'idéal anarchiste, mais bien de « créer une dynamique vers l'autogestion », ce qui peut être complété avec des actions de mobilisation. Je reviendrai sur cette autogestion, mais ici, elle prend la forme d'un élément parmi une constellation d'éléments de l'idéal anarchiste; en ce sens, atteindre l'autogestion n'équivaut pas à atteindre l'anarchie. Pareillement, atteindre l'émancipation de l'esprit s'avèrerait une tâche des plus ardues à atteindre; cela est très différent de l'objectif à moyen terme de la Mauvaise herbe, objectif qui réside davantage dans le processus d'émancipation :

« C'est par nos projets apolitiques, sociaux et écologiques, et nos activités ludiques et économiques (...) parallèles aux attaques envers la civilisation que nous pouvons de plus en plus nous sentir émanciper de toutes ces contraintes autoritaires (propriété privée, travail forcée, contrôle sociale) » (021, p. 4).

On voit très bien ici comment sont articulés au sein d'un même groupe les objectifs à moyen et à long terme, puisque l'on retrouve tout de suite après le dernier extrait, dans le journal La Mauvaise Herbe l'extrait suivant, qui se rapproche beaucoup plus

de l'idéal libertaire plus large, et qui sont par le fait même des objectifs à long terme :

« La décroissance dans la production/consommation, la transformation de la condition d'existence esclavage-travail à une forme de travail plus plaisant, et le démantèlement de toute infrastructure nuisible, autant au niveau de la contamination que celles –les mécanismes sociaux- nous menottant à une façon de vivre, sont pour nous un objectif commun que nous voulons partager et faire avec vous et d'autres. C'est à nous tous et toutes de prendre les moyens nécessaires d'y arriver. » (021, p. 4)

Finalement, certains objectifs se trouvent à cheval sur le court et le moyen terme, comme le sont ceux poursuivis par le Collectif de Recherche sur l'Autonomie Collective (CRAC), dont le travail s'inscrit dans l'esprit de la recherche-action. Si à court terme, il est possible, en réalisant une recherche, « de relier les deux ambitions (la recherche et l'action) à travers des processus de va et vient entre l'une et l'autre, favorisant la participation de touTEs », c'est plutôt à moyen terme que « cette démarche est conçue pour avoir des retombées positives pour les milieux, militants dans le cas qui nous occupe. » (039)

Les préoccupations amenées par Lamoureux et al. (2002) en ce qui concerne le réalisme sont ici un peu plus tangibles. On peut le constater entre autres dans le dernier extrait où l'auteurE précise que c'est « à nous de prendre les moyens nécessaires », présumant ainsi que les dits moyens nécessaires existent vraiment, répondant au souci de réalisme des objectifs.

3.3. Objectifs à court terme

Les objectifs à court terme, dans les écrits que j'ai étudiés, peuvent être regroupés sous différents ordres. D'abord, il y a tous les objectifs qui peuvent être atteints par ce qui émane des relations sociales : discuter, débattre ou partager des connaissances. Donc un groupe qui fournirait un espace pour ce que genre de rencontres puissent avoir lieu ou qui chercherait à mettre en réseau des gens dans le même but poursuivrait ce genre d'objectif. C'est le cas du DIRA qui

« cherch(e) à créer un espace de diffusion de la pensée libertaire et des alternatives qui en découlent » et qui le fait en prêtant des livres et en mettant à disposition des journaux, archives et zines issus du mouvement libertaire. (48, p. 4)

C'est aussi le cas des Jardins de la Résistance, dont certains objectifs, une fois sur la terre, peuvent être atteints dans l'ici et le maintenant : « Le projet vise à entretenir

un espace dans lequel on peut développer la créativité, des habiletés et des techniques favorables à une agriculture qui soit respectueuse de la terre. »¹⁹ (017)

D'autres objectifs peuvent être atteints à court terme par des actions directes si ces dernières s'inscrivent dans l'esprit de « perturber l'infrastructure capitaliste en bloquant les principales artères, en forçant les entreprises à fermer, en détruisant la propriété des corporations et de la police et en empêchant la tenue d'importantes rencontres » (011, p. 4), tel que formulé dans le journal Résiste! du Sommet des Amériques. Même si certaines des actions directes guidées par ces objectifs peuvent prendre un temps considérable à être préparées, souvent, ces derniers peuvent être atteints en même temps qu'est menée l'action. Bloquez l'Empire, par exemple, dont le

« travail au niveau local vise à perturber et à affecter directement les intérêts de ceux qui participent et/ou sont complices des ces systèmes (le patriarcat, le racisme et toutes formes d'oppression), que ce soit les entreprises qui contribuent à la guerre et à l'occupation et en profitent ou les bases de l'empire états-uniens et de l'État canadien » (044, p. 20),

pourrait voir son objectif de « affecter » atteint en une seule action bien menée si cette dernière déstabilise suffisamment sa cible.

Si l'on se rapporte à la classification de Lamoureux et al. (2002) sur la nature des objectifs, on peut conclure que les objectifs à court terme tels qu'énoncés dans les documents analysés y répondent. Il est en effet facile d'admettre que ces objectifs sont à la fois réalistes et accessibles, qu'ils s'inscrivent dans un contexte qui soit favorable puisque le momentum est créé par les groupes et qu'ils servent à concrétiser des valeurs portées par les militantEs qui y participent. On peut aussi présumer que pour les gens qui s'y impliquent, les objectifs les passionnent.

3.4. L'autogestion

Je conclurai cette section en abordant la question de l'autogestion qui a souvent été abordée dans les extraits sur les objectifs, mais qui reviendra aussi lorsque j'aborderai les stratégies et l'organisation, parce qu'elle peut servir à la fois l'un et

¹⁹ « The project aims to foster a space in which to develop creativity, skills, knowledge and techniques towards an agriculture which is respectful of the earth. » (017).

les autres. L'autogestion comme objectif est fortement liée à l'idéal anarchiste; un groupe parfaitement autogéré, en ce sens, serait un groupe autonome, libre de tout rapport de pouvoir face à l'État, à n'importe quelle corporation ou en son sein. Évidemment, cela constitue un travail de longue haleine et demande de la persévérance et de la communication fluide entre les membres du groupe; c'est une tâche de tous les instants, réussir à atteindre cet idéal de l'autogestion. On peut donc considérer l'autogestion, la pure, comme un objectif. En même temps, la meilleure façon de se coordonner pour atteindre l'idéal autogestionnaire est... l'autogestion. En ce sens, avec la confrontation, la construction d'alternatives et la subversion, on retrouve aussi l'autogestion comme stratégie de préfiguration. Finalement, en cherchant à fonctionner de manière autogestionnaire, les groupes finissent par s'organiser de la sorte; l'autogestion devient aussi leur mode organisationnel pour vivre ces objectifs et ces stratégies au quotidien. On assiste donc, dans le discours, à des textes qui parlent de l'autogestion comme d'un idéal; de l'autogestion comme façon d'éliminer des intermédiaires ou de délégitimer des rapports de pouvoir, ce qui est vu comme une stratégie; et de l'autogestion comme base d'organisation, comme mode de fonctionnement. Le sens que prend cette appellation peut donc varier en fonction du contexte. Si je reviendrai en temps et lieux sur l'autogestion comme stratégie et comme mode organisationnel selon ce qu'il en est dans les documents que j'ai étudiés et lors de la discussion, on peut tout de même présumer tout de suite que cette autogestion est au cœur de l'action directe comme moyen de renforcer les liens sociaux.

4- Les stratégies

Encore une fois, tournons-nous vers la définition des théoricienNES de l'action communautaire : une stratégie « est l'art de coordonner les actions pour atteindre un objectif », selon Lamoureux et al (p. 160). L'action directe comme stratégie a déjà été effleurée lorsque j'ai parlé plus haut de la classification de Day (2005) selon le type d'action opéré par les groupes antiautoritaires. Je le rappelle donc : sa classification inclut la confrontation des institutions existantes, la construction

d'alternatives à ces institutions, leur subversion par le ridicule et la préfiguration dans l'ici et maintenant de l'avenir souhaité.

Précisions d'emblée que l'action directe peut être considérée comme une stratégie parmi d'autres pour atteindre les objectifs que l'on se fixe en tant qu'individu ou groupe : elle vise à délégitimer les pouvoirs en place- l'objectif- en agissant sans intermédiaire –les actions-. Si l'action directe peut aussi être considérée, on l'a dit, comme un principe et comme un moyen, je me concentrerai ici sur les différenciations importantes énoncées dans les textes étudiés quant aux approches utilisées pour en arriver à atteindre les objectifs.

4.1. La confrontation

L'action directe de confrontation ne se veut pas gratuite ou irréfléchie, elle est sous-tendue par des positions politiques et sociales claires. C'est d'ailleurs ce que démontre bien un texte du Collectif Opposé à la Brutalité Policière (COBP) qui explique que ses membres sont « animé-e-s d'un désir de renverser la vapeur, de créer un rapport de force » contre le pouvoir policier. Ainsi, on en appelle à « s'organiser sur nos propres bases » et à créer des liens de solidarité « parce que ces inégalités et abus de pouvoir se vivent ailleurs aussi » (034, p. 2). Derrière l'action directe de confrontation, donc, une analyse politique complexe.

Dans la catégorie des stratégies de confrontation, certaines différenciations me sont apparues à la lecture des textes qui défendaient ou appelaient à ce type d'actions directes. Il y a d'abord l'action directe de confrontation comme stratégie de « défense », où l'action directe est perçue comme une façon de se protéger contre les structures menaçantes du système. On appelle alors à une panoplie d'actions diverses que l'on justifie comme autant de moyens de défense contre des entités oppressantes. On retrouve ensuite l'action directe de confrontation basée sur la logique de la perturbation, c'est-à-dire que l'action directe cherche dans ces cas-là à bloquer ou à ralentir les structures d'oppression, bref, à ébranler le système en place, à le déstabiliser. Finalement, la troisième sous-catégorie que j'ai définie en ce qui concerne l'action directe de confrontation est celle qui s'inscrit dans un esprit d'anéantissement qui naît d'un désir de destruction d'un système qui perpétue les

inégalités. En ces sens, l'anéantissement équivaut à tout recommencer, donc à ne laisser aucune place au réformisme.

4.1.1. ...comme stratégie de défense :

Les appels à l'action directe peuvent être faits sur la base de la défense envers différentes structures de pouvoir illégitimes, selon l'analyse des groupes et des auteurEs, à commencer par l'État, comme le démontre un extrait tiré d'un « Appel à l'action directe » lancé dans le journal Résiste! à l'occasion du Sommet des Amériques en 2001. René Martel en appelle à « faire face à l'assaut avec détermination » en étant « capable de répondre fermement et de résister à la violence physique et économique de l'État » (011, p. 6). Ailleurs aussi, le système politique est visé, lui qui pour certains, tente de tout contrôler, jusqu'aux réseaux de solidarité qui naissent « en dehors des programmes de l'État » (007, p. 7). Cette analyse en pousse plusieurs à préconiser l'action directe comme moyen de défense: « Plus que jamais, l'heure est à l'autonomie, à la combativité, à la réplique sociale. Faudra-t-il d'autres coups de pieds au cul de ce gouvernement pour réveiller les troupes? » (007, p. 7) Mais l'État n'est pas la seule menace : le capitalisme génère lui aussi son lot de conséquences néfastes, tant sur le plan humain que sur le plan environnemental, qui sont, dans la plupart des textes, intrinsèquement liés. Par exemple, on peut lire dans la Mauvaise Herbe :

« À défaut d'avoir réussi à abolir le capitalisme et la société industrielle, la nature va nous forcer la main, il ne peut y avoir d'autre issue. C'est la question même de l'écologie : il faut réintégrer notre rôle dans la balance ou s'éteindre.» (014, p. 35)

À ces menaces diverses et devant l'urgence qui transparaît dans une très grande proportion des textes, les options restantes semblent peu nombreuses : « la reddition et la soumission ou la préparation nécessaire pour faire face à cet assaut avec détermination et protéger nos camarades, amiEs et communautés par tous les moyens nécessaires. » (011, p. 6), expose encore René Martel dans Résiste!. Cette opinion semble d'ailleurs partagée par plusieurs auteurEs et elle est aussi véhiculée dans un texte qui expose les raisons pour constater que « les élections sont un simulacre de démocratie » :

« Il ne nous reste donc plus qu'à redoubler d'ardeur pour défendre nos droits contre les attaques de l'État et du patronat en s'organisant dans nos comités de quartier, nos syndicats, étudiants ou non, et nos groupes populaires. » (008, p. 3)

Ainsi l'action directe est souvent analysée comme étant une riposte à une menace beaucoup plus grande que soi et elle est présentée comme nécessaire, voire vitale et il n'est pas étonnant de constater qu'une action puisse être, aux yeux des militantEs, considérée comme « illégal(e), mais légitime » (doc. 001), comme c'est le cas dans le prospectus sur le Centre Social Autogéré. Dans le même sens, les représentants de la loi sont la plupart du temps diabolisés (j'y reviendrai plus bas, mais parmi tant d'autres : « la présence baveuse, arrogante et méprisante, comme à l'habitude du Service de police de la Ville de Montréal » (031, p. 4)) et le système de justice s'en trouve en tous temps délégitimé. Une preuve en ce sens est aussi le fait que les prisonniers-prisonnières sont perçuEs comme des prisonniers-prisonnières politiques, comme on peut le lire dans L'Agent Provocateur : « La police a procédé à plus de 3600 arrestations politiques entre 1996 et 2005 au Québec, dont 2200 rien qu'à Montréal » (020, p. 7)). En ce sens, la loi et l'ordre, tels qu'ils sont présentés, sont sans cesse discrédités. Ailleurs : « La police abuse de ses pouvoirs presque systématiquement et particulièrement envers les personnes non-conventionnelles, les pauvres, les jeunes et celles qui remettent en question les autorités », 042, n. p.), ce qui légitimise d'autant plus le fait de ne pas s'y soumettre.

Employer l'action directe pour se défendre implique en quelque sorte que l'on soit attaqué, en position de victime face à une menace. Pour certains groupes, si l'indigence est réelle, il faut contre-attaquer et ne pas rester en position défensive. C'est alors que l'action directe de défense peut se mélanger à l'action directe de perturbation. Par exemple, dans un argumentaire distribué lors de la manifestation de Montebello contre le Partenariat pour la Sécurité et la Prospérité (PSP) en août 2007, on peut lire :

« Alors que Bush, Harper et Calderon se réunissent avec les grands capitalistes, un réseau d'activiste anticapitaliste prônant l'action directe, provenant du Québec et de l'Ontario, unis par les principes de l'Action Mondiale des Peuples (AMP), tenteront de perturber le Sommet. Nous ne demanderons pas aux chefs et agents du PSP, ni aux gouvernements, d'être plus gentils. Nous n'avons aucun intérêt à négocier les termes de notre misère ou à être achetés pour des miettes. »

Ainsi en partant de la constatation qu'ils et elles sont en situation « d'insécurité et de misère », plutôt que de simplement se défendre, ils et elles préparent une riposte

qui passe par la perturbation. Cet entrelacement entre la perturbation et la défense trouve d'ailleurs écho ailleurs. Par exemple, quelques textes présentent des trucs pour agir en toute illégalité, mais réussir à échapper des mains des policiers. Parmi eux :

« (s)il y a un autre groupe se retrouve encerclé, aidez-les à passer la ligne de la police en attaquant par derrière, lorsque c'est possible. Se faire frapper dessus à coups de bâtons fait mal. Des morceaux de contre-plaqué, des couvercles de barils métalliques, des barils sciés en deux, etc. font d'excellents boucliers » (011, p. 6).

4.1.2. ...comme stratégie de perturbation :

L'action directe est utilisée comme stratégie de perturbation dans des sphères très variées, allant des luttes concrètes et événements précis, jusqu'à la résistance quotidienne. Pour certainEs, comme pour le ou la militantE interviewéE dans la Mauvaise Herbe, ces actions se font « (p)our la psychologie de la chose, pour le climat de peur que ça peut inspirer chez la cible, pour déranger au maximum en somme. » (014, p. 6) En avril 2001, à l'occasion du Sommet des Amériques, on pouvait lire : « La Journée d'action respectera la diversité des tactiques et cherche à perturber le plus possible la tenue du Sommet des Amériques. Nous invitons le plus de gens possible à se mobiliser pour de l'action directe (...). » (011, p. 2) On le voit bien : l'action directe pour déranger cette rencontre au sommet, pour ébranler au maximum le cours « normal » des choses, et éventuellement, le faire dérailler. On retrouve cette perspective beaucoup dans le vocabulaire que l'on peut aisément associer à la lutte et au combat. Que l'on pense aux « commandos bouffe » ou à la campagne « Allons les débusquer! » (007, p.1), qui cherchait à aller « déranger » les « crottés en cravate » là où il se trouvent de la CLAC-Logement/ CASA, on voit très bien émerger cette réalité.

À l'autre bout du spectre, il y a l'action directe quotidienne, celle qui perturbe le lieu de travail, le rapport humain inégal ou l'institution de l'État. À propos de deux employéEs qui auraient été suspendus après avoir eu des rapports sexuels durant les heures de travail, on peut lire :

« Le Trouble voudrait féliciter ces deux personnes pour avoir su comment bien refuser la cadence de travail imposée par leur boss. En fait, cet acte de résistance sur le lieu de travail relève de l'équivalent d'un arrêt sauvage de la production. Ça te tentes (sic) plus de travailler? Baise! Ça te tentes plus de suer pour ton boss? Va suer pour ton amantE! » (002, p. 8).

Ainsi, toutes les actions directes qui perturbent sont les bienvenues- bien évidemment, il pourrait ici être question du principe de respect de la diversité des tactiques, mais il en sera question plus loin. « La lutte et la dénonciation devront se faire sur tous les fronts. Il faut bloquer le processus normal du spectacle politique » (011, p. 1), peut-on lire dans le journal *Résiste!* publié juste avant le Sommet des Amériques en 2001. On a souvent l'impression, comme c'est le cas dans cette dernière publication, que les appels aux blocages et à la perturbation cachent souvent un autre désir encore plus radical : l'anéantissement des structures d'oppression. Un exemple probant le démontrant vient du flyer distribué par la CASA à Québec intitulé « Avril 2001 : Le capital débarque en ville ». On y lit : « En attendant de voir le capitalisme s'effondrer sous les coups de butoir d'un nouveau mouvement révolutionnaire la CASA veut faire dérailler la ZLÉA pour ébranler le pouvoir des dirigeants des Amériques » (047). Le lien entre l'action directe de perturbation et de d'anéantissement est là : l'un est la suite logique de l'autre.

4.1.3. ...comme stratégie d'anéantissement :

Dans un texte qui avance entre autres que « dans l'anomie, il y a volonté », donc que le renoncement de l'individu « devant la désunion sociale » peut être perçu comme une force pour le mouvement révolutionnaire, UnE membre du collectif De l'ostie d'marde écrit qu'il faut s'assurer de canaliser la colère des gens anomiques pour ne pas qu'elle s'oriente vers « la norme », mais plutôt vers « l'éclatement ». On conclut : « Que toutes les bombes explosent en même temps » (024, n.p.) : on saisit donc qu'il y a un désir de voir même les gens les plus blasés se révolter contre la structure pour l'abattre. Ce désir de destruction se retrouve un peu partout dans les textes que j'ai analysés, comme dans le journal *C'est arrivé près de chez vous* qui écrit, pour mobiliser les gens à sa nouvelle campagne de ciblage individuel des « crosseurs et des profiteurs » : « La capitalisme ne tombera pas tout seul, aidons-le! ». Le journal *Anarkhia* semble presque faire écho à cet appel de mobilisation en écrivant que ses membres ont réussi à mettre de côtés leurs « petites différences » pour « combattre l'état et le capitalisme par la révolution » (013, p. 2). On saisit

bien qu'il ne s'agit plus seulement ici de déranger le système, mais bien de s'organiser entre individus et groupes dans une logique de combat. L'appel à l'action directe lancé par la CASA dans Résiste! fait d'ailleurs bien le pont entre cet esprit de combat et l'action directe qui devrait servir à « détrui(re) la propriété des corporations et de la police » (011, p. 6)

4.1.4. Les ennemis

Avant de poursuivre en examinant les autres catégories de stratégies tels que retrouvés dans les documents que j'ai étudiés, il est sans doute important d'examiner un élément qui rassemble les trois types d'action directe de confrontation tels que je viens de les expliciter avec les extraits des documents : l'ennemi. Dans ce contexte, l'ennemi réfère à tous les aspects qui font référence à ce qui est antagonique à l'idéal anarchiste. Selon l'analyse que j'en ai faite, cette catégorie est constituée de trois éléments distincts.

A) Les représentation de l'ennemi : D'abord, on retrouve des éléments de discours qui rapportent à la représentation de l'ennemi, c'est-à-dire des idiosyncrasies particulières de l'adversaire en tant qu'entité globale. Les ennemis sont alors regroupés sous un vocable très général qui laisse penser que tous les adhérents ou membres de cette entité sont considérés comme des ennemis. C'est le cas, par exemple, de la police, comme dans l'extrait d'un article publié par le Collectif Opposé à la Brutalité Policière (COBP) qui a déjà été rapporté sur « la présence baveuse, arrogante et méprisante, comme à l'habitude du Service de Police de la Ville de Montréal (SPVM) » (031, p. 4) lors d'une manifestation anticapitaliste. On le voit bien dans ce cas-ci, le SPVM est une entité globalisante qui revient, manifestations après manifestations et peu importe les individus qui le constituent, confronter les manifestantEs. Ailleurs, lorsqu'il est question d'un projet de « réaménagement » du Sud-Ouest de Montréal, on appelle, dans la Rue Brique, à la mobilisation en brandissant le spectre de l'arrivée des « riches » dans le quartier : « Nous devons tous, gens du Sud-Ouest, dire non à ce projet de riches pour les riches » (037, p. 2). L'ennemi est là et, paradoxalement, on a qu'à le désigner d'un

vocable à la signification large pour comprendre avec précision sa nature. Dans le même ordre d'idées, un des indices les plus flagrants sur la nature des ennemis lorsque l'on analyse le discours libertaire est la masculinisation presque systématique qui les désigne. En effet, alors qu'en général, les textes sont féminisés pour tous les contextes, les ennemis, eux, s'ils ne sont pas nommés, sont toujours désignés par « ils ».

« Nous devons nous organiser pour que nos voix soient entendues, pour unir nos cris, les cris des opprimé-e-s. Nos luttes ne font qu'une, nos ennemis sont les mêmes. Nos luttes visent la vie dans la dignité. Levez fièrement vos têtes : ils nous ont tout volé, sauf notre dignité. » (010, p. 2)

B) L'ennemi en tant qu'individu dans le monde : Un deuxième élément relativement récurrent est le fait de référer à l'ennemi en tant qu'individus dans le monde, c'est-à-dire que l'adversaire devient une cible précise et est nommé explicitement. Il suffirait de revenir Journal C'est arrivé près de chez-vous pour s'en convaincre. Dans un texte intitulé « Allons les débusquer! », on nomme « Charest » et « ses amis de Power Corporation, Québecor, Domtar, Merck Frost, etc. » (007, p. 1). Plus loin, dans un texte intitulé « Pour en finir avec les osties de crosseurs », on énumère des gens de pouvoir à plusieurs niveaux, allant de la politique fédérale aux multinationales et corporations en passant par le milieu du divertissement et du showbizz. De ce nombre, et dans le désordre, André Pratte, Stéphane Gendron, Denise Bombardier, Gilles Taillon et Henri-Paul Rousseau (007, p. 4). Cette publication n'est d'ailleurs pas la seule à inciter pour personnaliser une action directe. Dans son « Spécial Tarte à la Crème », le zine Libre et Autonome vend les mérites de l'entartage : « Cela permet de refuser de n'être qu'un spectateur sans pouvoir d'intervention en devenant un acteur de la nuisance contre les chefs pêtes-culs, aussi inabordables qu'ils puissent être » (049, n.p.). Voilà une façon on ne peut plus claire de manifester en face-à-face, donc d'individualiser un désaccord, avec un individu précis. Au nombre des personnes entartées par L'Internationale Anarcho-Pâtissière : Nicolas Sarkozy, Jean Charest, Pierre-Karl Péladeau et Jean Chrétien.

C) *Tactiques à employer contre l'ennemi* : Finalement, le troisième élément se rapportant à l'ennemi qu'il me semblait important de soulever regroupe les tactiques à employer contre l'ennemi qui constituent, de fait, en une justification des raisons d'utiliser l'action directe contre l'adversaire, quel qu'il soit et ces tactiques qui prennent leurs racines dans la représentation même de ce qu'est l'ennemi. Par exemple, dans l'entrevue d'unE militantE de SHAC publiée dans *Liberterre*, la tactique employée par le groupe est presque dictée par la nature de l'ennemi auquel il fait face :

« La personne visée n'est plus à l'abri derrière un bureau car la campagne le cible dans sa vie de tous les jours. Souvent ces personnes finissent par ne plus être bienvenues à certains endroits car ils passent pour des êtres cruels qui gagnent leur vie en tuant impunément des animaux » (014, p.7).

Ici, l'ennemi s'en sauve justement parce que ses pratiques ne sont pas sues de son entourage. On peut présumer que cette confidentialité lui convient. Ainsi, en allant

« chercher la cible où elle se trouve; le lundi matin et le dimanche à l'heure du souper devant sa maison, le dimanche matin à son église, une journée de la semaine à l'école des enfants du président de la compagnie qui fait affaire avec HLS » (014, p.7),

le collectif réussit à retrancher la cible dans sa vulnérabilité. Dans le même ordre d'idées, en discutant des différentes tactiques à employer lors du Sommet de Québec en 2001, on peut lire :

« Le Pouvoir a peur, il se barricade. Le Pouvoir craint pour sa légitimité. Alors pour s'imposer comme sauveur et protecteur, il crée la peur en agitant la menace du terrorisme ou de la casse. Le Pouvoir est prévisible. La surprise et la spontanéité sont ses pires ennemis » (011, p. 1).

On le voit : le Pouvoir, comme entité à abattre, est représenté comme un bloc monolithique dont les faiblesses sont surmontable de par sa nature même. En d'autres lieux, ce sera le DIY « pour minimiser la dépendance au marché » (016, n.p.) ou l'école libre comme façon de se sortir du « monopole du monde de l'éducation et de l'apprentissage » (035). Même si cela peut tomber sous le sens après-coup, il reste que dans plusieurs discours que j'ai rencontrés, on tentait de mobiliser autour de tactiques qui cherchent à atteindre le contraire de ce que prône l'ennemi; ce dernier, d'une certaine façon, détermine la tactique qui sera menée contre lui.

4.2. La construction de ressources alternatives

L'action directe de construction répond à des besoins de ressources alternatives en-dehors des systèmes institutionnalisés ainsi qu'au désir simultané de souligner l'aspect caduc et superflu des institutions du système dominant. Ainsi, stimulés par ces desseins, s'organisent des projets autour de la construction de diverses ressources. On retrouve donc des projets d'accessibilité à des locaux et à d'autres lieux physiques et, pour faire bref, on pourrait dire que ces espaces deviennent la plupart du temps des lieux que je nomme de tous les possibles. Il y a les groupes qui travaillent à la diffusion de l'information et de la connaissance, et au renouvellement des approches éducatives, trois éléments qui sont en quelque sorte liées, parce qu'ils considèrent que ces derniers éléments sont trop souvent sous le joug de pouvoirs divers et qu'il faut à tous prix les démocratiser. Il y a finalement ces collectifs dont les actions diverses s'articulent autour de l'accès à la nourriture et à d'autres besoins primaires que l'on cherche à retirer du système du capitaliste.

4.2.1. Lieux physiques :

Qu'il s'agisse d'une occupation, de la location ou (même) de l'achat d'un lieu, si son utilisation cherche à offrir une alternative au système tel qu'on le connaît, on a affaire à une action directe. À titre de démonstration, je prendrai l'exemple du projet de CSA dont il est question dans plusieurs documents que j'ai étudiés et qui devient, dans l'imaginaire des auteurEs qui le présentent, un lieu de convergence d'une multitude de projets. Le CSA permettrait à ceux et celles qui y rêvent d'aspirer à construire à la fois un projet de

« paniers d'agriculture soutenue par la communauté, un atelier de réparation de vélo, un centre de médias alternatifs avec accès Internet, une auberge de passage, une université populaire, une bibliothèque-médiathèque, une salle de cinéma, des ateliers de menuiserie et de recyclage... » (doc. 001),

ainsi qu'à un endroit où se développerait à titre d'exemple « un système d'échange local qui permettrait des échanges de services et de biens à l'intérieur du Centre » (Doc. 001), plutôt que de privilégier les échanges d'argent. Par le fait même, et la mission n'est à ce titre pas mince, on peut aussi se permettre d'aspirer à ce qu'un tel « projet vise à créer un espace autogéré dans un des bâtiments du terrain afin d'y permettre l'éclosion de projets alternatifs par et pour la population du quartier »

(009, p. 4). Comme si on souhaitait déjà répondre aux détracteurs, les auteurEs des textes sur le CSA préviennent les contre-coups : la multiplicité des projets auxquels on rêve n'en fait pas un projet impossible; elle devient plutôt une façon de convaincre les gens de s'y impliquer. « Les projets que nous aimerions voir aboutir sont nombreux. Ils sont réalistes, si suffisamment de personnes s'y investissent. » (001) D'autres exemples d'espaces relèvent de l'évidence, comme le D.I.R.A, qui sert à la fois de bibliothèque anarchiste que de lieu de rencontres, et le Ste. Emilie Skillshare, dont il a déjà été question, qui est un espace de production et de diffusion culturelles.

Ces espaces peuvent aussi chercher à construire une socialisation nouvelle, cette socialisation dépourvue de rapports de pouvoir dont on peut rêver pour son existence et, de manière plus étendue, pour l'« après-révolution », mais cette utilité sera davantage élaborée dans la section « Action directe de préfiguration ». Bref, ces espaces sont donc organisés autour des principes anticapitalistes et/ou antiautoritaires formulés partout, souvent en des termes quelque peu différents, mais qui renvoient à peu près à ceux-ci : des espaces « d'échange, de rencontre, de débat, de détente et d'action qui permettrai(en)t de créer des liens sociaux différents de ceux que nous impose la vie urbaine contemporaine. » (Doc. 001)

4.2.2. Information, Éducation et Connaissances :

D'autres actions directes de construction visent davantage ce qui touche à la diffusion de l'information indépendante et des connaissances à partager ainsi qu'une éducation libre. Le projet Livres pour les Prisonniers, initié par le RASH-Montréal vise cela. On peut notamment lire sur son flyer : « Pour permettre aux militants de continuer leur travail politique derrière les barreaux! Pour combattre l'ennui et garder la tête haute. Ils ne peuvent enfermer nos esprits! » (002, p. 11.) Toujours dans le domaine de l'esprit, ici plus lié à l'information, la Rue Brique juge ce domaine essentiel parce qu'

« une presse libre et indépendante est essentielle pour dénoncer les préjugés, échanger des idées et débattre. Un peuple informé devient une arme redoutable capable de faire tomber n'importe quel château fort de l'ignorance. » (037, p. 3).

D'autres groupes partent du principe que « les institutions tentent de tenir un monopole du monde de l'éducation et de l'apprentissage » et ont décidé « de créer (leurs) propres ressources éducatives, pour permettre aux enfants, adolescents et adultes d'apprendre dans un contexte pertinent et correspondant à leur valeurs » (035). Avec comme credo « Les idées ne se vendent pas! Elles se partagent! » (018), les militantEs touchéEs par ces enjeux s'investissent dans des lieux divers où la connaissance est partagée, où comme le démontre l'exemple de l'Université Populaire, l'enseignement peut « prendre un chemin différent que celui de son arrimage progressif au marché » (026, p. 1). Dans le domaine de la défense de droits, qui est trop souvent perçue comme trop complexe pour n'importe qui, on retrouve aussi des ressources. Par exemple Solidarité Sans Frontières se concentre entre autres sur « la lutte contre les conditions de travail précaire des immigrant-e-s, réfugié-e-s et sans-statut » en préconisant plusieurs moyens d'action, comme

« l'éducation et le soutien des travailleurs/euses immigrant-e-s, les campagnes dénonçant et défiant les pratiques d'exploitation racistes et sexistes de l'industrie temporaires et de ses clients, le travail de solidarité entre les communautés immigrantes, les minorités visibles et les syndicats, l'organisation plus large anti-capitaliste et pour les droits du travail » (010, p. 9).

Tous ces groupes, en se concentrant sur la diffusion de la connaissance, quelle qu'elle soit, font donc, selon mon analyse, de l'action directe.

4.2.3. Nourriture et autres besoins essentiels :

D'autres ressources collectives cherchent à rendre plus accessible de la nourriture de qualité ou à préconiser le DIY. Le cas du Frigo Vert, dont le but est de rendre le plus accessible possible de la nourriture de qualité à un bas prix, est l'une de celles-là, comme Les Jardins de la Résistance, qui, comme on l'a vu plus tôt, travaillent dans le même esprit et cherchent en bout de ligne à sortir les individus et les communautés du système capitaliste. Cette façon d'aborder le rapport à la nourriture s'inscrit tout à fait dans la logique du DIY. À ce sujet, dans le programme de la Semaine sur la culture libertaire, juste avant de nous donner une bonne collection de recettes et trucs maison en tous genres, on nous explique d'ailleurs les raisons pour lesquelles il est nécessaire de faire soi-même :

« Faire soi-même pour détruire le cercle de la dépendance qui nous enchaîne à engraisser la machine capitaliste par la consommation de produits qui nous sont

présentés comme essentiels pour une bonne qualité de vie (...) pour se rapprocher de l'autonomie et lutter activement plutôt que d'attendre passivement » (016, n.p.). En ce sens, travailler à construire des alternatives pour s'éloigner du système capitaliste est en soi de l'action directe.

4.3. La subversion

L'action directe de subversion cherche à mettre en évidence les contradictions et les lacunes des systèmes de pouvoir institués en les parodiant, et par le fait même, et surtout, à les délégitimer. Après avoir annoncé que le Sommet de Québec en 2001 allait donner lieu à « un des plus grands spectacles politiques de l'histoire » où « 34 chefs d'État des Amériques participeront à un scénario burlesque » et « pour l'occasion, afin de confondre le public, ils seront costumés en défenseurs de la « démocratie », du « développement » social et de la réalisation du potentiel humain » (011, p. 1), en appeler à un Carnaval contre le capitalisme n'est pas innocent. C'est ce qu'ont fait les membres de la CLAC et de la CASA dans le journal Résiste! en cherchant à mettre en parallèle deux événements qui revêtent chacun des airs de carnivals, délégitimant quelque peu le sérieux avec lequel les chefs d'État s'y présentent. Cette interprétation, si elle n'est pas explicitement formulée ainsi dans Résiste!, trouve écho dans la description d'un atelier intitulé « Le retour du carnaval : Culture et résistance à l'époque de la mondialisation capitaliste » qui a été donné lors de la semaine sur la culture libertaire. Dans le dépliant en annonçant les activités, on peut lire que « le culturel devient directement une force productive », ce qui donne naissance à « un certain retour du carnaval, non pas sous sa forme folklorique, mais sous sa forme subversive. » (016) Outre le carnaval, on peut retrouver plusieurs types d'actions directes de dérision que peuvent emprunter, entre autres, le théâtre de rue ou l'art graphique. Dans son numéro spécial sur l'entartage, le zine Libre et Autonome examine les raisons qui poussent les entarteurs-trices à agir ainsi. La première dit que

« si « la crainte fait les dieux », elle fait aussi les chefs (d'entreprise, d'État, de famille) et cesser d'avoir peur d'eux en leur foutant une tarte à la crème en plein figure c'est commencer à défaire leur emprise sur nous, à détruire leur réputation et à saper leur autorité » (049).

La citation s'applique tout à fait à tous les types d'actions directes subversives, que l'on pense aux graffitis immenses caricaturant la répression ou aux clowns

capitalistes qui exposent leurs bêtises lors des manifestations anti-capitalistes. D'autres actions directes de subversion trouvent aussi leur place dans les campagnes de salissage, comme celle lancée contre Dominic Chartier, un policier que le COBP accuse d'être responsable de la mort d'un homme. Sur le dépliant présentant cette campagne, on voit l'agent Chartier photographié de face et de profil, comme les criminels que l'on vient d'arrêter, sauf qu'on met qu'il s'agit d'une police et qu'il demeure un « meurtrier impuni » (028). Les campagnes comme celle-là cherchent à dénoncer publiquement les contradictions des pouvoirs en place et à salir la réputation des gens pour délégitimer leurs actions et statuts.

4.4. La préfiguration

L'action directe de préfiguration est celle qui cherche à expérimenter dans l'ici et maintenant les conditions qu'on souhaite pour l'avenir. Notons ici que la préfiguration, si elle est en soi une action directe, est visée dans toutes les sphères et en tous temps par la grande majorité des groupes antiautoritaires. En effet, elle est perceptible dans l'esprit avec lequel est abordée une action directe. Par exemple, en parlant de l'UQAM et du désir qui anime certainEs étudiantEs de voir leur université s'autogérer, un texte cherche à mobiliser :

« Reprenons les espaces qui nous appartiennent et ensemble créons dans la liberté un endroit de rassemblement afin de combattre ce système d'esclavage basé sur des règles fascistes qui contrôlent nos vies, mais aussi pour construire une réalité nouvelle de solidarité et d'égalité » (016. n.p.).

Ici, on comprend bien comment un objectif d'avenir sera mis en branle dans l'ici et maintenant en « combatt(ant) ce système d'esclavage » et en « construi(sant) une réalité nouvelle de solidarité et d'égalité ». En ce sens, la préfiguration comme stratégie est compatible avec les actions directes de confrontation, de construction et de subversion et se colle au quotidien libertaire, dans la construction et l'expérimentation d'une nouvelle socialité. L'Université Populaire à Montréal (UPAM) exprime d'ailleurs presque mots pour mots ce qui se cache derrière la préfiguration. On souhaitait offrir « des activités diversifiées dans les domaines les plus variés et les plus nombreux » avec « une vision ouverte, gratuite, multidisciplinaire, décentralisée et autogérée » de l'éducation. Dans leur Journal de grève, les organisateurs-trices expliquaient : « Pour nous, montrer l'exemple de ce

que nous voulions était la meilleure façon de pointer la direction que nous voulons suivre » (026, p. 1). Un autre excellent exemple pour illustrer la préfiguration est le Campement Autogéré qui se tient à chaque été à différents endroits dans la province. Sur son flyer, le collectif qui l'organise indique qu'il s'agit d'un « laboratoire d'expérimentation basé sur les principes d'autogestion, de responsabilisation, de solidarité, de respect de l'environnement et de non-discrimination ». Pour exprimer l'interrelation entre la préfiguration et les autres types d'actions directes, voici l'exemple du Rhizome, qui est « un espace social en construction dans Hochelage-Maisonneuve », donc qui constitue une action directe de construction. L'esprit dans lequel il a été mis sur pieds relève clairement de la préfiguration puisqu'il souhaite « participer à la transformation sociale, créer des liens et des échanges, apporter de nouvelles expériences; bref, mettre (les) idées libérantes en pratique » (048, p. 6).

La façon dont s'organisent les groupes et les fédérations peut elle aussi être considérée comme de l'action directe de préfiguration si elle est utilisée comme approche pour atteindre la révolution. Le collectif lié à la rédaction du journal Résiste! expliquait d'ailleurs, on l'a vu, son souhait d'« abolition de toute forme d'asservissement et d'exploitation » (011, p. 2) et croit que la meilleure façon d'y arriver est de commencer par ses propres pratiques et activités. Ainsi, si l'idéal libertaire perçoit l'horizontalité, la démocratie directe et l'autonomie des groupes et des réseaux comme la meilleure façon d'organiser la société du futur, on voit très bien de quelle façon, dans leur forme organisationnelle, tous les groupes dont les textes ont été analysés, tentent de tendre vers cet idéal. Cette organisation sociale peut donc, à certains égards, être considérée comme de l'action directe. Les retombées de telles stratégies ont déjà leurs effets bénéfiques, selon certains groupes, en tous cas à l'intérieur du mouvement. C'est en tous cas ce que pensait, en 2001, unE participantE aux manifestations contre le Sommet de Québec qui écrivait, dans le journal Résiste! qu'un

« discours de plus en plus critique et une pratique de plus en plus radicale, donne aujourd'hui à l'opposition une dimension franchement anti-capitaliste. (...) En s'opposant à toute forme de centralisation, en combattant l'apparition de nouvelles formes de hiérarchie à l'intérieur même du mouvement qu'il contribue à créer, le

courant libertaire participe pleinement à l'apparition de ces « nouvelles » formes de revendications. » (011, p. 4)

Intrinsèquement liée à l'organisation, on retrouve tous les groupes qui se concentrent, en plus de leurs actions régulières, à la reconstruction du quotidien « sur des bases solidaires, égalitaires, respectueuses des différences et des besoins de chacunE » (Doc. 001), comme l'annonce le dépliant du CSA. De manière générale, dans les textes que j'ai analysés, le quotidien est présenté comme poussant à la performance, au travail, à la productivité, à la consommation et autres et semble être lourd à porter. Anarkhia, dans un texte sur l'école populaire, décrit bien l'esprit général qui se dégage des textes face au quotidien en concluant que « (n)ous sommes prisonniers et prisonnières du quotidien, en constant état de survie. Nous sommes isoléEs et dépendantEs » (013, p. 6). Le quotidien, en ce sens, finirait par délimiter les oppressions des gens, par définir leurs allées-venues entre les différents lieux de leur exploitation et par faire assimiler à toutE unE chacunE leurs multiples identités d'oppriméEs.

Finalement, on a affaire à de la préfiguration lorsque l'on parle de ré-identification, au sens où les membres d'un groupe donné tentent de se défaire des identités imposées par les systèmes oppressifs. En effet, en expérimentant une socialisation faite de nouvelles identités, choisies par chacunE, on expérimente de surcroît ce que l'on souhaiterait pour l'avenir. C'est du moins ce que véhicule entre autres Solidarité Sans Frontières qui, dans son texte « Non-citoyen = non-humain », explique comment les réfugiéEs et personnes illégales ou sans-statut « sont parfaitement réduites à une seule dimension, celle de la main-d'œuvre bon marché ». « Nier cette identité d'oppression, c'est résister. La question de la résistance devient la question de la ré-identification. » (010, p. 3). Cette réappropriation du quotidien par la ré-identification permet donc non seulement de reprendre du pouvoir sur sa vie, mais aussi, concrètement, d'évaluer comment peuvent se traduire les idéaux que l'on porte. Pas étonnant dans ce cas-là que plusieurs textes défendent les marginaux, comme c'est le cas d'un texte tiré du Journal de R.A.S.H. Montréal (Red & Anarchist Skinheads) où l'on peut lire :

« Si des êtres humains ont envie de se prendre en main, vivre différemment des autres et n'avoir aucune responsabilité autre que de veiller sur soi-même et ses copains.

Survivre dans la rue c'est leur droit et les itinérants pour la plupart valent beaucoup plus de la majorité. La différence est complément d'intelligence si elle est respectée » (002, p. 2).

4.5. Les procédés de persuasion

Je terminerai cette section non pas en suggérant une nouvelle catégorie de stratégies des groupes antiautoritaires pour concerter leurs actions à l'extérieur, mais plutôt en abordant des stratégies de nature plus dialectique que j'ai décelées en étudiant leur discours sur l'action directe. Il ne s'agit pas nécessairement, il faut le spécifier tout de suite, de stratégies élaborées consciemment, mais peut-être de procédés de persuasion ancrés dans la « culture libertaire ».

4.5.1. Le contexte :

Tout d'abord, il y a le contexte. On replace souvent l'action directe dans un contexte très large pour expliquer ses fondements et ses retombées. En d'autres termes, l'action directe n'est jamais isolée dans l'espace ou dans le temps, elle s'inscrit toujours dans une analyse sociale très large, où les rapports au monde sont nécessairement forgés de relations de pouvoir, et dans un continuum de changements tout aussi vaste qui cherche à les abattre. L'exemple le plus courant est d'entendre que « l'Histoire est faite de gens qui cherchent à délégitimer les pouvoirs illégitimes ». En ce sens, si toute tentative de réforme est vertement semoncée quoiqu'il adienne, la seule solution possible, valable, souhaitable et ayant une chance de succès, reste l'action directe : elle est à peu près la seule chose qui puisse régler les problèmes du politique; autrement, il s'agit de reproduction des rapports de pouvoir. Par exemple, dans le cas du document sur le Centre Social Autogéré, les difficultés auxquelles le quartier fait face sont relevées en plusieurs endroits (« hausse de la spéculation et donc des taxes foncières », difficulté d'accéder à des espaces de création, menace d'invasion de condominiums dans le quartier, etc. ...) et l'action directe proposée –l'appropriation d'un espace- ne devient que le premier maillon d'une multiplication d'initiatives semblables, car, on l'a traité, on souhaite que cette initiative soit la première d'une série d'autres (001). Si ici l'action directe s'inscrit dans une perspective de réappropriation de l'espace

beaucoup plus large que le simple *squat* isolé, là, unE auteurE, qui invite à démarrer sa propre banque de semences, fait usage du même genre de rhétorique, mais avec un regard porté sur le temps, sur les luttes passées et celles à venir. L'action directe, cette fois, s'imbrique à une lutte historique :

« La semence est la base même de l'autonomie paysanne. Cette semence contient l'histoire génétique de générations de mains calleuses qui travaillent la terre. Elle constitue la résistance, la résistance face aux maladies, face au climat auquel elle s'est adaptée, face à l'achat de nouvelles semences et donc de la logique marchande, cette logique obstinée de ceux et celles qui ont refusé d'aller se faire exploiter pour des salaires de misère. Cette résistance d'une culture qui refuse de se faire homogénéiser, qui maintient ses liens avec la terre mère. » (004, p. 24)

4.5.2. Le sentiment d'urgence :

On notera aussi l'omniprésence du sentiment d'urgence que j'ai précédemment évoqué; l'action directe (peu importe, d'ailleurs, la stratégie dans laquelle elle s'inscrit), si elle ne fait pas changer les choses dans l'immédiat, permet au moins de sonner l'alarme. Avec en trame de fond le sentiment qu'il faille agir avant qu'il ne soit trop tard, l'action directe peut chercher à attirer le regard des autres sur toutes sortes de réalités, allant des injustices très spécifiques et institutionnalisées...

« Il est grand temps de passer à l'action. Nous ne pouvons pas rester écrasés à ne rien faire pendant que de nouvelles lois et programmes, nouveaux pièges et matraques visent continuellement nos sœurs et frères. » (007, p. 8)

... aux imminents dangers qu'encourt la planète :

« À défaut d'avoir réussi à abolir le capitalisme et la société industrielle, la nature va nous forcer la main, il ne peut y avoir d'autre issue. C'est la question même de l'écologie : il faut réintégrer notre rôle dans la balance ou s'éteindre. Donc, le moment de rupture avec la Civilisation approche : juste une question de temps avant que ça saute... d'ici là, ce ne sont pas les cibles qui manquent!!! » » (014, p. 35)

Cette urgence, qui semble précise, documentée et surtout omniprésente, tranche avec le choix des domaines visés pour l'aborder, domaines qui sont très localisés. En d'autres mots, on y traite ici d'immigration, là d'agriculture, ailleurs de brutalité policière, mais tous ces domaines, aussi circonscrits soient-ils dans la vaste société, sont tous envahis par des enjeux dont il faille traiter au plus vite, dont il faille changer le cours au moyen de l'action directe.

4.5.3. Les polysémies :

Le troisième aspect que je trouve intéressant de creuser davantage est la polysémie de plusieurs mots récurrents et ancrés dans le vocabulaire militant. Avant toute chose, il me semble important de dire que cette polysémie semble rendre service aux écrits militants. Je m'explique : comme aucune fin ne doit être déterminée d'avance ou imposée à qui que ce soit, comme une latitude immense est recherchée pour les individus et les groupes dans leurs actions, et comme la diversité des tactiques est un terrain d'entente formé d'ambiguïtés, certains mots, à cause de leur imprécision (ou de leur multitude de sens), réussissent à faire consensus.

Le premier exemple est celui de l'action directe en soi. Je l'ai mentionné plus tôt, l'action directe fait référence à une multitude de définitions selon la compréhension de l'auteurE qui l'aborde. On n'a qu'à penser au fait que, par exemple, pour la Mauvaise Herbe, un journal anarcho-écologiste, elle constitue en un principe. En effet, le collectif se présente ainsi :

« Nous défendons arduement les bases de l'anarchie et nous nous organisons selon notre compréhension des principes anarchistes, tels que l'action directe, les rapports non-hiérarchiques (horizontaux), l'entraide mutuelle, l'auto-organisation autonome, la liberté individuelle et la communale, et la responsabilité individuelle » (021, p. 3).

Dans ce cas, l'action directe devient un élément autour duquel les groupes veulent se rassembler. Ailleurs, elle est plutôt perçue comme une tactique parmi tant d'autres pour se faire entendre, comme c'était le cas du Carnaval contre le capitalisme qui se tenait en marge et contre le Sommet des Amériques, à Québec, en 2001. Dans le Journal Résiste!, on pouvait lire qu'il y aurait « au Carnaval des conférences, des teach-ins, des concerts, des kiosques, des ateliers, du théâtre de rue, des manifestations, de l'action directe, etc.... » (011, p. 2) », une infinité de tactiques, donc, au nombre de laquelle l'action directe dans le cadre des contestations contre le Sommet. Finalement, l'action directe peut aussi être considérée comme une stratégie qui permet de délégitimer directement une relation de pouvoir en éliminant tout intermédiaire entre un individu et son but, comme dans ce plaidoyer pour inciter les gens à faire par eux-mêmes leurs produits quotidiens, publié par Rebelles sans Frontière : « Faire soi-même pour détruire le cercle de dépendance qui nous enchaîne à engraisser la machine capitaliste par la

consommation » (016, n.p.). On voit bien, donc, à la lumière des exemples précédents, que l’ambiguïté qui règne autour de la signification d’«action directe », si elle reflète dans une certaine mesure le principe anarchiste de ne rien imposer à quiconque, sert très bien, en quelque sorte, la cause de la diversité des tactiques : à chacunE sa signification de l’action directe et donc à chacunE de l’utiliser comme elle ou il l’entend.

Un autre exemple probant de cette polysémie est le mot « communauté », sur lequel je reviendrai dans la section organisation. Même s’il est traduit de l’anglais d’un texte sur le Ste. Émilie Skillshare, le prochain extrait relève à merveille cette polysémie parce qu’on retrouve le mot deux fois dans la même phrase, avec deux sens différents, soit la communauté géographique, et la communauté affinitaire, « activiste ».

« Nous voulions créer un espace communautaire qui se concentrerait sur l’accessibilité à la production artistique et culturelle, particulièrement sur l’expression politique à l’intérieur des communautés queer, racisées et activistes. ²⁰ »

Finalement, dans le même ordre d’idées, la polysémie peut aussi avoir un écho quelque peu différent. En effet, les mots et les expressions employés dans les documents peuvent avoir une signification très précise, être admis dans le vocabulaire militant tout en n’ayant pas le même sens à l’extérieur du milieu. Il en va ainsi du mot « anarchie », par exemple. Si ce mot, même au sein du milieu militant, a une différente signification pour chaque militantE, il renvoie peut-être (sans doute!) à un univers de sens complètement différent pour les gens ayant vécu des expériences sociales qui les y en éloignent. Ce qui compte, ici, ce n’est pas tant la signification *réelle* du mot, mais bien ce à quoi il renvoie. Cette polysémie « externe », si je peux me permettre, serait aussi sans doute une piste intéressante... mais pour une autre recherche. Cette situation rend compte de la difficulté de nommer le mouvement. En effet, il existe un débat au sein du mouvement, débat que j’ai déjà évoqué, sur la pertinence ou non de qualifier le mouvement d’

²⁰ “ We wanted to create a community space that focuses on accessibility to artistic and cultural production, particularly for political expression within queer, racialized and activist communities.” (009)

« anarchiste ». D'ailleurs, nous l'avons vu, certains groupes refusent de s'identifier comme anarchistes de peur de l'effet que cela pourrait avoir à l'extérieur. En ce sens, le procédé de persuasion repose justement dans le silence : en ne se nommant pas explicitement ainsi, peut-être croient-ils être en mesure de mobiliser un plus grand nombre de personnes.

5- L'organisation

Dans le cadre du présent travail, l'appellation « organisation » fait référence aux façons dont peut être organisée une action directe et/ou à la façon dont sont concertées plusieurs d'entre elles. Lamoureux et al. (2002) font une distinction importante entre le mode de fonctionnement et la structure organisationnelle. Selon eux et elles,

« le mode de fonctionnement, c'est d'abord la structuration d'un processus démocratique de prise de décision. C'est aussi la façon dont on organise le partage des responsabilités et des tâches à réaliser dans le cadre du projet » (p. 166)

et « la structure organisationnelle est le cadre plus formel que l'on met en place pour réaliser l'action » (p. 167). Pour les libertaires, ces distinctions s'appliquent : le mode de fonctionnement correspond entre autres à tous les mécanismes internes, comme la rotation des tâches et les processus de recherche de consensus qui facilitent la mise en pratique des idéaux antiautoritaires, alors que la structure organisationnelle concorde avec la façon dont les groupes s'organisent en groupes affinitaires, en convergences et en réseaux. Rappelons, avant d'entreprendre d'explicitier tout cela au moyen des textes étudiés, que ces éléments liés à l'organisation, donc le processus et la façon de structurer la prise de décision, ainsi que le partage des tâches sont en soi des actions directes, parce qu'il s'agit d'expérimentations dans le présent de ce à quoi l'on rêve pour demain. Cette façon de s'autogérer, on l'a vu, est une action directe de préfiguration.

Afin de mieux comprendre la structure organisationnelle telle qu'on l'aborde dans les textes militants, il vaudrait bien, il me semble, revenir à la métaphore de la fleur utilisée par le collectif du CSA qui illustre à merveille l'organisation antiautoritaire :

« Cette fleur, cœur et pétales, est d'une variété anticapitaliste et antiautoritaire. Le **cœur** est le comité organisateur (et) (l)es membres du cœur sont en fait des délégués des pétales. Les **pétales** sont des comités qui gèrent des projets ou des espaces autonomes au sein du Centre. Les personnes qui viennent de temps en temps au Centre et qui adhèrent aux principes anticapitalistes et antiautoritaires, pourront s'impliquer par le biais des pétales pour, ensuite, de par leur participation et leur prise de responsabilité, devenir membre du cœur. » (Doc. 001)

L'image en vaut le coup, puisqu'on retrouve dans cette seule métaphore les différenciations importantes qui ont émergé au cours de mes lectures entre l'organisation des groupes affinitaires, qui est une formulation générique pour indiquer des collectifs constitués d'individus organisés autour de projets communs ou autour de communautés qui peuvent être identitaires ou géographiques- dans les pétales; la convergence, qui est un regroupement de groupes qui se rencontrent en assemblées ouvertes- l'ensemble de la fleur; et les réseaux, qui sont des ensembles d'individus ou de groupes solidaires les unEs des autres- les fleurs d'un même champ.

5.1. Groupes affinitaires

Les groupes affinitaires sont constitués d'individus (5 à 20, clamaient les écrits académiques) qui se regroupent sur des bases variées, bien que pas nécessairement mutuellement exclusives. Ces collectifs sont rassemblés autour de principes pas toujours explicites qui orientent l'action et/ou les domaines d'action qu'ils souhaitent aborder. L'« affinité » de l'appellation est bien réelle et il est important ici, je le crois, de mettre au clair que l'un des travail constant de ces groupes, quelle que soit l'organisation pour laquelle ils optent, sont les liens de confiance et d'affection à renforcer entre les militantEs jusqu'à faire, si on en croit quelques textes, communion, jusqu'à ce que ce que le groupe devienne un « ensemble relié par une intense circulation des corps, et des affects entre les corps » (013, p. 13). Par contre, au-delà de cette logique affinitaire, les groupes sont formés sur les bases que j'ai déjà abordées et que j'approfondirai ici.

5.1.1. Groupes affinitaires regroupés autour de projets communs :

Parfois, les groupes sont formés autour d'un projet commun, comme la mise en branle d'une campagne ou d'une ressource précise ou une fantaisie lointaine que

l'on souhaite explorer d'avantage. En tous cas, il s'agit la plupart du temps de démarches ponctuelles qui ne dureront que le temps de ce projet commun et on les reconnaît avec des formulations se rapprochant de celle employée par la CASA au moment du Sommet des Amériques : « toute personne en accord avec ces principes et qui désire préparer un accueil « chaleureux et attentionné » est invitée à se joindre à nous » (047). On le voit : les groupes sont alors temporaires et durent le temps d'un événement. C'est de par la nature temporaire de l'événement où ils seront actifs que, lors de la tenue de certains sommets (comme celui-ci, en 2001), « naissent des groupes coordonnant les soins médicaux, s'assurant de l'existence d'une presse alternative ou contestant la répression policière appréhendée... » (011, p. 1). Dans la même lignée, les groupes s'activent souvent autour d'un projet commun... contre quelque chose, ou l'on mobilise devant la perspective de s'opposer activement à un élément dérangeant de la structure sociale, comme la perturbation d'un événement particulier. « Pour en finir une fois pour toutes avec eux (les trois niveaux de gouvernement) et la clique qui tourne autour, cessons de voter, organisons-nous et révoltons-nous! » (002, p.3) ou encore, tel qu'appelé dans le journal C'est arrivé près de chez-vous : « Nous encourageons tous et chacune à se lever et à s'organiser devant la machine du capital afin d'empêcher ses « ingénieurs » de nous marcher sur le corps, PAR TOUS LES MOYENS NÉCESSAIRES » (007, p. 8).

5.1.2. Groupes affinitaires regroupés autour de la notion de communauté

On parle aussi de collectifs affinitaires regroupés autour de la notion de communautés. Pourquoi travailler sur la communauté? D'abord, parce que, selon la perspective antiautoritaire, « (l)a diversité de nos communautés fertilisera notre lutte, qui en détruisant l'autorité des riches et des militaires, sèmera les germes d'une société égalitaire » (016, n.p.), tel qu'indiqué dans la programmation de la semaine libertaire. Mais aussi parce que la communauté, si on en croit les textes, rassemble les individus qui en font partie sur un ou plusieurs points. D'abord, elles peuvent être un lieu commun de discrimination; ensuite, un lieu où émergent les mêmes besoins; encore, elles peuvent constituer en des lieux sur lesquels il est

possible d'exercer un contrôle; elles sont aussi des espaces qui facilitent la proximité et les échanges.

A) *...comme lieu de discrimination* : En premier lieu, la communauté peut constituer en un lieu de discrimination, comme l'exprime bien un dépliant de COBP :

« Depuis toujours, les violences policières ont une odeur, celle du mépris et de la discrimination. Nous, les pauvres, les jeunes, les immigrant-e-s, les travailleurs et travailleuses du sexe, marginaux et marginales, militant-e-s, consommateurs/trices de drogue, les autochtones sommes la cible de ces attaques systématiques. » (006)

Certaines communautés, donc, se retrouvent systématiquement à être identifiées de manière prédéterminée par les structures de pouvoir; la discrimination devient alors systémique. En mobilisant les personnes appartenant à ces communautés sur la base même, donc, d'une appartenance sociale à lutter contre les structures en place, les libertaires cherchent du coup à redonner de la noblesse à ces communautés entières.

B) *...comme lieu de besoins similaires* : La communauté est également très souvent un lieu où les individus les formant ressentent les mêmes besoins – et donc les mêmes carences, qu'elle soit géographique ou identitaire. Les groupes antiautoritaires se rassemblent très souvent autour de ces absences de réponses à des besoins. À preuve:

« Nous avons créé le Ste. Emilie Skillshare parce qu'on a vu un besoin pour des espaces alternatifs de création dans le Sud-Ouest. (...) Nous avons vu d'autres projets et espaces DIY, mais trouvions difficile de trouver des choses qui nous représentaient- nos enjeux, nos politiques et nos communautés, et dans notre quartier. Cela peut être très aliénant et décourageant, alors nous avons voulu créer notre propre espace. »²¹ (009)

C) *...comme lieu potentiel de prise de contrôle* : La communauté est aussi souvent un lieu sur lequel on peut, lorsqu'on est bien organisé, exercer du contrôle sur ce qui nous concerne. La mobilisation, donc, sert à organiser cette prise de contrôle, à convaincre les gens que ce contrôle est possible. Il peut

²¹ « We created the Ste. Emilie skillshare because we saw a need for alternative creative spaces in the South-West. (...) We saw other DIY art spaces and shows, but found it hard to find things that represented us- our issues, our politics and our communities, and in our neighborhood. It can be really alienating and discouraging, so we wanted to create our space.» (009)

s'agir d'une multitude d'enjeux dont celui de l'alimentation, comme l'indique cet extrait tiré du journal Alerta! Le cri de la wawa, d'un article sur les banques de semences :

« Partir d'une perspective autogestionnaire quand on parle de protéger les ressources naturelles, ou simplement de jardinage urbain à l'intérieur d'un quartier, d'une communauté rurale ou autochtone signifie un contrôle des ressources, du jardin ou de la terre s'il s'agit d'une plus grande production. » (004, p. 24).

Il peut aussi, parmi d'autres, s'agir de l'autogestion de la sécurité, comme l'invite à le faire le journal Le Trouble :

« Des comités de quartier peuvent être créés, des organisations libres peuvent émerger pour régler des problèmes sans nécessiter l'intervention de la police. Sans pour autant le remplacer, des groupes de ce genre pourraient apprendre à gérer librement et dans le respect des individus, les cas de crises dans un quartier ou un village » (002, p. 2).

D) ...comme lieu de rencontres et d'échanges : La communauté constitue un lieu propice aux rencontres et aux échanges. Par la petitesse de cette dernière, les groupes misent souvent sur la communauté parce que les nouvelles s'y propagent vite et que des liens plus « naturels » entre les gens ont déjà été créés, entre autres grâce à leur histoire commune. Si l'on prend un exemple probant, celui de Pointe St-Charles, quartier dans lequel veut s'établir le CSA, l'histoire des lieux est facilement nommable, en plus d'être très répandue et source de fierté. Voilà un lieu commun duquel l'on peut partir lorsque l'on cherche à mobiliser les membres d'une communauté pour un projet donné. À preuve :

« La longue histoire du quartier, des travailleuses et travailleurs des usines, des mères de familles qui ont lutté pour de meilleures écoles et la sécurité urbaine, des enfants qui jouent dans les rues et ruelles, des résidentEs qui ont mis sur pieds des services alternatifs en santé et en services juridiques, des alliéEs d'un peu partout qui ont aidé à la lutte contre les propriétaires de taudis, des groupes qui ont mis sur pieds des coopératives d'habitation... » (Doc. 001).

E) ...comme espace identitaire ou géographique : En conclusion, qu'on la perçoive comme lieu de discrimination, de besoins similaires, de contrôle potentiel ou de rencontres et d'échanges, mentionnons que la communauté peut être perçue comme un espace identitaire et/ou géographique et qu'elle sera, dans un cas comme dans l'autre, traversée par les mêmes enjeux. Par exemple, si l'on parle de l'identité de classe (il y en a plusieurs autres : le genre, le statut, etc...), que le journal Cause Commune embrasse, on pourra lire que

« les mouvements de résistance devront poursuivre leur enracinement auprès des classes ouvrières et populaires, accomplir un profond travail d'éducation populaire afin de démystifier les fausses solutions proposées par les partis politiques bourgeois et cultiver leur autonomie face au pouvoir » (008, 4).

Ailleurs, par contre, si l'on parle de communautés géographiques, on verra des individus se regrouper autour de différents enjeux dits locaux, comme c'est le cas entre autre de la Rue Brique, un journal indépendant, qui, on l'a vu, veut diffuser de l'information dans le Sud-Ouest. L'importance accordée au local est d'ailleurs récurrente, et ce, depuis, depuis le moment du Sommet de Québec, tel qu'on le lit dans le journal Résiste!: « Nous espérons contourner la dynamique de « Sommetomanie » et encourageons des actions locales en plus du rassemblement de Québec » (011, p. 2). Mobiliser localement offre le large avantage de la proximité physique des gens, qui se sentent souvent beaucoup plus concernés par les enjeux locaux, comme c'est le cas en Colombie où

« plusieurs communautés ont décidé de résister, de façon civile, en continuant de vivre et de protéger leurs terres. Elles ont fondé un projet de vie, une agriculture de subsistance, l'auto-éducation ou éducation propre, le travail communautaire, la vie en communauté »,

tous des éléments qu'il faut travailler au niveau local, lorsque l'on est ColombienNE. D'ailleurs, le PASC termine son article en affirmant que pour ces communautés, « leur projet de vie est la flamme qui leur permet de tenir face au rouleau compresseur qui les accable. » (003, p. 1)

5.2. Convergence et réseaux

Les convergences sont des ensembles de groupes qui se regroupent pour une action particulière; les réseaux sont les entrecroisements de relations qu'entretiennent entre eux différents individus, groupes et/ou convergence. Dans un contexte de solidarisation des luttes et de communications facilitées, « de tous côtés, des groupes isolés entrent en contacts et forment des convergences et des coalitions. Un réseau étendu de solidarité est en train de se former, tant au niveau local, qu'au niveau mondial (...) » (011, p. 1), tel que l'annonçait déjà le journal Résiste! en 2001. Encore aujourd'hui, ces réseaux et convergences se rassemblent encore en différentes occasions, comme en fait foi le flyer distribué lors de la manifestation contre le PSP et la manifestation à Montebello où un « réseau d'activistes anticapitalistes », « provenant du Québec et de l'Ontario » (052) est

venu manifester, réseau dont les membres étaient réunis sur la base des principes de l'AMP.

Si pour plusieurs, les liens se font de groupes à groupes, quelques unEs tentent aussi de créer des liens de solidarité avec des communautés qui dépassent les groupes militants tels qu'on les connaît en Occident. C'est entre autres le cas du Projet Accompagnement Solidarité Colombie qui cherche « à créer un réseau de solidarité directe avec des communautés paysannes en résistance civile. » (003, p. 0) Quelle que soit la forme que prend la convergence ou le réseau, et à cause des principes portés par les groupes qui influencent leur organisation interne, on ne s'étonnera guère de lire ce qui était écrit dans le journal Résiste! à l'occasion du Sommet des Amériques :

« Il est important de ne pas adopter le genre de mentalité où tout émane de directives centralisées ou de l'avant de la marche. Plutôt, chaque regroupement devrait être prêt à se déployer et à agir de façon autonome, à la fois pour aider ceux et celles qui font face aux assauts de la police et/ou pour s'attaquer à des cibles spécifiques. » (011, p. 6)

En début de section, j'expliquais que l'organisation des groupes antiautoritaires était en soi de l'action directe parce qu'elle s'inscrit dans une logique de préfiguration : s'organiser entre nous selon comme l'on aimerait que soit organisée la société de demain. Il me semble que c'est là un élément des plus importants à souligner : devant, justement, autant de différences et de divergences d'opinions sur les processus et sur la façon de s'organiser, le simple fait de garder une cohérence globale et de continuer la lutte au sein d'un même mouvement solidaire revêt une importance qu'il faut souligner.

Chapitre 4- Discussion

J'ai annoncé, en début de travail, que je voulais étudier l'action directe des groupes antiautoritaires comme une action sociale, c'est-à-dire une action qui cherche à « transformer les relations de pouvoir » (Lamoureux, 2002, p. 92).

Je rappelle que ces deux questions principales ont orienté ma recherche :

1) Comment l'action directe est-elle comprise et représentée par les différentEs auteurEs des documents produits et/ou distribués par des groupes antiautoritaires québécois?

2) De quelles façons l'action directe telle qu'elle est représentée dans ces documents s'inscrit-elle dans une perspective d'action sociale telle que définie plus tôt ?

Dans la présente section, je tenterai de dégager les différents éléments de réponse pour chacune de ces questions. Je résumerai d'abord les différentes représentations de l'action directe telles que je les ai présentées dans la section précédente et j'agrémenterai chacune d'elles de quelques pistes de réflexion sur son lien avec le renforcement des liens sociaux. Dans un deuxième temps, j'élaborerai sur quelques divergences rencontrées- mais pas inconciliables- entre l'action directe et l'action sociale.

1- Synthèse des résultats et l'action sociale

1.1. Les référents

Tout d'abord, en ce qui concerne les référents de l'action directe, dans le discours, on en retrouve de deux types différents : les actions directes de référence et la référence idéologique. Les actions directes de référence sont des actions tenues ailleurs dans un contexte géographique ou temporel différent desquelles les auteurEs des documents semblent s'inspirer. Par le fait même, on peut voir émerger ce qu'ils ou elles cherchent à véhiculer comme principes, comme meilleures stratégies d'action ou tactiques ou autres. Par ailleurs, on retrouve aussi dans le discours sur l'action directe des référents idéologiques, qui sont des inspirations attribuables à des fondements idéologiques (i.e. anarcho-syndicalisme, synthèse

anarchiste, etc....) bien précis ou à des idéologues connus. Fait intéressant, on peut référer à ces idéologues soit par la positive, donc en vantant les mérites des modèles qu'elles ou ils ont mis de l'avant (ex. Louise Michel), soit par la négative, donc en délégitimant les fondements de la pensée de ces idéologues (ex. John Zerzan).

Tout d'abord, les actions directes de référence sont toujours des actions qui ont été un franc succès et qui concernent des groupes qui inscrivent leurs actions dans la promotion d'une perspective de socialité renouvelée et orientée vers la reprise de pouvoir par la communauté. C'est du moins ce que laissent à penser les textes qui traitent des communautés en résistance en Amérique latine, qui ont créé, au niveau local et en rupture avec l'État, leurs propres ressources. Cette recherche d'*empowerment* communautaire, on l'a vue, est l'un des buts premiers de l'action sociale. Aussi, tout comme pour l'action sociale, l'analyse des rapports sociaux de ces références est sans ambiguïté : les actions directes de références réunissent des populations qui, si elles ne s'organisaient pas elles-mêmes pour améliorer leurs conditions de vie, seraient, selon les documents, opprimées, exploitées par les intérêts capitalistes et/ou déterritorialisées.

1.2. Les principes

En ce qui concerne les principes tels qu'on les retrouve dans les documents produits ou distribués par des groupes antiautoritaires québécois, s'ils ne sont pas toujours nommés comme tels, ils sont identifiables et ils orientent forcément l'action. J'ai d'abord remarqué dans ma recherche que tous les documents semblent rejoindre en tout ou en partie les principes de l'Action Mondiale des Peuples (AMP). D'ailleurs, une bonne quantité des documents que j'ai étudiés étaient produits ou diffusés par des militantEs faisant partie de groupes qui se sont réunis sous le chapeau du Réseau anti-capitaliste de Montréal. Ce réseau, en plus d'annoncer clairement qu'il adhère aux principes de l'AMP, les reformule et se les approprie.

Le premier principe de l'AMP fait état d'un rejet du féodalisme, du capitalisme et de l'impérialisme ainsi que de tous les véhicules d'une mondialisation que l'on

qualifie de destructrice. J'ai remarqué que les groupes anarchistes québécois s'inscrivent dans une logique qui s'y opposerait aussi, même si le féodalisme (surtout), le capitalisme, l'impérialisme et les véhicules de la mondialisation ne sont pas toujours en soi nommés : leur adhésion forte au deuxième principe vient en quelque sorte englober ce premier principe.

Le deuxième principe, donc, affirme que l'AMP s'oppose à toutes formes et systèmes de domination et reconnaît la dignité entière de tous les êtres humains. On peut comprendre, en ce cas, que les groupes doivent nécessairement adhérer au premier principe. Par ailleurs, les documents que j'ai étudiés annoncent parfois le refus de tous les systèmes de domination, parfois le refus d'un seul ou de quelques systèmes de domination spécifiques, selon le domaine qui les intéresse. La dignité entière de tous les êtres humains passe souvent dans le discours par le désir profond d'égalité entre les individus, égalité qui permettrait à tous et toutes de s'épanouir pleinement et de vivre selon sa façon.

Le troisième principe de l'AMP est l'annonce d'une attitude de confrontation vis-à-vis les organisations instituées et imposées. Parmi elles, l'État est souvent appelé à être combattu, en partie à cause de la récupération décriée par les groupes, qui servirait à renforcer les privilèges des uns par rapports aux autres. À ce sujet, plusieurs documents que j'ai étudiés sont contre le réformisme et en appellent à défier les structures déjà existantes, surtout parce que le fait de négocier avec l'ennemi revient à légitimer les pouvoirs en place.

Le quatrième principe en appelle à l'action directe et au soutien de la résistance dans une perspective qui maximise le respect de la vie et des droits des peuples opprimés et valorise la construction d'alternatives à la mondialisation. Ce principe est visible de façon assez généralisée dans les documents, surtout en raison de la nature même de la présente recherche : l'action directe y est presque toujours valorisée et encouragée comme solution aux problèmes planétaires actuels. Un des faits intéressants à ce sujet est que les auteurEs ne s'appliquent pas à tenter de définir ce qu'est une action violente ou non, mais parlent des actions directes comme d'un continuum où sont mises en branle différentes actions de portées différentes. Par ailleurs, il existe tout de même des débats à l'interne et je les ai

sentis émerger à la lecture des documents. Par exemple, alors que certainEs condamnent le manque de sérieux de certaines actions dites « directes » parce que trop festives, d'autres souhaiteraient que la diversité des tactiques soit perçue globalement, non pas comme applicable à la pièce, selon le désir de chacunE : en fonction du contexte, comme lors d'une manifestation dite familiale, certaines actions plus confrontantes, si l'on suivait cette recommandation, pourraient ne pas avoir leur raison d'être.

Le cinquième principe de l'AMP annonce l'importance d'une organisation décentralisée et autonome, ce qui correspond à un principe-clé de tous les documents que j'ai étudiés : les auteurEs de ces documents appartiennent touTEs à des groupes qui ont une culture libertaire, alors forcément, ce principe ne pouvait pas être évité. La question de l'autonomie entraîne la question de la place de l'individu dans un groupe. Sans amener de réponse définitive, on a pu voir que le discours oscillait entre deux pôles à ce sujet, soit la plate-forme à un bout, et l'électron tout à fait libre à l'autre. Cela pose aussi des questions sur l'existence réelle ou non d'un « nous-libertaire ». Encore une fois, la réponse n'est pas tranchée, mais l'on sait qu'à l'intérieur de ce qui apparaît comme un tout syncrétique, apparaissent des cloisonnements entre les groupes et les individus.

Les principes anticapitalistes, anti-colonialistes et tous les autres « formes et systèmes de domination et de discrimination » tels que formulés par l'AMP, concordent tout à fait avec l'analyse politique stipulée derrière l'action sociale. En effet,

« il existe des îlots de populations opprimées, dépravées, ignorées, ou sans pouvoir ('powerless'), souffrant d'injustice sociale ou d'exploitation des mains d'opresseurs comme la « structure de pouvoir », le gouvernement central, les corporations, le capitalisme global, et les institutions racistes et sexistes »^{lxxxiv} (Rothman, 1995, p. 36).

De part et d'autre, on peut voir qu'à la base de ces principes, il y a le profond désir de ne pas voir les individus ou les communautés locales être sous l'emprise de systèmes qui échappent à leur propre contrôle et qui déterminent identités et contraintes sociales à leur place. Émerge donc le désir d'autonomie et d'autodétermination, ce que les théoricienNEs de l'action sociale appellent le « contrôle de la communauté » (Fischer, 1981, entre autres). L'adoption de tels

principes par des groupes faisant de l'action sociale répond à l'impératif de « transformer les relations de pouvoir » (Lamoureux, 2002, p. 92). À ce sujet, autant dans la littérature théorique sur l'action sociale que dans ce qui a émergé des documents que j'ai étudiés, on retrouve ce désir de travailler en l'absence de rapports hiérarchiques. Par ailleurs, l'utilité sociale du conflit est formulée par les théoricienNEs de façon presque'unanime, dont par Alinsky (1976) qui affirme que l'organisateur-trice « crée du nouveau à partir du vieux et sait que les nouvelles idées ne peuvent naître que d'un conflit. » (p. 138). Cette même approche conflictuelle trouve écho dans l'attitude de confrontation, telle que formulée par l'AMP, à adopter face aux institutions réformistes qui cherchent à négocier, mais en ne changeant pas de cadre de référence- le système parlementaire, le capitalisme mondialisé, le patriarcat, etc. Aussi, le fait que l'AMP encourage les groupes à soutenir des luttes sociales, à maximiser « le respect pour la vie et le respect des droits des peuples opprimés » et à construire des alternatives locales au capitalisme mondial se rapproche de l'action sociale. En effet, les auteurEs sont nombreux-nombreuses à donner des exemples de « groupes exclus » qui se sont inspirés de l'action sociale pour se mobiliser autour de besoins communs et pour lesquels elle a eu « des effets positifs d'une importance particulière »^{lxxxv} (Checkoway, 1995, p. 8). L'action sociale aurait donc fait valoir les droits des plus oppriméEs. Finalement, en ce qui concerne l'organisation décentralisée prônée par l'AMP et retrouvée dans mon analyse des documents antiautoritaires, les théoricienNEs ont été nombreuses (Checkoway, 1995; Fortin, 1995; Shragge, 2006; Tedori; 1969, entre autres), on l'a vu, à en faire l'une des caractéristiques principales de l'action sociale.

En ce qui concerne les valeurs, Lamoureux (2002) présente celles qui soutiennent l'action communautaire, qu'elle soit entreprise dans une perspective de développement local, de planning social ou d'action sociale. En effet, selon une étude réalisée par Hurtubise et al. (1988-1989), ces valeurs sont la justice sociale, qui « peut se définir comme la répartition équitable de la richesse collective entre les membres de la société. La réalisation de ce principe implique en priorité la satisfaction des besoins et le respect des droits des citoyens laissés-pour-comptes. » (p. 114-115); la solidarité, qui

« renvoie (...) à des personnes qui répondent en commun, l'une pour l'autre, d'une même chose. Cette chose peut être un projet dont on accepte de répondre ou encore des objectifs, comme la promotion de toute classe appauvrie » (Paiement, 1990, cité dans Lamoureux et al. 2002, p. 116);

la démocratie qui

« se traduit par l'action d'encourager et de supporter la participation sociale des personnes dans l'expression de leurs problèmes et de leurs besoins, ainsi que dans le choix des objectifs, des stratégies et des moyens à mettre en œuvre pour y répondre » (Lamoureux, 2002, p. 119);

l'autonomie qui « est la possibilité pour une personne, un groupe ou une communauté de contrôler sa destinée » et implique que ces derniers puisse accéder à « l'appropriation du pouvoir nécessaire pour réfléchir, décider et agir » (Lamoureux, et al., p. 121); et le respect qui peut être défini « comme la reconnaissance du statut du sujet, du droit d'agir en personne libre et autonome dans un groupe, une collectivité ou un milieu. Le respect est l'expression dans l'action de la dignité des personnes » (Lamoureux, 2002, p. 126). Rappelons ici les valeurs qui avaient émergé des documents que j'ai étudiés : l'aide mutuelle, la solidarité, la démocratie directe, le respect de différences, l'égalité, l'autonomie et l'autodétermination. À peu de mots près, on peut aisément voir en quoi les valeurs derrière l'action communautaire et l'action directe convergent

1.3. Les objectifs

J'ai aussi discerné des objectifs à long, moyen et court terme dans les documents que j'ai étudiés. Les objectifs à long terme correspondent à ce qui se rapprochent le plus de l'idéal anarchiste, ceux qui caractériseraient la société idéale après une révolution libertaire (par exemple : un monde sans rapport de domination ou une société pleinement autogérée, etc...). Les objectifs à moyen terme sont ceux qui constituent en une première étape de l'utopie anarchiste, comme peuvent l'être par exemple, la constitution d'un réseau militant transnational ou l'autogestion d'un service dans un quartier. Finalement, les objectifs à court terme sont ceux qui relèvent de l'immédiat et ils peuvent être consolidés dans les relations sociales (discuter, débattre, travailler au consensus) ou les actions directes de confrontation (comme bloquer la tenue d'un sommet).

L'objectif premier de l'action sociale est, on l'a vu, de « transformer les relations de pouvoir » (Lamoureux, 2002, p. 92). Chez les libertaires, cet objectif est palpable

à long, à moyen et à court terme. En effet, si l'anéantissement de toutes les formes d'autorités illégitimes fait partie de l'idéal anarchiste, l'objectif de transformer les relations de pouvoir peut aussi être un objectif à moyen terme -comme le permet une action qui offrirait à certainEs de sortir d'un rapport de dépendance face aux structures institutionnalisées- ou à court terme –comme le permet, au sein même des groupes, l'instauration de mécanismes qui cherchent à mieux répartir le pouvoir. De façon intéressante, la conception d'un objectif à long terme comme étant le fait d'atteindre un idéal semble presque aussi bien s'appliquer en ce qui concerne l'action sociale communautaire. Reprenons l'extrait de Lamoureux utilisé pour expliquer les valeurs qui sous-tendent l'action communautaire :

« L'action communautaire s'actualise par des pratiques multiples et diversifiées (création de ressources et de services, transformations sociales, éducation populaire, etc.) qui poursuivent des objectifs de justice sociale, de solidarité, de démocratie, de répartition plus juste des richesses, d'égalité entre les hommes et les femmes ainsi qu'entre les peuples. (Lamoureux, 2002, p. 4)

Ces valeurs, si on les prend au sens pur et qu'on tente de les appliquer à l'ensemble de la société, semblent pour certainEs, aussi difficiles à atteindre que l'idéal anarchiste- auquel, aussi, ces valeurs ne sont pas étrangères.

Si l'objectif à long terme concerne un idéal atteint, l'objectif à moyen terme concerne plutôt certaines étapes qui mènent à cet idéal, si l'on se fie à ce qui a émergé de mon analyse des documents. En effet, si par exemple l'idéal d'une société anarchiste est constitué d'une multitude de groupes affinitaires reliés en réseaux et en convergence, un des objectifs à moyen terme pourrait être de former un réseau et de l'entretenir, comme le premier pas d'un réseau plus large et généralisé. Cette suite logique entre les objectifs à long et à moyen terme est présente aussi dans la littérature théorique sur l'action sociale en travail social. En effet, Cox et al. (1974) avancent que l'un des éléments importants de celle-ci réside dans « une volonté d'opter pour de petits changements progressifs dans le contrôle des gens sur leur propres vies tout en cherchant des opportunités pour atteindre des objectifs plus larges et d'une grande portée »^{lxxxvi} (p. 9).

Finalement, Rothman (1995) affirme que

« dans les années récentes les groupes d'action sociale ont accordé une attention grandissante aux objectifs inscrits dans le processus ('process goals') et la construction des capacités ('capacity building'). Le thème du mouvement féministe, « le personnel est politique », articule cette tendance. »^{lxxxvii} (Rothman, 1995, p. 36)

Dans cette spécificité, on peut voir se dégager certains éléments des objectifs à court terme tels qu'ils ont émergés dans les documents que j'ai analysés. En effet, cette idée que le « personnel est politique » se voit dans tous les appels à l'engagement lancés aux militantEs et dans les mécanismes instaurés au sein des groupes qui cherchent à mieux répartir le pouvoir, même si, on le verra, cette dimension n'est pas tellement approfondie par les thérociennEs.

1.4. Les stratégies

Les documents ont aussi permis d'étudier l'action directe comme stratégie et de mettre à l'épreuve le modèle de Day (2005) qui classait les différentes formes que peut prendre l'action directe. Ces formes d'actions ne sont pas mutuellement exclusives, mais plutôt complémentaires.

D'abord, l'action directe peut être, et les documents le démontrent, de confrontation. La présente recherche apporte un éclairage nouveau sur deux éléments concernant l'action directe de perturbation. Dans un premier temps, l'analyse des documents permet de voir qu'une stratégie de confrontation peut être présentée comme une stratégie de défense, de perturbation ou d'anéantissement, selon sa nature et selon le document qui la présente. Dans un deuxième temps, l'analyse permet aussi de voir que lorsqu'il est question d'action directe de perturbation, il est presque invariablement question d'ennemi. Les traces de cet ennemi sont perceptibles de trois façons : d'abord, on peut le retrouver dans les représentations que l'on s'en fait, c'est-à-dire les idiosyncrasies particulières de l'adversaire en tant qu'entité globale; on peut aussi le retrouver lorsqu'on l'aborde comme un individu dans le monde, donc un cible précise et identifiable; finalement, on retrouve aussi la notion d'ennemi lorsqu'on propose des tactiques précises à employer contre l'adversaire, tactiques qui prennent racines dans la représentation même que l'on se fait de l'ennemi.

Un deuxième type d'action directe comme stratégie est celui de construction d'alternatives. L'action directe cherche alors à répondre à des besoins en-dehors des institutions, que ce soit en mettant à disposition des lieux physiques où tout devient possible; en diffusant l'information et la connaissance ou en repensant l'éducation;

ou encore, en répondant à des besoins fondamentaux comme l'accès à la nourriture. À ce sujet, les documents variés que j'ai étudiés démontrent bien la grande diversité d'alternatives qui peuvent être mises à disposition des gens par l'action directe.

Un troisième type d'action directe concerne la subversion qui cherche à délégitimer les systèmes de pouvoir institués en les parodiant et en mettant en évidence leur contradictions, que ce soit en organisant des fausses campagnes de recherche style Far West en mettant à prix la tête de hauts dirigeants ou en se déguisant en clowns capitalistes qui mettent de l'avant leurs gaffes.

Un dernier type d'action directe prend vie dans la préfiguration recherchée par les groupes, c'est-à-dire tout ce que font les groupes pour vivre dans l'ici et le maintenant ce à quoi ils aspirent pour le futur. On peut la voir dans les efforts constants qui sont faits pour appliquer les principes prônés par les groupes en leur sein et dans leur forme organisationnelle décentralisée, mais aussi dans la ré-identification, c'est-à-dire dans le fait de rejeter les identités imposées aux individus ou aux groupes d'individus par les systèmes dominants.

Finalement, j'ai abordé trois procédés de persuasion qui ne sont pas nécessairement des stratégies conscientes, mais que j'ai relevés dans les documents que j'ai étudiés. D'abord, le contexte dans lequel est présentée la nécessité d'utiliser l'action directe est formé de relations de pouvoir illégitimes qui ne peuvent tomber, justement, que si l'on utilise l'action directe. Ensuite, on voit apparaître un sentiment d'urgence assez généralisée dans les écrits, urgence qui justifie qu'on doive agir sans attendre après les instances de pouvoir. Finalement, il y a la polysémie de différents mots, employés souvent et à différentes sauces selon les écrits, qui tempère en quelque sorte les tensions potentielles internes en laissant une part d'ambiguïté quant à leur sens profond.

Les liens entre les stratégies telles qu'elles ont émergé de mon analyse et la théorie de l'action sociale sont encore une fois visibles, même si quelques nuances s'imposent. En effet, en ce qui concerne l'action directe de confrontation, elle est souvent prônée dans les écrits académiques. Par exemple, selon Rothman (1995),

« la stratégie du changement est exprimée dans : « Organisons-nous afin de subjuguier ('overpower') notre oppresseur et changer le système », de façon à cristalliser les enjeux pour que les gens sachent qui est leur ennemi légitime et ainsi

les mobiliser pour les amener à mettre de la pression sur ces cibles choisies. »^{lxxxviii}
(p. 37)

On voit bien ici beaucoup de rapprochements possibles entre ces écrits et la confrontation telle que formulée dans les écrits que j'ai étudiés : l'idée du combat, dans le fait de « subjuguier »; l'idée de cibler l'ennemi; et l'idée de mobiliser en masse. Par contre, et j'y reviendrai à la fin de la présente section, il y a ici la nuance importante à apporter entre les actions des groupes antiautoritaires et le fait de « mettre de la pression » sur les instances de pouvoir qui sont, dans une certaine mesure, presque contraire parce que les groupes antiautoritaires refusent le lobbying et la revendication.

L'action sociale, on l'a vu, met beaucoup l'accent sur la construction de ressources alternatives, et cela repose entre autres sur la notion du « self-interest », dont il a déjà été question. Ce « self-interest », s'il oriente le fameux « self among others » que j'ai aussi abordé, doit aussi déboucher, pour les gens qui se sont mobilisés, sur une solution aux problèmes auxquels ils ou elles sont confrontés. Ainsi, que ce soit des lieux de rassemblements de « tous les possibles » parce qu'on en manque, de l'information indépendante pour s'éloigner des médias de masse ou encore des légumes gratuits que l'on a cultivés soi-même pour s'autonomiser des supermarchés, ce sont là des alternatives de construction qui concordent tout à fait avec la vision de l'action sociale qu'en ont les théoriciens.

Par ailleurs, l'action sociale semble aussi convenir comme cadre aux actions directes de subversion, puisque comme l'affirment Bobo and al. (2001),

« le pouvoir d'une organisation peut-être basé (...) sur leur habileté à embarrasser la cible (...) ou leur habileté de faire du mal politique à la cible si cette cible tient un rôle public officiel, ou du mal financier s'il s'agit d'un rôle financier. »^{lxxxix} (Bobo, Kendall and Max, 2001, p. 42).

Finalement, à part pour aborder le fait que « le personnel est politique », j'ai eu l'impression durant longtemps que la préfiguration n'était pas tellement présente dans la littérature académique sur l'action sociale, comme si on n'avait pas tenu compte des tensions à l'intérieur des groupes. J'y reviendrai, mais cet aspect a déjà été traité par les féministes qui, fortes de leur expérience des groupes de femmes, ont accordé une importance grandissante aux dynamiques internes des groupes et leur héritage a par la suite été intégré à la théorie de l'action sociale. Ce que l'on peut dire, par contre, c'est que l'action directe qui nie, par exemple, certaines

identités sociales imposées à des individus ou des groupes d'individus, cherche par le fait même à briser les frontières qui existent entre les gens et s'inscrit du coup dans la logique d'un travail social qui souhaite « consolider le lien social » comme l'exprimait Renaud en 1995.

1.5. L'organisation

L'organisation a aussi été examinée dans les documents que j'ai étudiés. J'y ai vu que les groupes affinitaires se constituent autour de projets communs ou autour de la notion de communauté. La communauté prend beaucoup d'importance dans les textes parce qu'elle y est décrite comme étant à la fois un lieu de discrimination, un lieu où émergent des besoins similaires, un lieu potentiel de prise de contrôle et un lieu de rencontres et d'échanges. Pour toutes ces raisons, les textes insistent sur l'importance de se regrouper autour d'elle. Ces groupes affinitaires se regroupent eux-mêmes en convergence ou en réseaux. Les convergences sont des regroupements de groupes, alors que les réseaux sont des entrecroisements de relations entretenues entre des individus, des groupes et des convergences.

Dans la littérature théorique sur l'action sociale, la communauté comme les projets communs occupent aussi une place centrale.

« La forme organisationnelle (des groupes) est le plus souvent suffisamment petite, libre, et ouverte pour être en mesure « d'utiliser les connaissances et ressources locales, pour répondre aux problèmes rapidement et de façon créative, et pour maintenir la flexibilité nécessaire selon le changement des circonstances » (Daring, 1989, p. 6-7).^{xc} (Fischer, 1995, p. 330)

Cette façon de s'organiser ressemble donc beaucoup à ce qui a émergé des écrits, surtout lorsque l'on constate que le réseautage est aussi d'une importance capitale dans l'action sociale. En effet,

« la construction de coalitions est devenue un souci central dans l'action sociale, puisque les groupes ne sont pas habituellement pas assez forts pour atteindre des résultats significatifs seuls. Mais ces coalitions sont fluides, changeantes et irrégulières; de nouvelles configurations doivent être formées pour différents enjeux sur une base continue »^{xc1} (Rothman, 1995, p. 33).

1.6. L'autogestion

Dans la présentation des résultats, j'ai aussi abordé la question de l'autogestion, qui revient beaucoup lorsqu'il est question de l'action directe. L'autogestion est présentée comme un objectif à moyen terme, parce qu'on la vise au sein des

groupes, mais aussi à long terme, parce qu'elle perçue dans plusieurs documents comme la seule voie pour libérer l'humain de l'hégémonie ambiante; en ce sens, elle a des visées aussi beaucoup plus larges. L'autogestion est aussi présentée comme une stratégie de préfiguration, parce qu'elle constitue en elle-même la meilleure façon pour l'atteindre lorsqu'elle est un objectif : on l'expérimente dans l'ici et le maintenant pour éventuellement la voir se généraliser comme pratique dans la société; finalement, elle est aussi présentée comme le meilleur mode organisationnel pour vivre au quotidien les stratégies et les objectifs. Dans la théorie sur l'action sociale, l'autogestion n'est pas formulée ainsi, mais ces traces sont tout de même palpables, si ce n'est que dans le désir maintes fois formulé d'autonomiser les personnes et les communautés et de transformer les relations de pouvoir.

1.7. Éléments de divergences

J'ai recensé deux éléments qui semblent caractériser particulièrement les actions directes des groupes antiautoritaires et les différencier de la théorie de l'action sociale : le rejet de la revendication comme stratégie et le souci marqué pour les dynamiques internes.

1.7.1. Le rejet de la revendications comme stratégie

Rothman (1995), entre autres, insiste sur le fait que le modèle de l'action sociale

« pré suppose l'existence de segments de la population les plus « contrariés » ('aggrieved') ou désavantagés ('disadvantaged') qui ont besoin d'être organisés dans le but de faire des demandes à la communauté plus large pour plus de ressources ou un traitement plus égal »^{xcii} (p. 32).

Cet extrait exprime deux idées dont j'ai envie ici de traiter. La première est celle qui avance que des segments de la population ont « besoin d'être organisés ». Cette idée pourrait laisser entendre que l'on pré suppose que ces communautés sont incapables de s'organiser seules et ont besoin d'être prises en charge; cela est à peu près contraire à l'essentielle autodétermination qui transparaît de façon généralisée dans les documents antiautoritaires. La formulation pourrait laisser penser qu'une communauté X a besoin d'être organisée (notez : Rothman (1995) n'écrit pas « s'organiser ») par des leaders venuEs de l'extérieur. Je propose tout de même de laisser cette première réserve en plan pour deux raisons. D'abord, c'est que la

formulation de Rothman n'est pas sans équivoque, pour ne pas dire qu'elle est ambiguë. La seconde, c'est que d'autres auteurEs, dont Lamoureux (2002), affirment que l'action sociale existe lorsque des personnes en situation d'oppression s'organisent pour améliorer leurs conditions de vie, ce qui correspond tout à fait aux dispositions anarchistes.

Par contre, le deuxième élément de discussion que propose l'action sociale telle que décrite par Rothman (1995) est celui qui traverse l'objectif de « faire des demandes ». Il existe une différence fondamentale entre cette vision de l'action sociale et celle des groupes antiautoritaires. La première reconnaît, puisqu'elle lui « demande », la légitimité de l'État, alors que la seconde a plutôt des visées résolument révolutionnaires. À ce sujet, plusieurs auteurEs, dont Briskin (2001) et Shragge (2006), abordent la question de l'intégration et du désengagement. L'intégration vise à « augmenter la participation des gens dans le système tel qu'il existe ou pour procurer davantage de ressources ou redistribuer certains biens un peu plus équitablement sans remettre en cause les bases du système lui-même. » (p. 220), alors que le désengagement « part d'une critique du système, en adoptant un point de vue extérieur à celui-ci, et d'un désir, par conséquent, de créer des structures et des idéologies alternatives » (Briskin, 2001, cité dans Shragge, 2006, p. 118). De façon concrète, le désengagement pousse à la contestation, alors que l'intégration engage vers la normalisation, ce qui ressemble étrangement aux caractéristiques principales de l'action communautaire des années 60 et 70 versus celles des années 80 et 90. À ce titre, Shragge (2006) spécifie que l'action communautaire est souvent associée automatiquement au changement social, ce qui est tout à fait faux si elle « amène les communautés à s'adapter à l'oppression et aux intérêts dominants de la société » (p. 81). Cette perspective lui fait d'ailleurs craindre pour l'avenir de l'organisation communautaire telle qu'elle stimule la dissidence parce que « les organisations communautaires en sont venues à faire partie du système – et donc du problème- plutôt que d'agir comme un ferment d'opposition aux forces qui ont transformé la vie économique et sociale » (Shragge, 2006, p. 17). Toujours selon lui, pour stimuler le potentiel de dissidence, il faut

« créer cet équilibre entre, d'une part, chercher à remporter des victoires locales bien concrètes et, d'autre part, veiller à ne pas perdre de vue l'ensemble du tableau en créant des liens avec les enjeux plus globaux. » (Shragge, 2006, p. 31-32)

1.7.2. Le souci marqué des dynamiques internes

Le deuxième élément de divergence apparent entre la théorie de l'action sociale et l'action directe des groupes antiautoritaires dont il me semble important de discuter est l'importance que ces derniers accordent à la préfiguration et aux dynamiques internes de leurs collectifs. De prime abord, on aurait pu croire que les théoriciensNEs de l'action sociale avaient quelque peu éludé la question. En effet, beaucoup insistent plutôt sur l'importance de la « cristallisation des enjeux » afin de reconnaître « l'ennemi légitime » (Rothman, 1995, p. 37) dans une situation d'inégalité de pouvoir, mais il ne faut pas oublier les nombreuses critiques féministes de ces théories et l'expérience des groupes de femmes qui ont largement bonifié la théorie de l'action communautaire, et de l'action sociale par la bande. En effet, leur nouvelle perspective a permis « de transformer le vivre-ensemble pour qu'il soit plus inclusif, véritablement pluriel et solidaire » (Guberman et al., 2003, p. 30). À ce sujet, selon Dominelli (1995), l'un des apports importants des féministes est d'avoir permis la création « d'espaces sécurisants » où les femmes

« pouvaient parler, raconter leurs propres histoires et développer des formes d'action communautaire qui étaient moins hiérarchisées et aliénantes que celles basées sur les stratégies organisationnelles favorisées par les organisateurs communautaires masculins. »^{xciiii} (p. 134)

Gosse (2005) souligne que c'est « en partant de leur expérience personnelle » que les femmes ont jugé nécessaire de se réunir entre elles pour élaborer des critiques de « la suprématie mâle » (p. 158). En effet, l'auteur explique que c'est après avoir tenté de se battre pour le droit à la parole à l'intérieur de différents groupes de la nouvelle gauche que les femmes, fatiguées, ont décidé de s'organiser « à l'extérieur des organisations déjà existantes » (p. 159).

Ces nouveaux groupes se voulaient complètement dépourvus de hiérarchie. Cette façon de s'organiser est restée par la suite et c'est là l'un des héritages probants des féministes. Gagnon et Rioux (1988) affirment que « l'influence des femmes » a permis d'adopter « des comportements moins hiérarchiques, un leadership plus convivial et des activités militantes mieux ancrées dans le vécu. » (p. 120) Les

différentes initiatives menées par les femmes au fil des ans ont fini par faire en sorte que le rôle des femmes dans les organisations s'est passablement différencié de leurs prédécesseurs, où les femmes étaient le plus souvent subordonnées aux hommes. Cela aurait amené les femmes à

« concevoir de nouvelles visions du monde. Un monde qui ne soit pas attaché à des relations sociales patriarcales, mais guidé par des voies non hiérarchiques de femmes s'organisant ensemble en tant que femmes qui implantent des formes préfiguratives d'un ordre social alternatif étant pratiqué ici et maintenant. »^{xciiv} (Dominelli, 1995, p. 135)

Il ne s'agit plus d'adapter les femmes à des rôles créés pour elles par des hommes, mais plutôt de « créer un nouveau monde pour les hommes et les femmes, sans égard à leur âge, à leur « race », à leurs orientation sexuelle ou à leur incapacité. (Segal, 1987) »^{xcv} (Dominelli, 1995, p. 135). Ces espaces, largement orientés sur les processus internes, permettaient de discuter des différentes tensions qui s'y animaient, tensions qui, on s'en rendait compte peu à peu, naissaient presque inévitablement. « En effet, même dans une société autogestionnaire, participative, la plus démocratique, où régnerait le consensus politique sur les grandes valeurs, subsisteraient des conflits de type structurel entre personnes n'occupant pas la même position. » (Fortin, 1991, p. 22). La conclusion de nombre de féministes était qu'il fallait revoir l'organisation et « assurer effectivement la présence de tous et toutes dans la gestion de la chose commune à travers les rouages de son fonctionnement (des plus ternes aux plus spectaculaires; des plus matériels aux plus symboliques) » (Collin, 1992, citée dans Guberman et al., 2003, p. 35).

Pour en arriver à cela, Guberman et al. (2003) élaborent trois pistes de solution. La première consiste à développer, au sein des groupes, « une sensibilité à d'autres rapports sociaux de domination, à d'autres perspectives politiques » (ibid, p. 35) que ceux liés aux rapports de sexes. Deslandes et King (2006) font, au sujet des rapports de domination à l'intérieur des groupes, une mise en garde : il y aurait une « tension entre comment avoir des principes, mais en évitant de les imposer »^{xcvi} (p. 317). Selon eux, ne pas réfléchir sur cet enjeu entraîne une contradiction majeure entre les principes et la pratique libertaires. En effet, diront-ils, il y a une « vulnérabilité potentielle » pour les « activistes autonomes » qui ne savent pas trop comment se positionner face, par exemple, aux actions directes illégales, de se

retrouver à osciller « entre deux sources d'autorité- celle du système dominant, et celle de l'activisme autonome » (p. 319), ce qui transformerait, selon l'analyse de Deslandes & King (2006), les groupes en agents de contrôle des agissements des militantEs au même titre que les autorités policières en quelque sorte. On peut dire qu'à ce sujet, l'héritage féministe a permis de franchir des pas de géants parce qu'elles ont été les premières à insister sur l'importance de se pencher sur la question déjà abordée de l'intersectionnalité des oppressions. Cette intersectionnalité des oppressions, spécifie Gosse (2005), est l'un des héritages spécifiques des femmes de couleurs ('women of colors') qui n'étaient elles-mêmes pas nécessairement incluses dans les organisations féministes majeures : elles vivaient un type d'oppression qui n'impliquait pas seulement le genre et ont mis cette critique de l'avant.

La deuxième idée proposée par Guberman et al. (2003) est de ne plus séparer de façon binaire les fins et les moyens. Elle repose sur le fait que « (l)a vision utilitariste et stratégique se trouve ainsi remplacée par l'idée que les trajectoires choisies, les manières de s'organiser, de se réunir et de décider ensemble sont toutes aussi importantes que le corpus de revendications » (Guberman, et al., p. 36).

Le troisième élément cherche à expérimenter des méthodes de délibérations qui n'excluent personne et qui cherchent à rendre possible la participation avec les mots « des groupes dominés », en partant de leurs expériences individuelles, afin que ceux-ci puissent « construire des synthèses réflexives » (Guberman et al., 2003, p. 40). Cela ne va pas sans donner raison à Dominelli (1995) qui affirme que « (r)edéfinir les problèmes sociaux pour se concentrer sur leur nature sociale et faire des liens entre la vie privée de l'individu est un principe clé de la pratique féministe. »^{xcviii} (p. 139) L'articulation entre la vie publique et la vie privée a changé la façon d'aborder l'implication sociale puisque, sans cette adéquation, « l'espace politique demeure inadéquat et de graves exclusions continuent de miner la possibilité d'un monde commun » (Guberman, 2003, p. 34-35).

Pour en revenir aux groupes antiautoritaires à la lumière de ces propos, on peut voir en quoi l'héritage féministe est probant et complète, en ce sens, celui des théories de l'action sociale. D'abord, l'analyse intersectionnelle des oppressions est

présente, même au sein des groupes : on y est conscient que plusieurs oppressions (basées sur la « race », le genre, l'éducation, le statut, etc.) peuvent s'imbriquer les unes aux autres et on porte une attention particulière pour ne pas les reproduire. Ensuite, l'attitude anti-productiviste est souvent adoptée et le processus qui mène, par exemple, à l'élaboration d'une action directe est tout aussi important que l'action directe elle-même. Finalement, on instaure un processus démocratique où touTEs ont droit de parole et peuvent partir de leur expérience personnelle et employer leurs propres mots pour s'exprimer, et non pas nécessairement naviguer dans les concepts et les codes de prises de parole. Le fait de reconnaître ses tensions à l'interne et de mettre en place des mécanismes pour tenter de les combattre fait naître deux éléments dont il me semble important de traiter. Tout d'abord, la conscience de ces tensions fait en sorte que les groupes ne se perçoivent pas comme des blocs monolithiques et uniformes et que la différence, j'ai pu le constater à maintes reprises dans les documents que j'ai étudiés, est perçue comme une force aux yeux du mouvement antiautoritaire. Ensuite, la reconnaissance de ces tensions permet aussi de conclure que les groupes antiautoritaires savent qu'ils ne sont eux-mêmes pas à l'abri de leurs propres contradictions et, par le fait même, qu'ils savent tout à fait que les luttes qu'ils mènent ne sont pas un combat facile. Ils ont compris que le premier pas vers cette libération des relations de pouvoir commence par admettre que ces relations existent dans leurs propres pratiques et interactions. D'ailleurs, la rétroaction active constante qu'on y retrouve par le biais des mécanismes de régulation interne prouve bien que ce n'est pas, justement, nécessairement toujours facile.

Je me permets de conclure cette section en affirmant que les deux éléments qui m'apparaissaient au départ comme contradictoires entre le modèle de l'action sociale et l'action directe des groupes antiautoritaires ne sont pas, en fait, aussi fondés que je ne l'avais cru. D'abord, la perspective révolutionnaire des groupes antiautoritaires n'est pas, à proprement parler, antinomique avec le modèle de l'action sociale. Au contraire, même. Ce serait plutôt la perspective réformiste des groupes communautaires qui utilisent le modèle de l'action sociale qui la

dénaturerait. En effet, on l'a assez répété, ce modèle, à la base, doit ébranler les structures de pouvoir pour exister, et non pas chercher à intégrer des inégalités au système en les atténuant. Quant à l'importance des dynamiques internes, si au départ, il me semblait que les théoricienNEs de l'action sociale en faisaient fi, il m'a fallu découvrir tout le bagage féministe pour comprendre que ces enjeux avaient été intégrés à la théorie de base au fil des ans. En ce sens, le modèle de l'action sociale convient tout à fait pour comprendre l'action directe des groupes antiautoritaires, même si ces derniers n'oeuvrent pas dans les structures traditionnelles du travail social.

Conclusion

La présente recherche avait pour but de questionner les représentations de l'action directe dans le discours de certains documents antiautoritaires et de voir ensuite s'il était possible d'établir un lien entre cette action directe et le travail social, en faisant le pari qu'elle correspond au modèle de l'action sociale. Si quelques nuances se sont imposées, il reste que j'ai conclu que l'action directe, du moins telle qu'elle est représentée dans les documents que j'ai étudiés, répond effectivement aux caractéristiques de ce modèle. En effet, l'action directe des militantEs antiautoritaires cherche à ébranler, à l'avantage des plus oppriméEs, les relations de pouvoir, soit en les confrontant ou en les délégitimant en s'en retirant. Dans cette mesure, la lecture de la réalité de ces groupes est essentiellement politique, ce qui, comme le suggérait Lamoureux (2002), est le cas pour l'action sociale. Cette réalité politique est perçue comme étant composée de plusieurs oppressions imbriquées les unes aux autres, analyse qui ne s'est pas nécessairement imposée comme allant de soi dès le départ, mais qui s'est développée grâce à l'expérience des groupes de femmes de couleurs ('women of colours') et qui est devenue partie prenante de la théorie de l'action sociale. Aussi, comme on a pu le voir dans ce qui a émergé de mes résultats, l'action directe des groupes concentre ses efforts sur l'autodétermination des communautés, sans égard à leurs formes. En termes techniques, l'action sociale vise cela par la recherche d'*empowerment*. Finalement, tout comme les groupes de la nouvelle gauche des années 1960-1970, pour qui l'action sociale faisait partie du quotidien, les groupes antiautoritaires ont un souci marqué pour la préfiguration, instaurant en leur sein divers mécaniques qui leur permettent de vivre dans l'ici et le maintenant la société à laquelle ils aspirent. Cette construction d'une idéologie alternative et de nouvelles structures se veut révolutionnaire, contrairement à l'action sociale que l'on retrouve dans les institutions traditionnelles de travail social et qui peut parfois s'inscrire dans une logique de réforme. Cela étant dit, les théoricienNEs du travail social radical des années 60 et 70 avaient déjà abordé cette tension caractéristique de la profession qui la fait osciller entre, d'une part, une logique de prise en charge et de 'réinsertion'

des individus ainsi que de revendication à l'intérieur des structures en place, et d'autre part, une logique de transformation sociale qui ne peut pas se faire de l'intérieur de ces institutions. À ce titre, les groupes antiautoritaires croient que la réforme du système est impossible et qu'elle ne servirait qu'à renforcer les pouvoirs déjà en place, ouvrant ainsi la porte à de nouveaux 'espaces' de travail social à l'extérieur des institutions.

La présente recherche n'avait pas que les deux objectifs mentionnés ci-dessus. De façon toute personnelle, je cherchais probablement, au fond de moi, à réhabiliter le travail social dans ma vie parce que ce que j'en découvrais me faisait peur. Je sentais sans trop le nommer, ce que nombre d'auteurEs ont théorisé, c'est-à-dire une perte du potentiel de création de la dissidence de la pratique communautaire; je sentais ce qui me sert en partie de conclusion : l'action communautaire que je découvrais avait abandonné l'idée du changement social. D'ailleurs, le simple fait de constater que l'action sociale comme action communautaire « tend à être la moins pratiquée au sein des institutions de travail social et autres agences de services »^{xcviii} (Fischer, 1995, p. 328) en dit beaucoup sur la place de cette dissidence. Je n'ai, à la lumière de mes observations sur le terrain et des lectures théoriques sur le sujet pour le présent travail, pas de peine à le croire. L'action sociale, dont l'un des objectifs premiers est de remettre en cause les rapports de pouvoir, s'applique très mal dans un contexte où ces pouvoirs (l'État, les entreprises, ou autres) permettent la survie des groupes communautaires. On voit mal comment, dans un tel cas, elle saurait réémerger comme modèle de choix.

Je me demandais comment conclure cette recherche. Je cherchais à explorer des façons que pourrait prendre le travail social pour réhabiliter l'action sociale. Friesen (1993, p. 142-143) s'y est déjà penché. Elle en est venue à cinq conclusions que je me permets ici d'exposer. D'abord, il est temps que les praticienNEs se mettent à croire que le changement social en profondeur est possible. Ensuite, la promotion de cette croyance, ainsi que les habiletés nécessaires pour travailler au changement, devraient être enseignés aux étudiantEs en travail social. Troisièmement, il faut admettre que les professionnelLEs du travail social sont trop souvent isoléEs socialement et intellectuellement dans leurs pratiques. Aussi, il faut s'avouer que

cet isolement relève surtout du fait que les aspirations des professionnelLEs du travail social se limitent, par la nature de leur pratique, à l'immédiat, au petit, au local, et qu'il y a un manque d'information sur de réelles expériences de transformations à grande échelle. Finalement, il faut comprendre que la possibilité de passer outre ces contraintes et celle de parfaire l'acquisition des aspirations et habiletés nécessaires au changement social à grande échelle passent par un processus d'*empowerment* pour les praticienNEs.

Je me demandais, je l'ai dit, quelle était la meilleure façon de conclure cette recherche, mais cet exposé, fort louable sans doute, sur la formation des gens qui deviendront éventuellement travailleurs sociaux ou des travailleuses sociales ne me satisfaisait pas. En effet, je ne souhaitais pas terminer en faisant l'apologie de la professionnalisation du travail social, comme si la solution ultime au changement social se trouvait là. À ce titre, les professionnelLEs et les auteurEs sont nombreuses à décrier la bureaucratie désormais associée au travail social ou à s'insurger contre la difficulté de faire preuve de créativité dans leur pratique, contre l'obligation de rendement et contre la clientélisation de l'aide. Et peu sont confiantEs dans les perspectives d'avenir.

C'est donc la nature du travail social contemporain que je souhaite questionner en guise de conclusion : on a désormais affaire à une profession qui se technicise et dont les professionnelLEs sont désormais bardéEs de diplômes et de privilèges, protégéEs par un statut qui leur confère un pouvoir particulier et des avantages importants. Les théoricienNEs du travail social radical l'avaient à juste titre très bien formulé : le travail social doit être mené par et pour les gens les plus vulnérables, les problèmes doivent être adressés par eux et elles et les solutions trouvées par la même voie. Au niveau de l'action communautaire, on parle donc d'une force de transformation sociale émanant des collectivités et des individus et non pas d'une masse suivant unE expertE de l'organisation communautaire. Si l'on admet cela, alors le rôle du travailleur ou de la travailleuse sociale (ceux et celles qui en font leur profession) est considérablement remis en question et devient peut-être même vain : à quoi sert-on alors? À construire des alternatives aux structures en place, tel que le prévoit le deuxième objectif du travail social radical? Cette

construction doit venir des gens concernés par les problèmes. D'ailleurs, les groupes antiautoritaires travaillent exactement à cette transformation sociale sans qu'aucunE militantE ne se revendique d'être travailleuse ou travailleur socialE.

En 2004, Dominelli écrit qu'il est « vital » que le travail social arrive à se réinventer pour réussir à accompagner les gens les plus vulnérables « à réaliser leur potentiel humain » ('to realize their human potential', p. 247). Si cela n'est pas fait, le travail social « va faillir son défi d'être une force professionnelle pertinente pour le vingt-et-unième siècle »^{xcix} (p. 249-250). Ce que l'on peut souhaiter, c'est que la profession s'inspire des expériences antiautoritaires pour cette réflexion... Travailler à mettre sur pieds des alternatives aux structures oppressantes en place équivaut peut-être désormais à mettre sur pieds un travail social alternatif à celui qui émane des institutions, lui même autoritaire et hiérarchisé. C'est en ce sens, sans aucun doute, que travaillent les groupes antiautoritaires avec leurs actions directes. L'avenir du travail social est peut-être là...

Annexe 1- Bibliographie des documents utilisés

001- « Vers un centre social autogéré sur les terrains du CN à Pointe Saint-Charles », La pointe libertaire, 23 avril 2007, 4 pages.

002- Le Trouble, 2^e année, numéro 10, mars 2002 :

- S.A., « Plate Forme », p. 2
- S.A., « Tout État est policier », p. 2
- S.A., « Fédéral, provincial, municipal... La corruption à tous les niveaux! », p. 3
- S.A., « Manif étudiante du 21 février », p. 4
- S.A., « L'Anarchie au travail », p. 8
- S.A., « Courrier- En réponse à notre article du dernier numéro « Dans la vie... comme au hockey » », p. 9
- S.A., « Journal de R.A.S.H. Montréal- Red & Anarchist Skinhead », (non numéroté, p. 10)
- « Des livres pour les prisonniers », (non numéroté, p. 11)

003- La revue du Projet Accompagnement Solidarité Colombie : La piedra en el zapato, numéro 2, 16 pages :

- S.A., « Le Projet Accompagnement Solidarité Colombie », p. 0
- S.A., « Édito », p. 1
- S.A., Autoroute Panaméricaine : ordonner le chaos, capitalisme et humanités... », p. 2-4.
- S.A., « Era un sueño y se hizo realidad », p. 10-11.

004- Alerta! Le Cri de la Wawa, Été 2006, 27 pages.

- Zapata, Emiliano, « Pourquoi créer une banque de semences? », p. 24-25.

005- « Hors de prix- Le butin et/ou la révolution », Hors-d'œuvre, www.hors-doeuvre.org

006- « Depuis toujours, les violences policières ont une odeur, celle du mépris et de la discrimination », COBP, 2008.

007- C'est arrivé près de chez-vous : Journal du Comité des sans-emploi (CSE) et de la CLAC-Logement, Automne 2004, no. 4, 8 pages :

- « Allons les débusquer! », p. 1-2
- « Qui sommes-nous? », p. 3
- « Pour en finir avec : les osties de crosseurs », p. 4.
- « Pendant que vogue le navire libéral... », p. 7
- « Nous dénonçons les pratiques capitalistes du gouvernement municipal... », p. 8

008- Cause commune- journal anarchiste, NEFAC, no. 14, mai 2007, 4 pages.

- « Travailler pour des peanuts », p. 1
- « Perspectives libertaires : une conjoncture difficile », p. 1 et 4.

- « Le vote pour le populisme, un acte de contestation douteux : Ok, là on fait quoi? », p. 3

009- La Rue Brique, numéro 13, printemps-été 2007 :

- « L'information : la base de contrôle », par Hélène.
- « Exigeons un statut pour Kader », par SMB
- « L'avenir des terrains du CN, ça nous regarde! », par Ge
- « The St. Emilie Skillshare- Defending and retaking cultural space », par SMB

010- Justice et dignité, Solidarité Sans Frontière, mai 2007, 11 pages :

- « Le monde à travers les yeux des esclaves », Oscar Carrillo, p. 2
- « Non-citoyen = non-humain », p. 3
- « Arrêtez les expulsions injustes des aides familiales résidentes philippines! », p. 5
- « Les crasses et les crosses du travail agricole », p. 5
- « Aux Etats-Unis, les travailleurs et les travailleuses immigrant-e-s... », p. 7
- « La précarité organisée du travail immigrant temporaire », p. 9

011- Résiste! : Sommet des Amériques, mars 2001, 15 pages :

- « Éditorial : Ceci est un appel à la résistance! », p. 1
- « Qui sommes-nous?: La Clac », p. 2
- « Qui sommes nous?: Le Casa », p.2
- « La ZLEA ou quand la réalité dépasse la fiction », p. 3
- « De l'Anti-Mondialisation à l'Anti-capitalisme- bilan et perspectives d'un mouvement qui s'éveille », p. 4
- « Stratégies et diversité : Appel pour l'action directe », p. 6
- « Calendrier militant : en route vers le Sommet des Amériques!!! » », p. 8-9
- « La démocratie », p. 11
- « AMP-Action Mondiale des Peuples : Une coordination contre la mondialisation capitaliste », p. 14

012- Les plottes complottent, Les Femmes ont faim!, numéro 1 :

- « Con-kiss-adorent »
- « Guerilla Girls et Guerilla Girls on Tour »

013- Anarkhia- Bulletin anarchiste, Le Collectif Anarkhia, #6, février 2006, 14 pages. :

- « La synthèse anarchiste keksek sa? », blackcat@anarkhia.org, p. 2-4
- « Reclaim un éducation autonome », p. 6-7
- « Diktat économique à la pétro-sauce oligarchique », p. 7-8
- « De la grève générale à la communisation généralisée, p. 13

014- La Mauvaise Herbe, vol. 6, no. 1, hiver 2007, 34 pages :

- « SHAC et la lutte contre l'expérimentation animale », p. 5-7.
- « The Fifth Estate and Voting », p. 15-16.
- « L'anarchisme vert et la question de la civilisation... », p. 18-20.
- « En file docile pour le spectacle », p. 24-27

- « Où est passé l'hiver? », p. 35.

015- « Soutenez les prisonniers politiques! », La CLAC

016- Utopia, Les Rebelles Sans Frontières

- Intro
- La malbouffe et vous
- Révolution personnelle et révolution sociale
- Industrie, technique et domination
- Cultures anarchistes et indigènes
- Sur la nécessité d'un syndicalisme révolutionnaire
- You can do it!
- Anarcho-écologie : La critique anti-industrielle et anti-civilisationnelle
- L'imaginaire autonome
- Conception pédagogique libertaire, exemple d'école
- Le retour du carnaval
- L'auditorium Che Guevera de l'UNAM toujours occupé...
- Dialogue entre Bakounine et Rousseau
- Se battre contre l'endoctrinement des sionistes

017- « A Community Farming Project », Les Jardins de la Résistance, April 2007- November 2007.

018- « D.I.R.A. Bibliothèque libertaire »

019- Ruptures no. 6, NEFAC, printemps 2006 :

- « Mouvement communautaire et anarchiste : une rencontre fructueuse? », Marc-Aurel, p. 5-7
- « Quel rôle pour les libertaires dans les luttes sociales? », S. Patrice (1984), p. 9-10.
- Les écrits restent... », Nicolas Phébus, p. 31.

020- « L'agent provocateur », COBP, mai 2006

021- Mauvaise herbe, vol. 6, no.3 :

- « La mauvaise herbe s'accroche au pavé 25 numéros plus tard... », p. 2-4
- « Négation : Accepter le monde tel qu'il est : réflexions sur le positivisme militant », p. 17-21
- « Extrait de : My Name is Chellis & I'm in Recovery from Western Civilization », non paginé.

022- «Le Taser- Arme mortelle», COBP, mai 2008, 16 pages

023- Abandonnez l'activisme! et Pratique et idéologie dans le mouvement de l'action directe, Les Éditions Ruptures, Montréal, mai 2008, 20 pages

- « Introduction, p. 1

- « Pratique et idéologie dans le mouvement de l'action directe », p. 2-9.
- « Abandonnez l'activisme! », p. 10-20.

024- Suis-je de l'ostie de marde?, vol. 3, non paginé :

- « De l'Organisation par le fait »
- « Mr. Freitag intellectuel de salon »
- « De belles lignes »
- « Quel foutu mouvement? »

025- Casse sociale- fanzine des red & anarchist skinhead du Québec, numéro 1, Montréal, 20 pages :

- « Travail, famille, patrie : ADQ et Front National même combat? », Durruti, p. 4-5
- « Come back des fachos à Québec », Montagnar, p. 12

026- Journal de grève, 2007 :

- « État des lieux », UPAM
- « Origine des universités populaires », Jean-François Landry
- « Nous n'aurons ce que nous prendrons », Rémi Bellemare-Caron

027- Justice et dignité, Solidarité Sans Frontières, mai 2005, 13 pages :

- « Solidarité sans frontières : Tisser des liens pour la justice et la dignité », anonyme, p. 3.
- « La Forteresse Amérique du Nord : Pays « sûrs » et « frontières intelligentes »? », S.S.F., p. 4
- « À voir « Le Human Rights Action Committee (HRAC) de Montréal », HRAC, p. 8.

028- « Dominic Chartier, matricule 1373 : meurtrier impuni », COBP.

029- « 400 ans de militarisme : il faut que ça cesse! », Guerre à la guerre, 2008, 14 pages.

030- « International Festival Infringement Montréal », Festival 2007

031- L'agent provocateur- journal du collectif opposé à la brutalité policière, COBP, été 2008, 8 pages. :

- 1^{er} mai : Sauvage répression de la manifestation anticapital- », p. 4
- 15 mars 2008 : compte-rendu de la 12^{ème} manif contre la brutalité policière à Montréal », p. 5-6.

032- L'infobourg, avril 2001, 11 pages :

- « Occupons notre quartier », p. 1.
- « Un groupe de Montréal propose une approche plus combative », Nicolas Lefebvre-Legault, p. 3.

- « Nous sommes tous les criminels de droit commun », Nicolas Lefebvre-Legault, p. 4.
- « Humaniser le capital : l'impossible pari de la social-démocratie », Mathieu Houle-Courcelles, p. 5
- « Les boucs émissaires : un black block en rouge pour le sommet », Christian Dubois, p. 6.
- « La lutte est continuelle », CASA, p. 7.
- « Défense et explication du principe de diversité des tactiques », p, 8-9.

033- Le frigo vert

- « C'est difficile de bien manger »
- « Le bio n'est pas la seule chose qu'on veut! »

034- État policier : ici et ailleurs :

- « L'organisation comme riposte à la répression », COBP, p. 2

035- « Éducation est liberté »

036- « Une série d'ateliers/discussions pour toutes et tous » (Affiche)

037- La RueBrique, numéro 7, Décembre 2004, 4 pages

- « Transcontinental : autopsie de la liberté de presse », p. 3
- « La Société du Havre : un projet de réaménagement pour les riches!!! », p. 2

038- « 400 ans de colonialisme et de militarisme : Pas de quoi célébrer! »

039- « Collectif de Recherche sur l'Autonomie Collective au Kébec »

040- « L'art + anarchie », Montréal, 2007, 24 pages.

041- Combat- Bulletin de solidarité des travailleuses et des travailleurs, numéro 2, hiver 2007 :

- Accidents de travail : La restauration : un secteur à risques »
- « Le RSST, c'est quoi? »

042- Surprise! On a des droits!?, COBP, 1998.

043- « Déclaration de guerre », la Coalition pour le progrès en milieu anarchiste.

044- Action mondiale des peuples : Résistance 2010 :

- « Action Mondiale des Peuples : Résistance 2010 », p. 2
- « Accommode donc ça! », p. 4-5
- « Bloquez L'Empire! – Montréal : la guerre à domicile depuis 2003 », p. 20
- « D.I.R.A. Bibliothèque Anarchiste : L'information libre a pignon sur rue à Montréal », p. 28
- « Mexique : De la répression l'insurrection », p. 35-37

- « La sécurité et la prospérité : de qui? par qui? et contre qui? », Les Sorcières, p. 38-39.

045- « Bottin Antiautoritaire de Montréal »

046- « Bloquez l'Empire MTL : Occupation n'importe où... Résistance partout », BLEM

047- « Avril 2001 : Le capital débarque en ville », CASA

048- Bulletin anarchiste Anarkia, #9, Printemps 2008, n.p. :

- Page couverture
- 2^e de couverture, p. 2
- « Le Rhizome », p. 6

049- Libre et Autonome, Numéro 2, hiver 2008, n.p. :

- « L'attentat pâtissier »

050- « Attaque de SHAC », SHAC

051- « Vendredi dernier, Adil Charkaoui,... », Le rassemblement populaire contre l'injustice sécuritaire (RPCIS)

052- « Pourquoi nous manifestons », info@psp-spp.com

053- « Recherché Wanted- René D'Aoust, Directeur des renvois Citoyenneté et Immigration Canada »

054- « Campement autogéré 2008- 8-24 août : Lévis »

055- « Le Réseau Anti-capitaliste de Montréal »

056- « 400 ans de militarisme : il faut que ça cesse! », Guerre à la guerre.

057- Libre et Autonome, Numéro 1, n.p. :
Présentation

Annexe 2- Bibliographie théorique

ADAMOVSKY, Adam, “Another Forum is Possible : Whose Bridges Are We Building? Do We Need a New International?”, in Confronting Capitalism, Soft Skull Press, Brooklyn, 2004, p. 180-182.

ALBERTANI, Claudio, « Paint It Black : Black Blocs, Tute Bianche and Zapatistas in the Anti-Globalization Movement », in New Political Science, vol. 24, no. 4, 2002, p. 580-595.

ALINSKY, Saul (1976), Manuel de l'animateur social : action directe non violente, Éditions du Seuil, Paris, 250 pages.

ARENDT, Hanna, Essai sur la révolution, Gallimard, France, 1967, 475 pages.

ATKINSON, Joshua, « Analyzing Resistance Narratives at the North American American Anarchist Gathering », in Journal of Communication Inquiry, Sage Publications, vol. 30, no. 3, July 2006, p. 251-272.

ATTON, Chris, “Reshaping Social Movement Media for a New Millenium”, in Social Movement Studies, vol. 2, no. 1, Edinburgh, 2003, 15 pages.

AUBENAS, Florence et Miguel Benasayag, Résister, c'est créer, Éditions La Découverte, Paris, 2002, 121 pages.

BAILLARGEON, Normand, Anarchisme, L'Île de la Tortue, Montréal, 1999, 127 pages.

BAIOCCHI, Gianpaolo (2005), Militants and citizens : The Politics of Participatory Democracy in Porto Alegre, Standford University Press, Standford (Californie), 224 pages.

BARBIER, Maurice (1997), Le mal politique : les critiques du pouvoir et de l'État, L'Harmattan, Montréal, 179 pages.

BEAUCHEMIN, Jacques et Karine Leclerc (2002), « La société civile comme sujet politique : une nouvelle représentation de l'intérêt général », dans Lien social et politique, vol. 48, p. 19-33.

BENNET, W. Lance, « Communicating Global Activism : Sthrengths and Vulnerability of Networked Politics », in Information, Communication and Society, vol. 6, no. 2, 2003, p. 143-168.

BEVINGTON, Douglas & Chris Dixon (Décembre 2005), “Movement-relevant Theory: Rethinking Social Movement Scholarship and Activism”, in Social Movement Studies, Vol. 4, No. 3, Santa Cruz, p. 185–208.

BEYERLEIN, Kraig (2004), "A two-stage model for a two-stage process: how biographical availability matters for social movement mobilization", in Mobilization: An International Journal, 11 (3), Californie, p. 219-240.

BISTICA-COCOVELS, Marcos, "Black Bloc, Pink Bloc: Reflections on the Tactics of the Anti-Globalization Movement", Morgan State University.

BINDERKRANTZ, Anne (2005), "Interest Group Strategies: Navigating Between Privileged Access and Strategies of Pressure", in Political Studies, vol. 53, Oxford, p. 694-715.

BLOOMBERG, Warner, Jr. and Florence W. Rosenstock, "Who Can Activate the Poor? One Assessment of "Maximum Feasible Participation", in Community Politics: a Behavioral Approach, The Free Press, New York, 1971, p. 150-158.

BOAL, Iain, "Glossary" in Confronting Capitalism, Soft Skull Press, Brooklyn, 2004, p. 389-404.

BOBO, Kim, and al., Organizing for social change: Midwest Academy Manual for Activists, Third Edition, Seven Locks Press, Santa Ana, CA, 2001, 425 pages.

BORUM, Randy and Chuck TILBY, "Anarchist Direct Actions: A Challenge for Law Enforcement", in Studies in Conflict and Terrorism, 28, 2005, p. 201-223.

BRADSHAW, Catherine and al., "Towards a Hybrid Model for Effective Organizing in Communities of Color", in Diversity and Development in Community Practice, edited by Faulkner and al., The Haworth Press, Binghamton (New York), 1993, p. 25-42.

BRADY, John, "The Public Sphere in the Era of Anti-Capitalism", in The Anti-Capitalism Reader: Imagining a Geography of Opposition, Akashic Books, New York, 2002, p. 55-69.

BRAMBLE, Tom and John MINNS, "Activist Perspective on the Australian anti-capitalist movement", in Papers from the Jubilee Conference of the Australasian Political Studies Association, 2002, Canberra, 25 pages.

BRETON, Emilie et al., « Mon/notre/leur corps est toujours un champ de bataille Discours féministes et queers libertaires au Québec, 2000-2007 », dans Recherches Féministes, vol. 20, no. 2, 2007, p. 113-139.

BRETON, Émilie et Nicolas Delisle-L'Heureux, Monographie de la CLAC, manuscrit en préparation pour 2009, Collectif de Recherche sur l'Autonomie Collective.

CARTER, April (1973), Direct action and liberal democracy, Routledge & Keagan, London, 169 pages.

CHECKOWAY, Barry, "Six strategies of community change", in Community Development Journal, vol. 30, no. 1, January 1995, p. 2-20.

CHESTER, Graeme and Ian WELSH, Multitude at the Edge of Chaos, Routledge, Oxon, 2006, p. 68-89 (chapter 4).

CLARK, Dylan, "Waker Cells and Subcultural Resistance", in Peace Review, 16(4), December 2004, p. 453-457.

COBURN, Elaine Suzanne, Ideology, Globalization and Social Movements : Case Study of the Battle of Seattle, UMI, 2002, 126 p.

COCHRANE, Regina (automne 2002), "(Eco)Feminism as a "Temporary Autonomous Zone"? Reflections on Calgary's Anti-Globalization Protests", in Women & Environments International Magazine, Toronto, p.56-57

COLLINS, Thatcher, "A Protestography", in Confronting Capitalism: Dispatches From a Global Movement, edited by E. Yuen, D. Burton-Rose and G. Katsiaficas, Soft Skull Press, Brooklyn, 2004, p. xxxiv-xlvi.

CONWAY, Janet (2003), « Civil Resistance and the 'Diversity of Tactics' in the Anti-Globalization Movement : Problems of Violence, Silence, and Solidarity in Activist Politics », in Osgoode Hall Law Journal, vol. 41, no. 2&3, p. 505-539.

COUCH, Jen, "Imagining Zapatismo: Anti-globalization Movement and the Zapatistas", in Communal/Plural, vol. 9, no. 2, p. 243-260.

COX, Fred M., "Social Action: Introduction", in Community: Action, Planning, Development: A Casebook, F.E. Peacock, inc., Itasca (Illinois), 1974, p. 9-10.

CYR, M.-A., La presse anarchiste au Québec, Les Éditions Rouge et Noir, Mascouche, printemps 2006, 222 pages.

DAY, Richard J.F., « From Hegemony to Affinity : the political logic of the newest social movements », in Cultural Studies, September 2004, vol. 18, no. 5, p.716-748.

DAY, Richard J.F., Gramsci is Dead: Anarchist Currents in the Newest Social Movements, Between the lines, Toronto, 2005, 254 pages.

DELEON, Abraham P., "The time for action is now! Anarchist theory, critical pedagogy, and radical possibilities", in Journal for Critical Education Policy Studies, vol. 4, num. 2, Novembre 2006.

DELISLE-L'HEUREUX, Nicolas et Anna Kruzynski, « La fourmilière anticapitaliste et antiautoritaire globalisée : subvertir, bloquer, préfigurer et construire des alternatives au Québec », Montréal, 2004, article publié en marge d'une présentation à l'ACFAS, 12 pages.

DESLANDES, Ann et Debra KING, « Autonomous activism and the global justice movement : Aesthetic reflexivity in practice », in Journal of Sociology, vol. 42, no. 3, Sage Publications, 2006, p. 310-327.

DOMINELLI, Lena, Social Work: Theory and practice for a changing profession, Polity Press, Cambridge, 2004, 307 pages.

DOMINELLI, Lena, Anti-Oppressive Social Work : Theory and Practice, Palgrave Macmillan, New York, 2002, 211 pages.

DOMINELLY, Lena, « Women in the community : feminist principles and organising in community work », in Community Development Journal, vol. 30, no. 2, April 1995, p. 133-143.

DRAINVILLE André C. (December 2005), "Beyond altermondialisme: anti-capitalist dialectic of presence", in Review of International Political Economy, 12:5, Quebec, p. 884-908.

DUMONT, F., "Structure d'une idéologie religieuse", dans Recherches sociographiques, 1,2, 1960, p. 161-189.

DUPUIS-DÉRI, Francis, « Contestation altermondialiste au Québec et renouveau de l'anarchisme », dans Contester dans un pays prospère : l'extrême gauche en Belgique et au Canada, P.I.E., Bruxelles, 2007, p. 177-196.

DUPUIS-DÉRY, Francis, « Idées noires : les anarchistes et leurs journaux au Québec (2000-2006) », dans La presse anarchiste au Québec, par Marc-André Cyr, Les Éditions Rouge et Noir, Mascouche, printemps 2006, p. 173-217.

DUPUIS-DÉRI, Francis, Black Blocs, Atelier de création littéraire, Lyon, 2004, 123 pages.

DUPUIS-DÉRI, Francis, « Penser l'action directe des Black Blocs », dans Politix, vol. 17, no. 68, 2004, p. 79-109.

DUVAL, Michelle et al., Les organismes communautaires au Québec, Gaëtan Morin Éditeur, Montréal, 2005, 164 pages.

EHRlich, C. and Howard J. Ehrlich, « The Nature of Anarchism », in War Resisters League, « Organizer's Manual », Edited by Ed Hedemann, New York, 1986, p. 23-27.

ENRIQUEZ, Eugène, Clinique du pouvoir : Les figures du maître, Éditions ères, Ramonville Saint-Agne, 2007, 238 pages.

EPSTEIN, Barbara, “Anarchism and the Anti-Globalization Movement”, in Monthly Review, Vol. 53, num. 4, September 2001.

FISCHER, Robert, « Social Action Community Organization : Proliferation, Persistence, Roots, and Prospects », in Strategies of Community Intervention: Macro Practice, Fifth Edition, F.E. Peacock Publishers, inc., Itasca (Illinois), 1970, p. 327-340.

FISCHER, Robert, “From Grass-Roots Organizing to Community Organization Practice in the Community Center Movement, 1907-1930”, in Community Organization for Urban Social Change: A Historical Perspective, Edited by Fisher, Robert and Peter Romanofsky, Greenwood Press, Westport (Connecticut), 1981, p. 33-58.

FORTIER A. et al., « Questionnements sur la compréhension de militantes libertaires queer et féministes au Québec à l’égard du « Nous-femmes » et de la non-mixité : recoupements et divergences », 2008, pas encore publié.

FORTIN, Andrée, “La participation: des comités de citoyens au mouvement communautaire”, Bibliothèque Paul-Émile-Boulet de l’Université du Québec à Chicoutimi, 1991, 34 pages.

FORTIN, Maxim, La résurgence d’une contestation radicale en Amérique du Nord, Mémoire de maîtrise présenté au Département de Science Politique de l’Université Laval, 2005, 66 pages.

FRIEDMAN, R.B., « On the Concept of Authority in Political Authority », in Authority, edited by Joseph Raz, New York University Press, New York, 1990, p. 56-91.

FRIESEN, Barbara J., « Creating Change for Children with Serious Emotional Disorders : A National Strategy », in Community Organization and Social Administration: Advances, Trends, and Emerging Principles, The Haworth Press, New York, 1993, p. 127-146.

GAGNON, Gabriel et Marcel Rioux, À propos d’autogestion et d’émancipation, Institut québécois de recherche sur la culture, Ville St-Laurent, 1988, 190 pages.

GELDERLOOS, P., How Non-Violence Protects the State, Signal Fire Press, Harrinson, VA, 2005, 181 pages.

GINDIN, Sam, "Anti-Capitalism and the Terrain of Social Justice", in Monthly Review, February 2002, p. 1-14.

GORDON, Uri, Anarchy Alive!: Anti-Authoritarian Politics from Practice to Theory, Pluto Press, Ann Arbor, 2008, 183 pages.

GORDON, Uri, « Anarchism reloaded », in Journal of Political Ideologies, 12 (1), Routledge, February 2007, 29-48.

GOSSE, Van, Rethinking the New Left, Palgrave Macmillan, USA, 2005, 240 pages.

GRAEBER, David, "The New Anarchists", in A Movement of Movements : Is Another World Really Possible?, edited by Tom Mertes, New York: Verso, 2004, p. 202-215.

GRAEBER, David, La démocratie des interstices : Que reste-t-il de l'idéal démocratique?, dans La Revue du MAUSS, 2005, vol. 2, num. 25, p. 41-89.

GRAEBER, David, Pour une anthropologie anarchiste, Lux Éditeur, Montréal, (2004) 2006, 164 pages.

GROS, Dominique, "Qu'est-ce que le droit de résistance à l'oppression? » dans Le droit de résistance à l'oppression, Seuil, Paris, 2005, p. 11-29.

GROULX, Lionel H., "Participation, pouvoir et services sociaux", dans Traité des problèmes sociaux, Presses de l'Université Laval, 1999, p. 1035-1052.

GUBERMAN, Nancy et al., Le défi des pratiques démocratiques dans les groupes de femmes, Éditions St-Martin, Montréal, 2002, 252 pages.

GUILBERT, Amadine et Anna Kruzynski, Collectif Liberterre : une monographie, CRAC, Montréal, 2008, 63 pages.

HEWITT-WHITE, Caitlin, "Direct Action Against Poverty: Feminist Reflections on the Ontario Coalition Against Poverty Demonstration, June 2000." in Canadian Woman Studies, autumn 2000, vol. 186, n.5.

HEDEMANN, Ed, "Nonviolence", », in War Resisters League, « Organizer's Manual », Edited by Ed Hedemann, New York, 1986, p. 11-15

HOLLOWAY, J., Changer le monde sans prendre le pouvoir, Lux Editeur, Montréal, 2007, 320 pages.

HUDSON, Annie, « Changing perspectives : feminism, gender and social work », in Radical Social Work Today, Edited by Mary Langan and Phil Lee, Unwin Lyman Ltd, London, 1989, p. 70-96.

HUNT, Andrew, « How New Was the New Left? », in The New Left Revisited, Temple University Press, Philadelphia, 2003, p. 139-155.

JURIS, Jeffrey S., “Violence Performed and Imagined: Militant Action, the Black Bloc and the Mass Media in Genoa” in Critique of Anthropology, 25, 2005, p. 413-432.

KATSIAFICAS, George, “**Seattle Was Not the Beginning**”, in Confronting Capitalism: Dispatches From a Global Movement, edited by E. Yuen, D. Burton-Rose and G. Katsiaficas, Soft Skull Press, Brooklyn, 2004, p. 3-10.

KIELY, Ray, “Actually Existing Globalisation, Deglobalisation and the Political Economy of Anti-Capitalist Protest”, in Historical Materialism, vol. 10:1, 2002, p. 93-121.

KING, Mike, David WADDINGTON, “Flashpoint Model: A Critical Application of the Policing of Anti-Globalization Protests”, in Policing & Society, vol. 15, no. 3, September 2005, p. 255-282.

KLEIN, Naomi, No Logo, Leméac, 2001, 741 pages.

KRUZYNSKI, Anna, “Description du projet : Un autre monde est-il possible? Une perspective critique sur les expériences autogestionnaires qui émergent depuis 1995 au Québec”, Montréal, 2005, p. 3-11.

KRUZYNSKI, Anna et Marcel Sévigny, « Réhabiliter le politique : une option libertaire », dans Possibles, vol. 29, no. 1, hiver 2005, p. 28-45.

KRUZYNSKI, Anna, K. and Eric Shragge, “Getting organized: anti-poverty organizing and social citizenship in the 1970s”, in Community Development Journal, vol. 34, no. 4, October 1999, p. 328-339.

KURASAWA, Fuyuki, “A Cosmopolitanism From Below: Alternative Globalization and the Creation of a Solidarity Without Bounds”, in European Journal of Sociology, no. 45, Cambridge University Press, 2004, p. 233-255.

LACEY, Anita, « Spaces of Justice : The Social Divine of Global Anti-Capital Activists’ Sites of Resistance », in The Canadian Review of Sociology, 42, 4, 2005(a), Platinum Periodicals, p. 403-419.

LACEY, Anita, “Networked Communities: Social Centers and Activist Spaces in Contemporary Britain”, in Space and Culture, 8, 2005(b), p. 286-301.

LAMBERT-PILOTTE, DRAPEAU et KRUYNSKI, La révolution est possible : un portrait des groupes libertaires au Québec, dans *Possibles (Les jeunes réinventent le Québec)*, 31 (1-2), 2007, p. 1-19

LAMOUREUX, Henri, Éthique, travail social et action communautaire, Presses de l'Université du Québec, Canada, 2003, 243 pages.

LAMOUREUX, Henri et al., La pratique de l'action communautaire, 2^e édition, Presses de l'Université du Québec, Ste-Foy, 2002, 518 pages.

LANGAN, Mary and Phil Lee, « Whatever happened to radical social work? », in Radical Social Work Today, Edited by Mary Langan and Phil Lee, Unwin Lyman Ltd, London, 1989, p. 1-18.

LANGLOIS, A. et Frédéric Dubois, « Introduction », dans Autonomous Media : Activating Resistance & Dissent, Cumulus Press, Montréal, 2005, p. 9-15.

LÉVESQUE, J. et Jean Panet-Raymond, « L'évolution et la pertinence de l'approche structurelle dans le contexte social actuel », dans Revue Service Social, vol. 43, no. 3, Montréal, 2002, p. 23-37.

MAYER, Robert, « Évolution des pratiques communautaires au Québec (1960-1990) » dans Revue canadienne de service social, vol. 11, no 2, été 1994, p. 238-260.

McDONALD, Kevin, "Oneself as Another: From Social Movement to Experience Movement" in Current Sociology Vol. 52 No. 4, July 2004, 575–593.

McMILLIAN, John, "« You Didn't Have to Be There »: Revisiting the New Left Consensus I", in The New Left Revisited, Temple University Press, Philadelphia, 2003, p. 1-8.

MENDEL, Gérard, Une histoire de l'autorité : Permanences et variations, Éditions La Découverte, Paris, 2003, 285 pages.

MILSTEIN, Cindy, "Something Did Start in Quebec City: North America's Revolutionary Anti-Capitalist Movement", dans Kick It Over, numéro 39, 2001, p. 16-19

MIZRAHI, Terry and Beth B. Rosenthal, "Managing Dynamic Tensions in Social Change Coalitions", in Community Organization and Social Administration: Advances, Trends, and Emerging Principles, The Haworth Press, New York, 1993, p. 11-40.

MURPHY, Gillian H. & Steven Pfaff (2005), "Thinking Locally, Acting Globally?: What the Seattle Protests Tell Us About the Global Justice Movement", dans Political Power and Social Theory, vol. 17, p. 151-176.

NESTOR, M., « La presse libertaire au Québec : quelques repères historiques », préface de La presse anarchiste au Québec, Les Éditions Rouge et Noir, Mascouche, printemps 2006, p. 9-12.

NIETO, Roberto, « Pour le mouvement de justice mondiale », dans Posters of Social Movements in Quebec 1966-2007, Cumulus Press, Montréal, 2008, p. 311-314.

NINACS, William A., « Empowerment et service social : approches et enjeux », dans Service social, vol. 44, no. 1, 1995, p. 69-93.

OWENS, Lynn and L. Kandell PALMER, "Making the News: Anarchist Counter-Public Relations on the World Wide Web", in Critical Studies in Media Communication, vol. 20, no. 4, December 2003, p. 336-361.

PARIS, Jeffrey, "The Black Bloc's Ungovernable Protest", in Peace Review, 15:3, 2003, p. 317-322.

PARTON, Nigel, "Social theory, social change and social work: an introduction", in Social Theory, Social Change and Social Work, Edited by Nigel Parton, Routledge, London, 1996, p. 4-18.

PARKER, Noel (2003), « Parallaxes: Revolutions and « Revolution » in a Globalized Imaginary », in The Future of Revolutions: Rethinking Radical Change in the Age of Globalization, edited by John Foran, Zed Books, p. 42-56.

PICKARD, Victor, W., "United yet Autonomous: Indymédia and the struggle to sustain a radical democratic network", in Media, Culture and Society, vol. 28 (3), 2006, p. 315-336)

PLEYERS, Geoffrey, « Des *black blocks* aux alter-activistes : pôles et formes d'engagement des jeunes altermondialistes », dans Lien social et politique, vol. 51, no. 91, printemps 2004, p. 123-134.

PLOWS, Alexandra (juin 2006), "Blackwood Roads Protest 2004: an Emerging (Re)cycle of UK Eco- action?", in Environmental Politics, Vol. 15, No. 3, United Kingdoms, p.462-472.

PRITCHARD, Colin and Richard Taylor, Social Work: Reform or Revolution?, Routledge & Kegan Paul, London, 1978, 162 pages.

PUCCIARELLI, Mimmo D., L'imaginaire des libertaires aujourd'hui, Atelier de création libertaire, Lyon, 1999, 365 pages.

RATHKE, Wade (été 2001), "Tactical tensions, Part I", dans Social Policy, p. 13-18

RATHKE, Wade (automne 2001), « Tactical tensions, Part II », dans Social Policy, p. 10-15 (Part II)

RAZ, Joseph, "Introduction", in Authority, edited by Joseph Raz, New York University Press, New York, 1990, p. 1-19

RAZ, Joseph, "Authority and Justification", in Authority, edited by Joseph Raz, New York University Press, New York, 1990, p. 115-141.

RENAUD, Gilbert, "Individualisme, individualité et travail social", dans Nouvelles pratiques sociales, vol. 8, no. 2, Montréal, 1995, p. 139-155.

ROSSINOW, Doug, "Letting Go: Revisiting the New Left Demise", in The New Left Revisited, Temple University Press, Philadelphia, 2003, p. 241-254.

ROTHMAN, Jack, « Approaches to Community Intervention », in Strategies of Community Intervention: Macro Practice, Fifth Edition, F.E. Peacock Publishers, inc., Itasca (Illinois), 1970, p. 26-63.

ROY, Yves, Autorité politique et liberté, VLB Éditeur, Montréal, 1988, 255 pages.

SARRASIN, Rachel, « Le Sommet des Amériques de 2001 et la Convergence des luttes anti-capitalistes », 12 pages, texte non-publié.

SMALL, John, "Towards a black perspective in social work: a transcultural exploration", in Radical Social Work Today, Edited by Mary Langan and Phil Lee, Unwin Lyman Ltd, London, 1989, p. 279- 291.

SHRAGGE, Eric, Action communautaire: dérives et possibles, Écosociété, Montréal, 2006, 242 pages.

STARR, Armory and Jason ADAMS, "Anti-globalization : The Global Fight for Local Autonomy" in New Political Science, 25(1): 19-42, 2003, On-line: <http://dx.doi.org/10.1080/0739314032000071217>

STATHAM, Daphne, Radicals in social work, Routledge & Kegan Paul, London, 1978, 121 pages.

ST. JOHN, Graham, "Counter-Tribe, Global Protest, and Carnivals of Reclamation", in Peace Review, 16 (4), December 2004, p. 421-428.

SILVESTRO, Marco, « Politisation du quotidien et récupération alimentaire à l'ère de la bouffe-minute », dans Possibles, vol. 29, no. 1, hiver 2005, p. 74-91.

TIEFENBRUN, Susan (2005), « La désobéissance civile et la Constitution des Etats-Unis », dans Le droit de résistance à l'oppression, Seuil, Paris, p. 159-182.

UZELMAN, Scott, « Hard at Work in the Bamboo Garden », dans Autonomous Media : Activating Resistance & Dissent, Cumulus Press, Montréal, 2005, p. 17-29.

WAR RESISTER'S LEAGUE, Handbook for Non-Violent Action, New York, Donnelly/Colt Graphix, 34 pages.

WEBB, David, "Regulation for radicals: the state, CCETSW and the academy", in Social Theory, Social Change and Social Work, Edited by Nigel Parton, Routledge, London, 1996, p. 172-189.

WHITE, Deena, "L'État et le secteur communautaire", dans Isuma, vol. 2, no. 2, Été 2001, p. 34-45.

WILLIAMS, Fiona, "Postmodernism, feminism and the question of difference", in Social Theory, Social Change and Social Work, Edited by Nigel Parton, Routledge, London, 1996, p. 61-76.

WILSON, Maureen G. and Elizabeth Withmore, Seeds of Fire: Social Development in an Era of Globalism, Fernwood Publishing, Halifax, 2000, 207 pages.

WOLFF, R.P., "The Conflict between Authority and Autonomy", in Authority, edited by Joseph Raz, New York University Press, New York, 1990, p. 20-31.

www.crac.org

Site de l'AMP : http://www.nadir.org/nadir/initiativ/agp/fr/lamp_cest_quoi.htm

En plus : deux recensions d'écrits faites précédemment m'ont permis d'écrire le présent travail :

- 1- « L'action directe au Québec : une analyse du discours libertaire », Hiver 2007, dans mon cours de méthodologie de recherche, en service social.
- 2- « L'anti-capitalisme anarchiste », Été 2007, réalisée pour le compte du Collectif de Recherche sur l'Autonomie Collective (CRAC).

Annexe 3- Index des citations originales

-
- ⁱ “...social work acts institutionally as a mechanism for identifying and absorbing potential revolt against the *status quo*.” (Pritchard and Taylor, 1978, p. 5)
- ⁱⁱ “Professional responses to calls for changes in existing social relations” (Dominelli, 2002, p. 61)
- ⁱⁱⁱ “Promoting social justice and human development in an unequal world provides the *raison d’être* of social work practice, and is a key way of discharging society’s contract in assisting vulnerable people in its midst.” (Dominelli, 2002, p. 4)
- ^{iv} “...the development of consciousness, to be successful in overcoming the barriers set up in the mind by culture and ideology, must involve work for groups and individuals who are themselves oppressed. (...) Irrespective of claims to carry a humanitarian tradition, as institutionalised, social work is both outsider and oppressor in the specific sense.” (Statham, 1978, p. 17)
- ^v “Moreover, as its primary function is to ‘rehabilitate’ some of the elements in society which are not ‘integrated’, social work performs part of invaluable task of legitimating the existing structures.” (Pritchard and Taylor, 1978, p. 5)
- ^{vi} “Social work becomes oppressive by focusing on issues of control that seek to justify bureaucratic aims rather than enhancing human well-being.” (Dominelli, 2002, p. 27)
- ^{vii} “In the majority of social work agencies (...) a clear distinction between the social worker and the client is crucial.” (Statham, 1978, p. 11)
- ^{viii} “(Social workers) have to use information and communication skills to demystify the basis of their powers and engage in power-sharing endeavours that respond to the whole person, and pay attention to the process in and through which they intervene in people’s lives.” (Dominelli, 2002, p. 34)
- ^{ix} « ...a Euro-centric framework that is permeated by racism at the institutional and individual levels » (Small, 1989, p. 279)
- ^x « Failing this, the tendency is to polarise social work with welfare and service provision, environmental work with relationship work, the individual with the collective. » (Statham, 1978, p. 7)
- ^{xi} « The overall impact of this type of funding was a de-politicization and demobilization of the movement. » (Kruzynski and Shragge, 1999, p. 336)
- ^{xii} “At the same time, Karnataka Farmers of India (1993), the Zapatistas of Mexico (1994), and the Landless Campesino Movement of Brazil (1995) changed the form and intensity of resistance to the economic power of elites.” (Thatcher Collins, 2004, p. xxxiv)
- ^{xiii} “Anti-corporate globalization movements have largely expanded through the organization of mass mobilizations, including confrontational direct actions against multilateral institutions” (Juris, 2005, p. 416-417).
- ^{xiv} “ There is no doubt that overseas anti-capitalist protests – especially Seattle in 1999 –provided a powerful stimulus to the emergence of a movement in Australia (...). Seattle, in a word used by most, “inspired” them and, taking place in a developed, Western country “made us believe it was possible here” (Bramble and Minns, 2002, p. 14-15)

^{xv} By the latter I mean to refer to actions oriented to ameliorating the practices of states, corporations and everyday life, through either influencing or using state power to achieve irradiation effects. (...) However, (...) every demand, in anticipating a response, perpetuates these structures, which exist precisely in anticipation of demands. (...) It is at this point that a politics of act is required to break out the loop. (...)" (Day, 2004, p. 734)

^{xvi} "This, I would argue, is precisely what is being done by those who are participating in forms of direct action I have mentioned above." (Day, 2004, p. 734)

^{xvii} "(...) the goal is not to create a new power around a hegemonic center, but to challenge, disrupt and disorient the processes of global hegemony (...)" (Day, 2004, p. 730)

^{xviii} " I would not want to give (the) impression (that all activists or groups should be seen as 'anarchists'), since not all of these activists or the groupings in which they participate self-identify in this way, and since 'anarchism' (...) is multiple and internally contested." (Day, 2004, p. 731)

^{xix} « (...) those values based on radical egalitarianism as defined by inclusivity, plurality, diversity, openness, transparency and accountability. Within this democratic practice all hierarchical power structures are contested and, when possible, leveled. » (Pickard, p. 316)

^{xx} « Contemporary anarchism is rooted in these convergences of radical feminist, ecological, anti-racist and queer struggles (...). This has led anarchism, in its re-emergence, to be attached to a more generalized discourse of resistance." (p. 37)

^{xxi} "Authority is the right to command, and correlatively, the right to be obeyed. It must be distinguished from power, which is the ability to compel compliance, either through the use or the threat of force." (Wolff, 1990, p. 20)

^{xxii} For social change to be successful, the modes of organization that will replace capitalism, the state, gendered divisions of labour and so on need to be prepared alongside (though not instead of) the attack on present institutions." (Gordon, 2007, p. 40)

^{xxiv} « I argue that activists create spaces, both physically and emotionally, that promote ideas of social justice in explicit opposition to the injustice enacted by the global institutions of neo-liberalism and global capital." (Lacey, 2005(a), p. 405)

^{xxv} "I am talking about those direct-action oriented elements within the anti-globalization movement (...) but seek to block, resist and render redundant both corporate *and* state power in local, national and transnational contexts." (Day, 2004, p. 733)

^{xxvi} « Theoretically, relational autonomy means that individual actions take place in a collective manner, but the will of the collective never overpowers that of the individual." (Deslandes and King, 2006, p. 313)

^{xxvii} « One might even suggest that revolutionary coalitions always tend to rely on a kind of alliance between a society's least alienated and its most oppressed; actual revolutions, one could then say, have tended to happen when these two categories most broadly overlap » (Graeber, 2004, p.215).

^{xxviii} "the growth of broad networks despite (or because of) relatively weak social identity and ideology ties" (Bennet, 2003, p. 164)

^{xxix} “Ideas and practices of social justice are negotiated and played out in these spaces, which are then dismantled and reassembled at another physical location, at another summit, or continued virtually or at face-to-face meetings. Each time, new sets of dialogue and new sets of practices are established, to be dissolved in part and re-established in new configurations.” (Lacey, 2005 (a), p. 406)

^{xxx} “The process (...) is considered to be autonomous, meaning that no individual or group is bound by the decisions that are made (DSEC, 2002). Furthermore, decisions are effected through consensus between all participants (as opposed to formal representative structures where decisions are made through agreement by the majority).” (Deslandes and King, 2006, p. 316)

^{xxxi} “A network can be thought of as a web of connections and affiliations, with diverse, interconnected, nonhierarchical links between those in the network.” (Lacey, 2005(b), p. 290)

^{xxxii} “As a mode of interaction and organization, networks allow activists a multiplicity of voices, divergent ideas, and disparate visions and yet still allow for activists to interact and act collectively. Contextualizing activist networks as forms of community allows for an understanding of the potential strength in the face of state power of activists organizing rhizomatically (see Arquilla & Ronfeldt, 2001), while highlighting the emotional bonds that activists share.” (Lacey, 2005(b), p. 298)

^{xxxiii} “Tying in with the concept of urgency, anarchists have always advocated for direct action against organizations, corporations, or other entities that subscribe to capitalist or other oppressive practices. (DeLeon, 2006, p. 735)

^{xxxiv} « (...) is being used by various groups and communities to achieve various ends. (...) Certainly (...), we can see that there is hope, on the part of certain activists, that what currently registers as an activist tactic could one day become an accepted part of daily life. This is precisely what is being done through the use of tactics that not only prefigure non-hegemonic alternatives to state and corporate forms, but also create them here and now.” (Day, 2004, p. 731)

^{xxxv} “The vision of the different identities within the larger narrative was absolutist: Those within the anarchist space of resistance were always community oriented and egalitarian, and those outside were always manipulative and patriarchal. (...) (A) kind of “you’re either with us or you’re with them” situation.” (Atkinson, 2003, p. 266-268)

^{xxxvi} “He argues in particular that white activists shouldn’t be asking ‘how can we get people of color to join our groups and movement?’ but rather ‘How can we be anti-racist activists dedicated to bringing down white supremacy?’ (Crass, 2000).” (Bevington & Dixon, 2005, p. 195)

^{xxxvii} “Strict definition of direct action in terms of method, goal, or of the person using it is likely to become sterile and misleading.” (Carter, 1973, p. 3)

^{xxxviii} “Direct action is primarily a way of expressing rebellion.” (Carter, 1973, p. 159)

« Direct action is primarily a method of protest or resistance.” (Carter, p. 25-26)

“Direct action (DA) is the general term used for acts of protest and resistance against existing societal structures and persons, institutions, or positions of power.” (Borum and Tilby, 2004, p. 203)

“(…) every method of immediate warfare by workers (or other sections of society) against their economic and political oppressors.” (Rocker, 1998, p. 66, cite dans Borum and Tilby, 2004, p. 203)

“Direct action is any activity that attempts to expose, challenge, subvert, thwart, or eliminate a source of political discontent.” (Hewitt-White, 2000)

^{xxxix} “At a certain level it may be seen as a way of plugging gaps in the system due to inadequate administration, lack of imagination or normal bureaucratic inertis.” (Carter, 1973, p. 139)

^{xl} But, the goal of direct action is always to bring about some type of social change. (DeLeon, 2006, p. 735)

xlii “It creates a potential for social change by releasing new energy and determination and encouraging social imagination.” (Carter, 1973, p. 159)

xliii « (Some direct actions) are not only engaging in physical intervention but are demonstrating in embryo new forms of organization and new social **solutions** to their grievances. (...) » (Carter, 1973, p. 25-26)

xliiii “Constituent power thus appears to be strongly identified with constructing concrete alternatives to globalizing capital here and now, rather than appealing to state power or waiting for/bringing on the Revolution.” (Day, 2004, p. 735)

xliv « ...a multifaceted term which reflects the do-it-yourself approach animating anarchists’ action repertoires and combines both dual power strategy (building grassroots alternatives that are to ‘hollow out’ capitalism), and the stress on realising libertarian and egalitarian social relations within the fold of the movement itself.” (Gordon, p. 36)

xlv “Direct action is thus framed as a dual strategy of confrontation to deligitimize the system and grassroots alternative-building from below, translating into commitment to ‘being the change’, on any level form personal relationships that address sexism and racism to sustainable living and communes.” (Gordon, p. 40)

xlvi “Many would suggest that the primary goal is to communicate to others the message of (the anarchists’) social philosophy or at least to make evident that there is a voice of dissent.” (Borum and Tilby, 2004, p. 210)

xlvii « Practices that are not currently contemplated by the law. » (Conway, 2003, p. 510))

xlviii “All these instances indicate that art, symbolism and humour are no longer just ornaments but are now an integral part of contemporary resistance. To some passers’ by this is probably seen as kids with nothing better to do, but to others this brand of theatrical DIY politics represents a new kind of ‘postmodern’, Zapatista-inspired anti-corporate movement, distinguished by creativity, self-organisation, coalition building and the will to take on global capitalism.” (Couch, 2001, p. 256)

xlix « that the current hierarchical structure is maintained by violence (from the oppressors) and, therefore, can only be defeated with violence. In this view, violence not only is justified, it is necessary.” (Borum and Tilby, p. 204)

¹ « A diversity of tactics framework undermines, and in some cases, eliminates the possibility of explicitly non-violent action because it precludes prior agreement between activists beyond specific affinity groups (...) (and) it leaves open the possibility for violent escalation on the part of activists. » (Conway, 2003, p. 526-527)

li “(...) non-violence cannot mean abstention, neutrality or, worse, collaborationism, but disobedience, determination, action, the construction of something different.” (Albertani, 2002, p. 593)

lii “we have to embrace- and encourage- whatever independent allies we can find within the ranks of our struggle, and we need more than “Harvard students” to get there” (Rathke, 2001b, p. 13)

liii “solidarity and pacifism in the face of naked aggression” (Conway, 2003, p. 521)

liv “The task of resisting the dominant ideology is possible, but only if spaces of resistance are more emancipatory than hegemonic. Hegemonic resistance produces meanings that benefit the dominant ideology (...) when resisters provide authorities with evidence that the current domination structures are necessary. (Clair, 1998; Pierce & Doherty, 2002)” (Deslandes & King, 2006, p. 254)

^{lv} « A truly anti-authoritarian model of revolution necessarily precludes pacifism, because pacifism requires a centralized obedience to a moral system and political vision. What we need is a new vision of revolution; not one that changes a society, but one that destroys society, by deconstructing the invisible gravity that holds a society (a nation? a race? a civilization?) together within restrictive borders. We need a revolution that is many revolutions.” (Gelderloos, 2005, p.109)

^{lvi} Especially after Genoa, many activists who would not normally condone violence saw the stock denunciations of the anarchists as an expression of gross insensitivity and lack of solidarity with hundreds of traumatized and imprisoned activists (...).” (Gordon, 2008, p. 84)

^{lvii} “Violence routinized is a mirror of the state, as nonviolence advocates are quick to point out; on the other hand, nonviolence fetishized is often a mark of privilege.” (Boal, 2004, p. 403)

^{lviii} “Militant activists practice what I refer to as ‘performative violence’, in part, to capture media attention.” (Juris, 2005, p. 414)

^{lix} « (...) increasing violence may arise when established political methods appear hopelessly inadequate, peaceful direct action has not achieved success(...).” (Carter, 1973, p. 77)

^{lx} « Among those who do advocate violence, most would claim that violence is instrumental as a tactic. It is not an end to itself. The intent is twofold: first, to breakdown or destroy the existing structure and second, to precipitate a public uprising that will prepare for, and facilitate, a revolution.” (Borum and Tilby, 2004, p. 204)

^{lxi} “The prevailing ethos of non-violence thus constructs an inescapable grammar, whereby it is enough to *call* something violent (however defined) in order to make it automatically *unjustified*.” (p. 82)

^{lxii} « This is but one of the possible moralities that can help ensure that revolutionary violence does not become cyclical violence.” (Gelderloos, 2005, p. 113)

^{lxiii} « a wide constellation of individuals, organizations and collectives that are generally both libertarian and radical. Therefore, one does not belong to a Black Bloc; rather, one makes a Black Bloc. » (Albertani, 2002, p. 583)

^{lxiv} The Black Bloc is not an organization, or a network, but rather a specific set of tactics enacted by groups of young militants during protests. (Juris, 2005, p. 420)

^{lxv} “The Black Bloc remains a controversial tactic, even among anarchists. Some find the tactic inappropriate for mass actions, as it places non-violent protestors in danger and ultimately is ineffective in reaching its goals (Dominick, 1999). Others, while supportive of the tactic in general, criticize it for excluding women through its overly masculine style (Maggie, Rayna, Michael, & Matt, 2001), as well as for its exclusion of minorities and the poor, who cannot as easily risk arrest (Glavin, 2000).” (Owens and Palmer, 2003, p. 342)

^{lxvi} “ (...) it is this relationship, created by the discourses and practices of the Black Bloc, between property destruction in the context of the large anti-globalization demonstrations and a readiness, even an eagerness, to confront the police physically, that has so problematized property destruction as an acceptable tactic in the current context.” (Conway, 2003, p. 521)

^{lxvii} « ... a non-institutional anonymous group, who act dressed in white workers overalls and chemical suits. (...) Their tactics are hardly passive, however, and usually involve large crowds, utilizing horizontal organization and decision making. They attend demonstrations with pads, shields and helmets, as

protection from police brutality. They usually have no pre-defined strategy, instead leaving the decision open to the moment, with the only criteria being not to do anything that would alienate the mass of people involved.” (source inconnue, dans Borum and Tilby, 2005, p. 212)

lxxviii “Tute Bianche played the role of auxiliary police, physically attacking the anarchist and autonomous groups and even the regular citizens who did not follow instructions.” (Albertani, 2002, p. 591)

lxxix “...as much as possible (...) and even tried to act as a protective shield between bulk of the protesters and the police.” (Albertani, 2002, p. 584)

lxxx “Anarchism is at the heart of the movement, its soul; the source of most of what’s new and hopeful about it” (Graeber, 2004, p.203).

lxxxi « a clearly defined *political culture* which is the entity most properly referred to as anarchism. » (Gordon, 2007, p. 32)

lxxxii “They exclude such a long list of features of society and ways of approaching social change, that what is left, at least in terms of public discourse in advanced capitalist countries, is inevitably some kind of anarchism. This happens entirely without reference to anarchism as a label, but the results remain the same.” (p. 35)

lxxxiii “Anarchism is a theory of society, a political philosophy, an ethical guide of behaviour, and a strategy for social change.” (Ehrlich & Ehrlich, 1986, p. 23)

lxxxiv « Anarchy holds that individual autonomy and collective equality are fundamental and necessary for a functional, civilized society. It resists the existing forms of hierarchical structure of society that gives some people authority and control over others.” (Borum and Tilby, 2004, p. 202)

lxxxv “ (...) in a common forms of organization (anti-authoritarian, non-hierarchical, consensus-based); in a common repertoire of political expression (direct action, constructing alternatives, community outreach, confrontation); in a common discourse and ideology (keywords and their interrelations, arguments and narratives (...)); and in more broadly ‘cultural’ shared features of dress, music and diet.” (p. 33)

lxxxvi “Anarchists understand direct action as a matter of taking social change into one’s own hand, by intervening directly in a situation rather than appealing to an external agent (typically a government) for its rectification.” (Gordon, 2008, p. 17)

lxxxvii “ It assumes that organizing can win improvements in people’s lives; make people more aware of their own power; and alter the relations of power in the community.” (Checkoway, 1995, p. 6-7)

lxxxviii « (...) struggle over culture and social identity play a greater role in these community-based efforts... »

lxxxix “ But most contemporary community-based organizing seeks independence from the state rather than state power.” (Fischer, 1995, p. 330).

lxxx « those texts that had been constructed by autonomous activists to be read and discussed by other autonomous activists. In this way, we could identify the operating principles that such activists were setting for themselves (...). ” (Deslandes et King, 2006, p. 315)

lxxxix “ Autonomous media are the vehicles of social movement. They are attempts to subvert the social order by reclaiming the means of communication. What defines these media, and makes them a specific

type of alternative media, is that they, first and foremost, undertake to amplify the voices of people and groups normally without access to the media. They seek to work autonomously from dominant institutions (e.g. the state, corporations, the church, the military, corporatist unions), and they encourage the participation of audiences within their projects. Autonomous media therefore produce communication that is not one-way, from media-makers to media consumers, but instead involves the bilateral participation of people as producers and recipients of information. The content of autonomous media is intended to provide information that supports social struggles and is alternative to that which is offered by the corporate mass media. True alternative discourses can only be fostered through a media organization that remains open, transparent, and non-hierarchical. For that reason, autonomous media move beyond the issues of content and into those of organization, participation, and empowerment.” (Langlois and Dubois, 2005, p. 9)

lxxxii “... any media that are produced by non-commercial sources and attempt to transform existing social roles and routines by critiquing and challenging power structures. Probably the most universal critiques from such sources resolve around the nature of corporations, capitalism, consumerism, and patriarchy in contemporary society.” (Atkinson, 2006, p. 252)

lxxxiii « Beside experimenting with new communication technologies, autonomous media activists often engage in various forms of critique, through artistic expression, such as culture jamming or adbusting, billboard liberation (etc.). To the extent that these forms of expression encourage public participation in the act of criticism, they are moving beyond the consumptive relationship encouraged by mass media. With this in mind, we could also include pamphlet or leaflet distribution, stickering, or poster in a list of autonomous media tactics.” (Uzelman, 2005, p. 24)

lxxxiv « There exist islands of oppressed, deprived, ignored, or powerless populations suffering social injustice or exploitation at the hands of oppressors such as the “power structure”, big government, corporations, global capitalism, and racist or sexist institutions.” (Rothman, 1995, p. 36)

lxxxv “Social action can have positive effects of particular importance for excluded groups.” (Ckuckoway, 1995, p. 8)

lxxxvi “a willingness to settle for small, incremental changes in people’s control over their own lives while seeking opportunities to pursue larger and more far-reaching objectives.” (Cox and al. 1974, p. 9)

lxxxvii « In recent years social action groups have given increasing attention to process goals and capacity building. The feminist movement’s theme, “the personal is political”, articulates that trend.” (Rothman, 1995, p. 36)

lxxxviii “The change strategy is expressed through: “Let’s organize to overpower our oppressor and change the system”, that is, crystallizing issues so that people know who their legitimate enemy is and mobilizing them to bring pressure on selected targets. (Rothman, 1995, p. 37)

lxxxix “The organisation’s power may be (...) their ability to embarrass the target (...) or their ability to get the target political harm if the target is a public official, or financial harm if it is a business” (Bobo, Kendall and Max, 1991, p. 42)

xc “Their organizational form is most often sufficiently small, loose, and open to be able to “tap local knowledge and resources, to respond to problems rapidly and creatively, and to maintain the flexibility needed in changing circumstances” (Durning, 1989, p. 6-7).” (Fischer, 1995, p. 330).

xc1 “Thus, coalition building has become a central concern in social action, since groups are typically not strong enough to achieve significant results on their own. But these coalitions are fluid, shifting, and irregular; new configurations have to be formed for different issues on a continuing basis (...)” (Rothman, 1995, p. 33).

^{xcii} « This approach presupposes the existence of an aggrieved or disadvantaged segment of the population that needs to be organized in order to make demands on the larger community for increased resources or equal treatment.” (Rothman, 1995, p. 32)

^{xciii} “Feminists had the task of making women’s community work visible by securing spaces in which women could speak, tell their own stories and develop forms of community action which were less hierarchical and alienating than those based on the organising strategies so favoured by men community workers. » (Dominelli, 1995, p. 134)

^{xciv} “... devising new visions of the world. A world not bound by patriarchal social relations, but guided by non-hierarchical ways of women organising together as women implementing the prefigurative forms of our alternative social order in the practice being elaborated here and now.” (Dominelli, 1995, p. 135)

^{xcv} « The argument is no longer about women making it in men’s world, but about women creating a new world for both men and women, regardless of age, “race”, sexual orientation or disability (Segal, 1987).” (Dominelli, 1995, p. 135)

^{xcvi} The result is a tension between how to have principles but avoid imposing them.” (Deslandes and King, 2006, p. 317)

^{xcvi} « ... a project based on diversity and perpetual experimentation. » (Gordon, 2007, p. 42)

^{xcvii} « Redefining social problems to focus on their social nature and form links with individual’s private life is a key tenet of feminist practice. » (Dominelli, 1995, p. 139)

^{xcviii} “It is the type of community intervention that lives up to social justice and social change mission of social work, and yet, because of its oppositional politics, tends to be the least practiced within social work institutions and service agencies.” (Fisher, 1995, p. 328)

^{xcix} “... it will fail to meet the challenge of being a relevant professional force in the twenty-first century.” (Dominelli, 2004, p. 249-250)